



RAPPORT STATISTIQUE

SUR L'AIDE INTERNATIONALE



Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur
du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et
utilisez un télécopieur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h,
heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Télécopieur :
613-996-9709

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté la Reine, chef du Canada, 2019

This document is also available in English under *Statistical Report
on International Assistance – Fiscal Year 2017-2018*.

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION

Nos statistiques	1
Portée des statistiques sur l'aide internationale	2
Aide internationale du Canada, par ministère ou source	3
Le Canada adopte une démarche pangouvernementale pour obtenir des résultats efficaces	4
Répartition géographique de l'aide internationale du Canada.	5
Intervenir rapidement et efficacement en cas de crises humanitaires internationales	7
Des partenariats canadiens qui changent les choses	8
Politique d'aide internationale féministe du Canada	9
Principaux engagements financiers du Canada	10
- Santé et droits sexuels et reproductifs	10
- Santé des mères, des nouveau-nés et des enfants	10
- L'Afrique subsaharienne.	11
- Environnement et changements climatiques	11
- La stratégie du Canada au moyen-orient.	11

2. TABLEAUX STATISTIQUES

Section A : Aide internationale du Canada

A Aide internationale selon la source publique et le mécanisme	12
-----------------------------------------------------------------------------	----

Section B1 : Aide internationale du Canada selon le secteur

B1 Aide internationale selon le secteur	13
---------------------------------------------------	----

Section B2 : Aide internationale du Canada selon le bénéficiaire

B2 Aide humanitaire selon le pays ou l'organisation	18
---------------------------------------------------------------	----

Section C : Aide internationale du Canada selon l'organisation bénéficiaire

C1 Sommaire de l'aide internationale d'Affaires mondiales Canada selon le type d'organisation	20
C2 Aide internationale selon l'organisation multilatérale	21

Section D : Aide internationale du Canada selon le bénéficiaire

D1 Aide internationale selon le mécanisme et le continent	23
D2 Aide internationale bilatérale	25
D3 Aide internationale multilatérale	29

3. ANNEXES

Annexe 1 – Repaiements de contributions remboursables et de prêts	32
Annexe 2 – Autre aide bilatérale officielle selon le bénéficiaire	33
Annexe 3 – Sigles et acronymes	35
Annexe 4 – Glossaire	36

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'AIDE INTERNATIONALE 2017-2018

À PROPOS DE CE RAPPORT

Conformément à la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* (LRADO ou la Loi), le ministre du Développement international doit publier, au nom du gouvernement du Canada, les rapports clés suivants :

- Le *Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada*. Alors qu'il devait auparavant être déposé au Parlement dans les six mois suivant la fin de chaque exercice, ce rapport doit désormais l'être « dans l'année qui suit la fin de chaque exercice » à la suite des modifications législatives apportées par le projet de loi C-86, qui a reçu la sanction royale le 13 décembre 2018. Ce changement concrétise l'engagement pris par le Canada dans le budget 2018 d'améliorer la transparence et la production de rapports sur l'aide internationale en venant uniformiser le délai à respecter aux fins du dépôt des deux rapports exigés aux termes de la LRADO, ainsi que ceux des deux rapports que le ministre des Finances est tenu de produire en application de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes* et de la *Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement*. Ainsi, le gouvernement pourra présenter un rapport plus cohérent et complet, qui regroupe toute l'information sur les différents aspects de l'aide internationale du Canada sur la base d'un seul et même ensemble final de données.
- Le *Rapport statistique sur l'aide internationale*, publié dans l'année suivant la fin de chaque exercice.

Le *Rapport statistique sur l'aide internationale* est préparé chaque année en vue d'améliorer l'efficacité et la transparence de l'aide internationale du Canada. Le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 (exercice 2017-2018). Il vient compléter le *Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada 2017-2018*.

Constituant l'un des deux rapports annuels exigés par la Loi, ce rapport rassemble en une seule et même source les statistiques sur les dépenses d'aide internationale, dont l'aide au développement officielle (ADO) et d'autres formes d'aide officielle de l'ensemble du Canada.

COMPRENDRE CE RAPPORT

Dans ce rapport, les renseignements sont présentés en fonction des dépenses et selon des normes internationales qui facilitent la comparaison avec l'aide au développement officielle du Canada au fil du temps et avec les rapports d'autres donateurs d'aide internationale.

Les dépenses sont comptabilisées une fois que le paiement est inscrit dans les systèmes comptables, étant entendu que les organisations qui reçoivent des fonds du Canada utiliseront ces derniers tout au long du projet.

Les remboursements de prêts consentis antérieurement aux pays en développement sont indiqués à titre d'information (voir l'annexe 1).

Certains coûts (comme les coûts de réinstallation des réfugiés) sont calculés en fonction de normes convenues à l'échelle internationale. Ces normes sont révisées périodiquement au sein de tribunes comme le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD de l'OCDE).

TRANSPARENCE ET RESPONSABILISATION

Le gouvernement du Canada veille à ce que l'information sur son financement de l'aide internationale soit ouverte et transparente.

Les rapports préparés conformément à la LRADO peuvent être consultés sur la page Web des [Rapports sur l'aide au développement](#). Afin d'accroître encore l'efficacité et la transparence de l'aide internationale du Canada, Affaires mondiales Canada fournit aussi des liens vers les données statistiques sur le développement international à partir du portail des [données ouvertes](#).

En outre, Affaires mondiales Canada fournit de l'information détaillée dans l'outil interactif [Banque de projets](#). Cette information est aussi publiée quotidiennement conformément à la norme de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), dont le Canada est membre.

Finances Canada et le Centre de recherches pour le développement international publient également des données conformes à la norme de l'IITA.

¹ Il convient de noter que les données antérieures ont été révisées à la suite de l'unification des systèmes d'AMC et peuvent avoir changé.

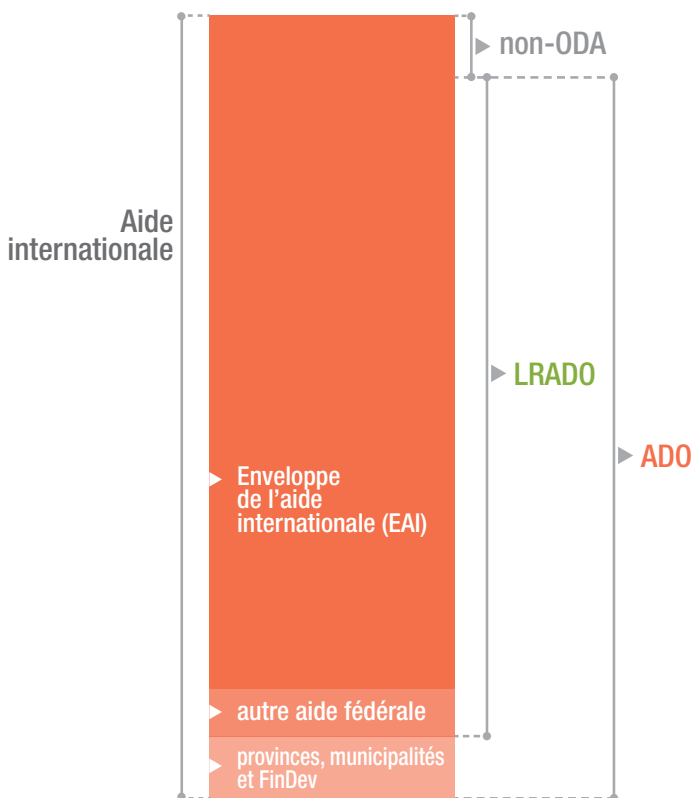
PORTÉE DES STATISTIQUES SUR L'AIDE INTERNATIONALE

L'aide internationale désigne toute ressource financière que les gouvernements canadiens (le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales) affectent à l'aide au développement.

L'enveloppe de l'aide internationale (EAI) est un regroupement de ressources spécialisées et le principal outil de planification budgétaire du gouvernement du Canada pour appuyer les objectifs de l'aide internationale.

En 2017-2018, l'EAI a financé 84 % de l'aide internationale du Canada. L'enveloppe est utilisée pour financer la majorité des activités relatives à la LRADO du Canada et les autres activités qui ne correspondent pas à la définition de l'Aide publique au développement, comme certains efforts de paix et de sécurité.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA



L'aide au développement officielle (ADO)

représente la plus grande partie de l'aide internationale du Canada. Le Canada reconnaît deux définitions de l'ADO :

1. Celle établie par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de la coopération et du développement économiques (CAD de l'OCDE). Cette définition est utilisée aux fins de comparaison de l'ADO avec celle des autres donateurs.
2. Celle énoncée dans la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO) du Canada*. Cette définition est utilisée dans les publications du gouvernement du Canada.

1. Le CAD de l'OCDE définit l'ADO comme les flux financiers acheminés aux pays et territoires figurant sur la Liste des bénéficiaires de l'ADO et à des institutions multilatérales. Conformément à cette définition, pour les données recueillies jusqu'en 2017 inclusivement, le financement doit répondre aux critères suivants :

- i. être accordé par des organismes publics, y compris des gouvernements nationaux et des administrations locales, ou par des organismes agissant pour leur compte;
- ii. chaque transaction doit en outre :
 - a. être administrée dans le but principal de promouvoir le développement économique et le mieux-être des pays en développement;
 - b. être de nature concessionnelle et comporter un élément de libéralité d'au moins 25 % (avec un taux d'actualisation de 10 %).

La [définition](#) du CAD de l'OCDE a été modifiée depuis, et la nouvelle définition s'applique aux rapports du CAD de l'OCDE sur les flux de 2018.

3. Les dépenses engagées en vertu de la **LRADO du Canada** sont compatibles avec la définition susmentionnée, mais doivent en outre répondre aux trois critères énoncés au paragraphe 4(1) de la Loi, soit : a) contribuer à la réduction de la pauvreté, b) tenir compte des points de vue des pauvres et c) être compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne. L'aide internationale fournie afin d'atténuer les effets d'une catastrophe ou d'une autre situation d'urgence survenue dans un pays admissible à l'ADO est comptabilisée au titre de l'ADO aux termes de la *Loi*.

Comme la LRADO ne s'applique qu'aux dépenses fédérales, l'ADO exclut l'aide internationale fournie par les provinces, les territoires et les municipalités.

* Il convient de noter que certaines dépenses militaires et certaines dépenses en matière de sécurité ne sont pas financées à même l'enveloppe de l'aide internationale et ne sont donc pas prises en compte dans ce rapport.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA, PAR MINISTÈRE OU SOURCE

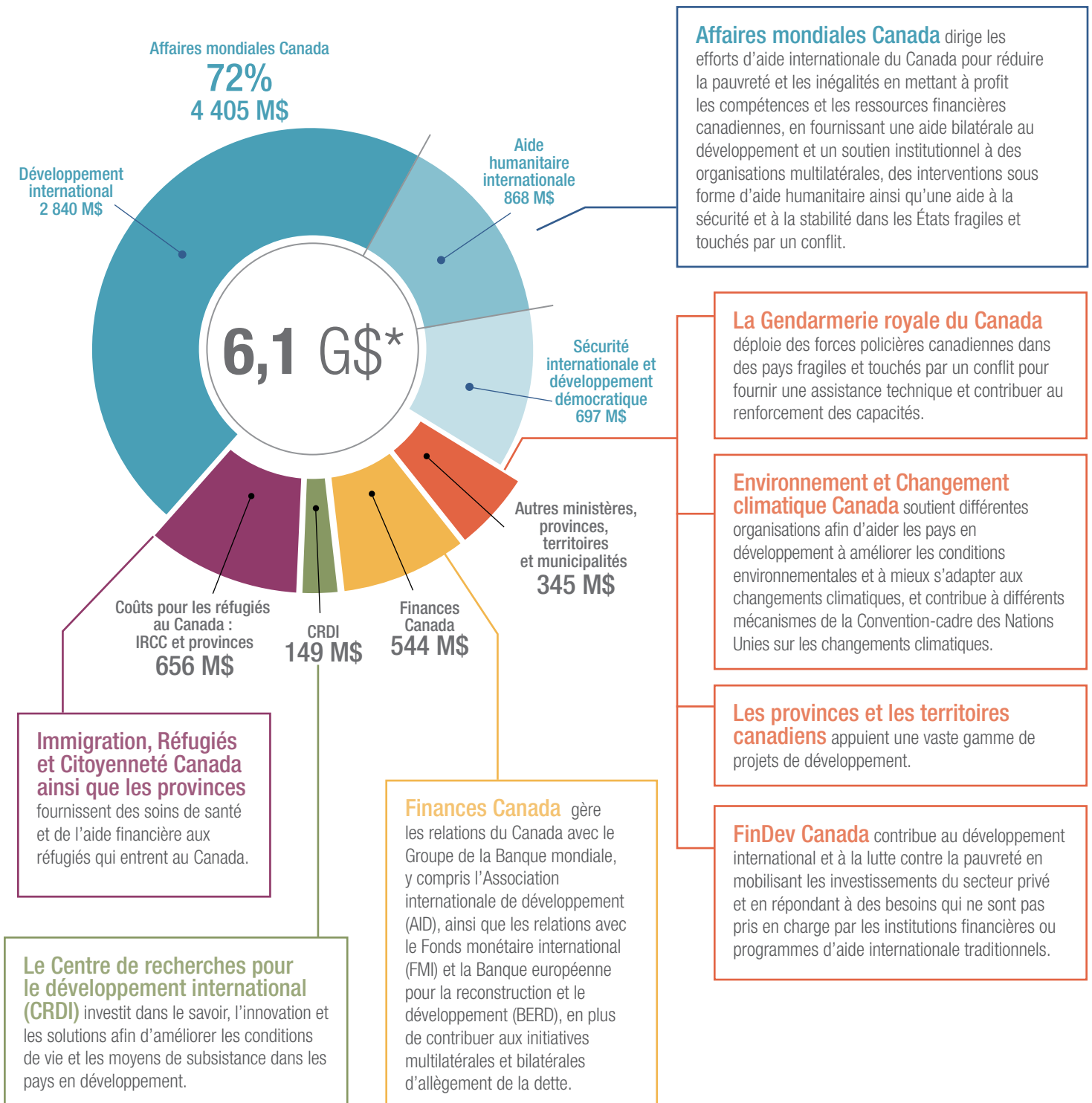
DÉCAISSEMENTS DE 2017–2018 EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, EN CHIFFRES BRUTS

MINISTÈRE/SOURCE	AIDE INTERNATIONALE	DONT		
		PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'EI	ADO : LRADO (RAPPORT STATISTIQUE)*	APD : CAD DE L'OCDE**
MINISTÈRES FAISANT RAPPORT EN VERTU DE LA LRADO				
Affaires mondiales Canada	4 404,85	4 368,45	4 144,33	4 144,33
Ministère des Finances Canada	544,06	544,06	536,37	536,37
Centre de recherches pour le développement international	148,65	148,65	148,65	148,65
Environnement et Changement climatique Canada	20,67	14,32	20,67	20,67
Gendarmerie royale du Canada	19,33	19,33	19,33	19,33
Ministère de la Défense nationale	6,14	-	6,14	6,14
Agence du revenu du Canada	2,99	-	2,99	2,99
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)	2,93	-	2,93	2,93
Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Programme du travail	1,03	-	1,03	1,03
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	1,01	-	1,01	1,01
Parcs Canada	0,73	-	0,73	0,73
Ressources naturelles Canada	0,43	-	0,43	0,43
Postes Canada – Contribution à l'Union postale universelle	0,37	-	0,37	0,37
Agence spatiale canadienne	0,31	-	0,31	0,31
Agence de la santé publique du Canada	0,20	-	0,20	0,20
Monnaie royale canadienne	0,15	-	0,15	0,15
Statistique Canada	0,11	-	0,11	0,11
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,08	-	0,08	0,08
Musée canadien de la nature	0,02	-	0,02	0,02
Coûts pour les réfugiés au Canada (1 ^{re} année) - (IRCC)	462,19	-	462,19	462,19
Services reçus à titre gracieux par Affaires mondiales Canada	22,22	-	22,22	22,22
Total partiel - Ministères faisant rapport en vertu de la LRADO	5 638,48	5 094,81	5 370,27	5 370,27
Pourcentage de l'aide internationale		90 %	95 %	95 %
AUTRES MINISTÈRES OU SOURCES				
Coûts pour les réfugiés au Canada (1 ^{re} année) – gouvernements provinciaux	193,55	-	-	193,55
Coûts imputés relatifs aux étudiants étrangers	124,80	-	-	124,80
FinDev Canada	100,00	-	-	100,00
Provinces, territoires et municipalités	41,26	-	-	41,26
Total partiel - Autres ministères ou sources	459,61	-	-	459,61
TOTAL	6 098,08	5 094,81	5 370,27	5 829,87
Pourcentage de l'aide internationale		84 %	88 %	96 %

* Tout écart entre les chiffres contenus dans la colonne « ADO : LRADO (Rapport statistique) » et ceux qui figurent dans le *Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada pour 2017-2018* peut être attribué à la nature préliminaire de ce dernier. Le présent rapport statistique fournit des données plus actualisées.

** Les chiffres de la colonne « APD de l'OCDE » sont présentés en fonction de l'exercice, en dollars canadiens, afin de pouvoir comparer les rapports établis en vertu de la LRADO, avec les données sur l'ADO déclarées au CAD de l'OCDE. Dans les rapports qu'il présente au CAD de l'OCDE, le Canada déclare ses chiffres en fonction de l'année civile en dollars américains. Ils figurent dans ce tableau à titre indicatif seulement. En outre, les remboursements de prêts sont exclus du tableau afin de pouvoir établir des comparaisons entre les colonnes. La LRADO prévoit que les ministères doivent faire état de leurs décaissements bruts, tandis que le CAD de l'OCDE fait état des décaissements bruts et des décaissements nets. Les remboursements de prêts sont inscrits dans le tableau A à titre d'information.

LE CANADA ADOPTE UNE DÉMARCHE PANGOUVERNEMENTALE POUR OBTENIR DES RÉSULTATS EFFICACES GRÂCE À L'AIDE INTERNATIONALE

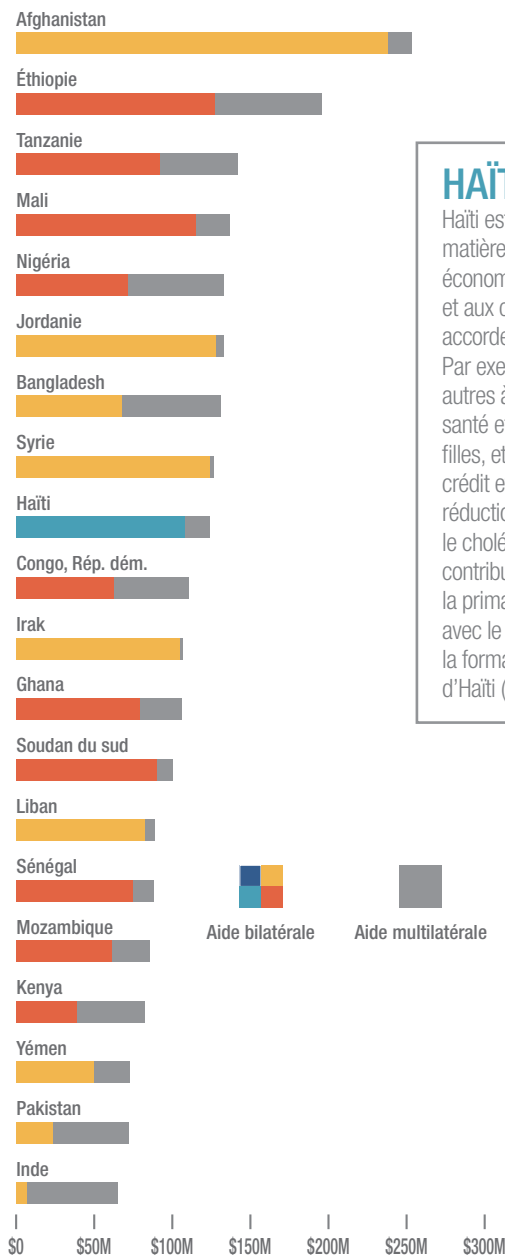


* Seuls les coûts liés à la première année de séjour des réfugiés sont considérés comme de l'aide internationale, conformément aux lignes directrices actuelles du CAD de l'OCDE

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE DU CANADA

INCLUT L'AIDE BILATÉRALE ET L'AIDE MULTILATÉRALE ESTIMÉE

LES 20 PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES¹



HAÏTI CLASSEMENT SELON L'IDH² : 168/189

Haïti est continuellement aux prises avec de graves problèmes en matière de gouvernance, de sécurité et de développement social et économique, et est très vulnérable aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. L'aide internationale que le Canada accorde à Haïti revêt de multiples facettes et est complémentaire. Par exemple, en 2017-2018, l'aide du Canada était destinée entre autres à la consolidation de la prestation de services publics en santé et en éducation, particulièrement pour les femmes et les filles, et au renforcement de l'accès des ménages agricoles au crédit et à des assurances. En outre, le Canada a contribué à la réduction de la transmission des maladies d'origine hydrique, dont le choléra. Les initiatives de développement canadiennes ont aussi contribué à l'amélioration de la gestion des finances publiques et de la primauté du droit, car elles prévoyaient une collaboration directe avec le gouvernement d'Haïti sur la perception de l'impôt ainsi que la formation des inspecteurs et des officiers de la Police Nationale d'Haïti (PNH), ce qui a amélioré le professionnalisme de ceux-ci.

Amériques 708 M\$
12 %

Mondial* 956 M\$
16 %

*Mondial : Ces coûts sont de nature générale et ne peuvent être imputés à un pays ou secteur particulier. Prière de consulter le tableau D1 pour obtenir plus de détails.

1 L'aide humanitaire du Canada est fournie par l'entremise d'organisations humanitaires d'expérience, et non par l'entremise de gouvernements.

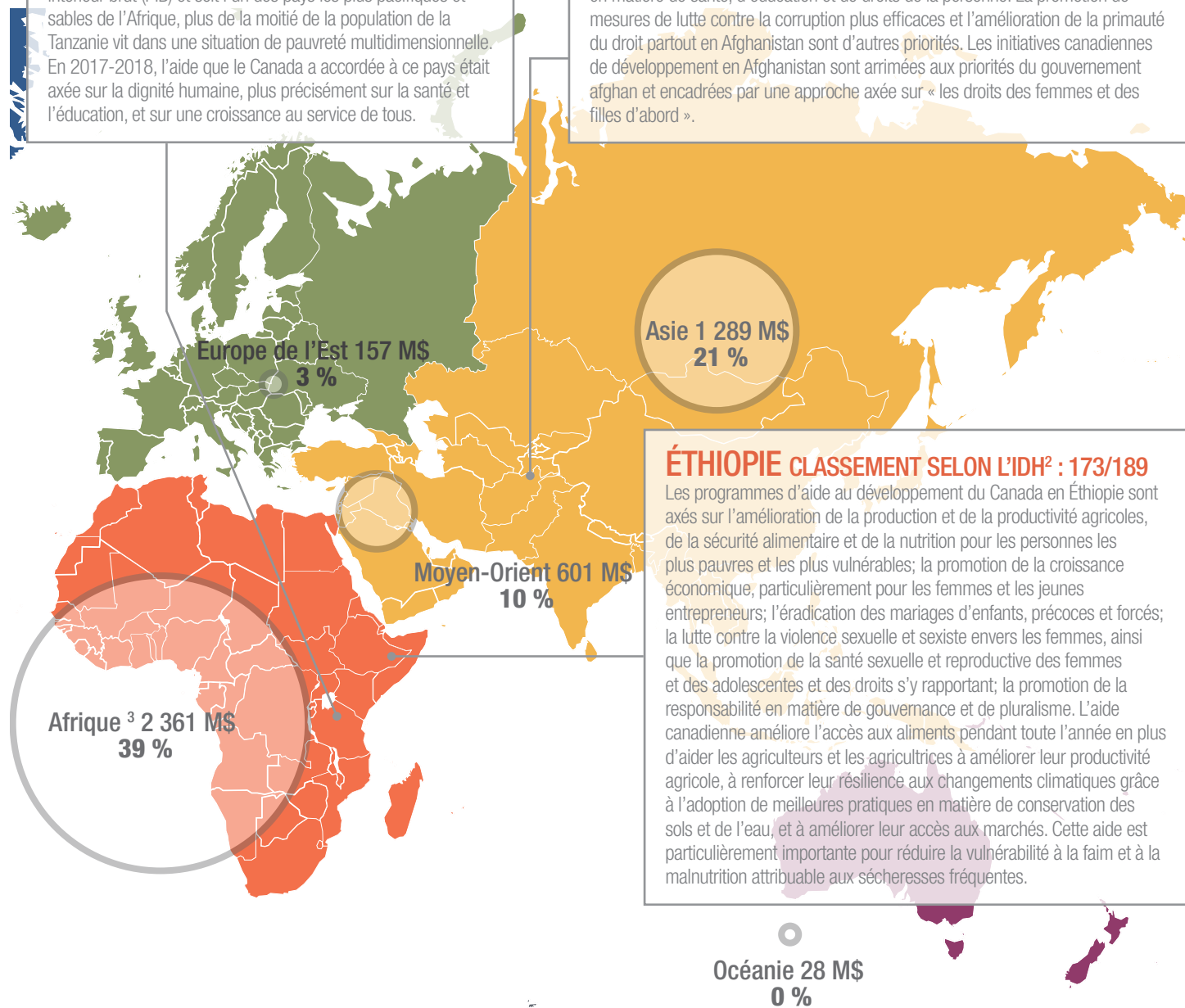
2 L'indice du développement humain (IDH) est une mesure du niveau moyen atteint relativement aux dimensions clés du développement humain : une vie longue et saine, l'acquisition de connaissances et un niveau de vie décent. Valeur de l'Indice du développement humain, 2017.

TANZANIE CLASSEMENT SELON L'IDH² : 154/189

Bien que ce pays enregistre une croissance soutenue du produit intérieur brut (PIB) et soit l'un des pays les plus pacifiques et sables de l'Afrique, plus de la moitié de la population de la Tanzanie vit dans une situation de pauvreté multidimensionnelle. En 2017-2018, l'aide que le Canada a accordée à ce pays était axée sur la dignité humaine, plus précisément sur la santé et l'éducation, et sur une croissance au service de tous.

AFGHANISTAN CLASSEMENT SELON L'IDH² : 168/189

La pauvreté généralisée et la détérioration des infrastructures découlant du conflit qui perdure ont laissé de nombreux Afghans sans accès aux services de base. En 2017-2018, l'Afghanistan a été le principal bénéficiaire de l'aide internationale fournie par le Canada. Par l'entremise de la Politique d'aide internationale féministe du Canada, le Canada apporte une aide qui contribue à créer un environnement plus pacifique où tous les Afghans sont en sécurité, car il renforce les Forces de défense et de sécurité nationale afghanes et appuie les priorités de l'Afghanistan en matière de santé, d'éducation et de droits de la personne. La promotion de mesures de lutte contre la corruption plus efficaces et l'amélioration de la primauté du droit partout en Afghanistan sont d'autres priorités. Les initiatives canadiennes de développement en Afghanistan sont arrimées aux priorités du gouvernement afghan et encadrées par une approche axée sur « les droits des femmes et des filles d'abord ».



ÉTHIOPIE CLASSEMENT SELON L'IDH² : 173/189

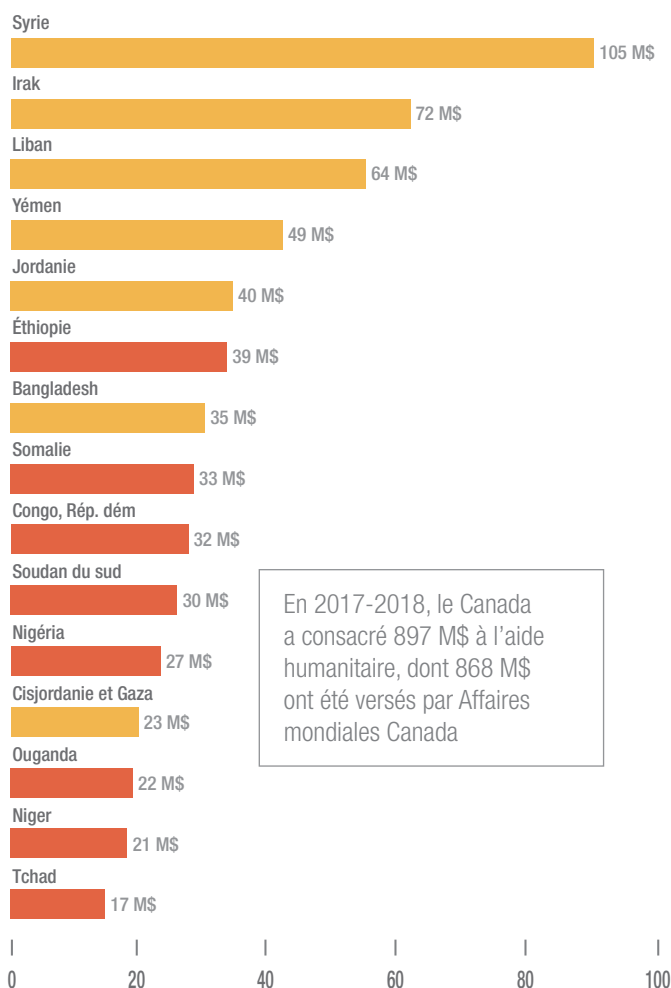
Les programmes d'aide au développement du Canada en Éthiopie sont axés sur l'amélioration de la production et de la productivité agricoles, de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables; la promotion de la croissance économique, particulièrement pour les femmes et les jeunes entrepreneurs; l'éradication des mariages d'enfants, précoces et forcés; la lutte contre la violence sexuelle et sexiste envers les femmes, ainsi que la promotion de la santé sexuelle et reproductive des femmes et des adolescentes et des droits s'y rapportant; la promotion de la responsabilité en matière de gouvernance et de pluralisme. L'aide canadienne améliore l'accès aux aliments pendant toute l'année en plus d'aider les agriculteurs et les agricultrices à améliorer leur productivité agricole, à renforcer leur résilience aux changements climatiques grâce à l'adoption de meilleures pratiques en matière de conservation des sols et de l'eau, et à améliorer leur accès aux marchés. Cette aide est particulièrement importante pour réduire la vulnérabilité à la faim et à la malnutrition attribuable aux sécheresses fréquentes.

3 Exprimé ici en pourcentage de l'aide internationale totale (incluant l'aide bilatérale et multilatérale). Conformément à la politique d'aide internationale féministe, le Canada veillera à ce que 50 % de l'aide bilatérale au développement international soit versée aux pays d'Afrique subsaharienne d'ici 2021-2022. Voir à la page 11 de plus amples renseignements sur les progrès du Canada relativement à l'atteinte de cet objectif.

INTERVENIR RAPIDEMENT ET EFFICACEMENT EN CAS DE CRISES HUMANITAIRES INTERNATIONALES – PRINCIPAUX PARTENAIRES DE L'AIDE BILATÉRALE HUMANITAIRE ET LEURS INITIATIVES

LES 15 PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES

DE L'AIDE HUMANITAIRE BILATÉRALE DU CANADA*



En 2017-2018, le Canada a consacré 897 M\$ à l'aide humanitaire, dont 868 M\$ ont été versés par Affaires mondiales Canada

SYRIE

Le conflit qui fait rage en Syrie a provoqué le déplacement de 6,3 millions de personnes à l'intérieur des frontières du pays et a mis plus de 13 millions de personnes en besoin d'aide humanitaire. Les programmes canadiens en Syrie sont axés sur l'aide humanitaire d'urgence permettant de sauver des vies en fournissant de l'aide alimentaire, de l'eau potable, des services de santé et un soutien aux efforts de protection des civils. Ces programmes contribuent également à lutter contre la violence sexuelle et sexiste, et à répondre aux besoins des femmes et des filles en matière de santé sexuelle et reproductive.

IRAQ/LIBAN/JORDANIE

Le soutien du Canada a permis de venir en aide à des milliers de réfugiés syriens, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées, en leur fournissant de l'aide financière et alimentaire, des abris ainsi que des services de protection, de santé et d'éducation en Jordanie, en Iraq et au Liban, de même qu'en Égypte, en Turquie et en Syrie. L'action humanitaire canadienne intégrant les questions relatives à l'égalité des sexes vise à appuyer la mise en place d'espaces sûrs pour les femmes et les filles, de services psychologiques et de santé sexuelle et reproductive, de mesures de sensibilisation à la protection, ainsi que de moyens de subsistance.

YÉMEN

L'aggravation de l'insécurité et de la violence a fait de nombreuses victimes au Yémen, qui selon l'ONU, fait actuellement face à la plus grande crise humanitaire au monde. Plus de 75 % de la population a besoin d'aide humanitaire pour faire face à ses besoins de base ou pour protéger ses droits fondamentaux. Le Canada a fourni une aide humanitaire vitale, notamment des aliments, des soins de santé, des abris, de l'eau potable, des services d'assainissement et des mesures de protection. Il a également répondu aux besoins spécifiques des femmes et des enfants touchés par la crise.

RÉPONDRE AUX CRISES RÉGIONALES

Afin de pouvoir intervenir en cas de crises régionales et de situations humanitaires prolongées, le Canada fournit également du financement par l'entremise d'un système international d'intervention humanitaire, constitué notamment du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, d'organisations non gouvernementales chevronnées et d'organismes des Nations Unies, dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial.

* L'aide humanitaire du Canada est fournie par l'entremise d'organisations humanitaires d'expérience, et non par l'entremise de gouvernements.

Nota : L'aide humanitaire bilatérale fait référence à l'aide accordée à des pays précis ou pour des situations d'urgence.

DES PARTENARIATS CANADIENS QUI CHANGENT LES CHOSES

PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DU FINANCEMENT DE 2017–2018, PAR TYPE D'INSTITUTION, EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS

ORGANISATIONS CANADIENNES

Nutrition International* - 57 M\$

Veille à ce que les populations vulnérables de plus de 60 pays dans le monde reçoivent les vitamines et les minéraux dont elles ont besoin pour vivre en santé.

CARE Canada - 49 M\$

Améliore les soins de santé de base, l'éducation et les possibilités économiques, et fournit une aide vitale durant les situations d'urgence, qui vise particulièrement les femmes et les filles.

Plan international Canada - 34 M\$

Contribue à promouvoir les droits des enfants et l'égalité pour les filles.

*Auparavant l'Initiative pour les micronutriments.

ORGANISATIONS MULTILATÉRALES

Association internationale de développement - 442 M\$

Contribue à réduire la pauvreté en accordant des subventions et des prêts à des programmes qui visent à stimuler la croissance économique, à réduire les inégalités et à améliorer les conditions de vie des gens.

Programme alimentaire mondial - 310 M\$

La plus importante organisation humanitaire au monde s'efforçant de lutter contre la faim et de promouvoir la sécurité alimentaire.

Société financière internationale - 268 M\$

Stimule la croissance en fournissant des ressources financières et des conseils au secteur privé dans les pays en développement.

PARTENAIRES INTERNATIONAUX ET MONDIAUX

Comité international de la Croix-Rouge - 44 M\$

Fournit de l'aide et protège la vie et la dignité des personnes touchées par des conflits armés et d'autres situations de violence.

Action contre la faim - 29 M\$

Lutte contre la faim et la malnutrition, particulièrement pendant les situations d'urgence et de conflit.

Mercy Corps - 27 M\$

Travaille dans plus de 40 pays aux prises avec des difficultés engendrées par des catastrophes naturelles, l'effondrement de l'économie et des conflits.

GOUVERNEMENTS PARTENAIRES

Gouvernement du Sénégal - 43 M\$

Le Canada prend des mesures pour favoriser une gouvernance et une croissance économique inclusives, ainsi que la dignité humaine pour tous les Sénégalais.

Gouvernement du Ghana - 27 M\$

Canada supports agricultural modernization as an engine for inclusive economic growth and to improve food security.

Gouvernement de la Jordanie - 20 M\$

Le Canada accorde à la Jordanie une aide axée sur le renforcement de la résilience et des capacités du gouvernement dans le secteur de l'éducation.

POLITIQUE D'AIDE INTERNATIONALE FÉMINISTE DU CANADA

La Politique d'aide internationale féministe du Canada, lancée en juin 2017, vise à éradiquer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Des preuves convaincantes ont amené le Canada à reconnaître que la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles représentent les moyens les plus efficaces pour réduire la pauvreté. Les femmes et les filles constituent de puissants agents de changement susceptibles de transformer non seulement leur noyau familial, mais aussi leur communauté et l'économie de leur pays. En 2017-2018, 90 % des programmes bilatéraux d'aide internationale d'AMC ciblaient ou intégraient l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Le Canada est sur la bonne voie pour atteindre son objectif de 95 % d'ici 2021-2022.

L'aide internationale du Canada contribue directement aux progrès réalisés au titre de l'Objectif de développement durable 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », qu'il est essentiel d'atteindre pour réaliser tous les Objectifs de développement durable et assurer que personne n'est laissé de côté. La politique adopte une approche intégrée englobant le développement, l'aide humanitaire, la paix et l'aide à la sécurité, qui est axée sur six champs d'action.

- **Égalité des sexes et renforcement du pouvoir des femmes et des filles** : appuyer les efforts visant à réduire la violence sexuelle et sexiste; à renforcer des organisations et des mouvements de femmes qui font progresser les droits des femmes; à renforcer les capacités des gouvernements à fournir des services aux femmes et aux filles; et à améliorer l'analyse comparative entre les sexes (30 M\$).
- **Dignité humaine** : favoriser l'accès à des soins de santé, à une alimentation et à une éducation de qualité, ainsi qu'à une aide humanitaire fondée sur des principes, fournie en temps opportun et adaptée aux besoins, qui correspond bien aux besoins particuliers et au potentiel des femmes et des filles (2 269 M\$).
- **Croissance au service de tous** : contribuer à accroître l'accès des femmes aux possibilités et aux ressources économiques. Les femmes et les filles pourront ainsi mieux parvenir à l'indépendance économique dont elles ont besoin pour prendre leur vie en main (541 M\$).
- **Environnement et action pour le climat** : soutenir la planification et les initiatives des pouvoirs publics qui ont pour but d'atténuer les effets des changements climatiques et de s'y adapter; de promouvoir le leadership et la prise de décision des femmes; et de créer des débouchés économiques pour les femmes dans le domaine de l'énergie propre (461 M\$).

LES CHAMPS D'ACTION DES AFFAIRES MONDIALES CANADA



- **Gouvernance inclusive** : chercher à mettre fin à la discrimination fondée sur le sexe par la promotion et la protection des droits de la personne, et par le renforcement de la primauté du droit et des institutions. Cela encouragera aussi les femmes et les filles à participer davantage à la vie politique (296 M\$).
- **Paix et sécurité** : favoriser une participation accrue des femmes aux efforts de consolidation de la paix et de reconstruction à la suite de conflits et une meilleure représentation des femmes dans le secteur de la sécurité; et appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard de la violence sexuelle et des abus commis par le personnel de maintien de la paix (378 M\$).

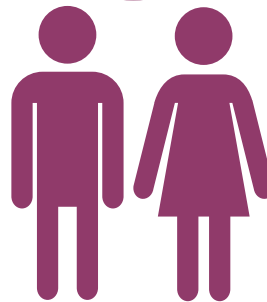
Pour en savoir plus, prière de consulter la [Politique d'aide internationale féministe du Canada](#) et la [stratégie du Canada relative à l'égalité des sexes et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles](#).

PRINCIPAUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DU CANADA

SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

En 2017, dans le cadre de son objectif consistant à accroître l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, le Canada a prévu 650 millions de dollars sur une période de 3 ans pour soutenir la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles (SDSR). Cela inclut l'ensemble des services liés à ce domaine, y compris les services de santé reproductive, l'avortement sûr et légal et les soins post-avortement, la planification familiale, l'éducation sexuelle complète et la prévention de toutes les formes de violence sexuelle et sexiste. Au cours de la première année de l'engagement, le Canada a consacré 195 millions de dollars aux initiatives de SDSR, soit 30 % de l'objectif total.

Lien : [Santé et droits sexuels et reproductifs \(SDSR\) - Projets approuvés](#)



SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

195 M\$
EN 2017-2018

SANTÉ DES MÈRES, DES NOUVEAU-NÉS ET DES ENFANTS

Le Canada apporte depuis longtemps son soutien à des initiatives axées sur l'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE), comme en témoigne sa volonté d'intensifier ses efforts dans ce sens entre 2015 et 2020 en s'engageant à consacrer 3,5 milliards de dollars à ces initiatives. Ce soutien vise avant tout à renforcer les systèmes de santé, à réduire le fardeau des maladies, et à améliorer la nutrition ainsi que la collecte et l'utilisation de données. Plus de 60 %, soit 2,12 milliards de dollars, ont été dépensés au cours des trois premiers exercices de la période visée dans des initiatives visant à réduire la mortalité et la morbidité des mères, nouveau-nés et des enfants, et améliorer l'accès et la qualité des soins de santé et de nutrition.

3.5 G\$ 2015-2020

2017-2018

61 %

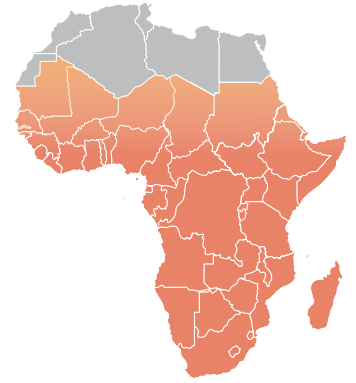
2015-2017



AIDE BILATÉRALE AU DÉVELOPPEMENT D'AFFAIRES MONDIALES CANADA DESTINÉE AUX PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Affaires mondiales Canada s'est engagé à consacrer pas moins de 50 % de son aide internationale bilatérale à l'Afrique subsaharienne d'ici 2021-2022. Le Canada est sur la bonne voie pour atteindre cet objectif, puisqu'il a versé plus de 48 % de son aide bilatérale à la région.

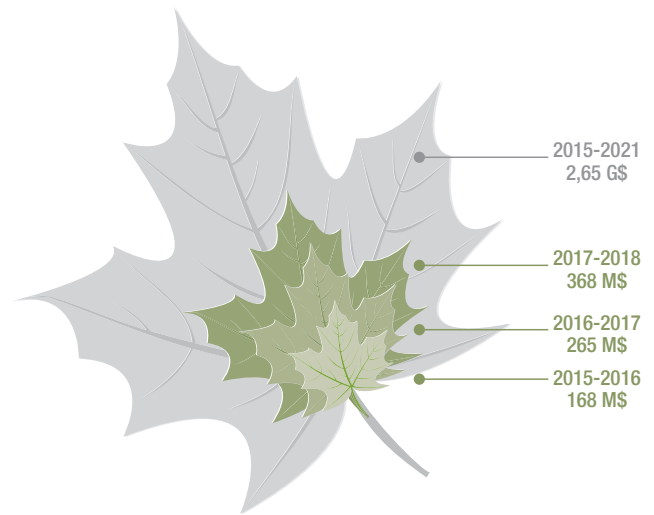
AFFAIRES MONDIALES CANADA A CONSACRÉ 48 % DE SON AIDE BILATÉRALE AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE.



ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Canada s'est engagé à consacrer 2,65 milliards de dollars entre 2015 et 2021 à des projets et initiatives dans les pays en développement en ce qui concerne les changements climatiques. Entre 2015 et 2018, le Canada a accordé plus de 800 millions de dollars à des projets qui réduiront les gaz à effet de serre et amélioreront la résilience aux effets des changements climatiques surtout chez les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. À ce jour, le soutien du Canada a aidé à financer une grande variété de projets portant, entre autres, sur le renforcement de la gestion des risques climatiques en Afrique, le développement de l'agriculture intelligente face au climat en Amérique Centrale, ou l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique dans les Caraïbes. Cette action sur les changements climatiques soutient l'objectif de développement durable 13 de l'agenda 2030 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions).

Lien : [La stratégie du Canada pour la protection de l'environnement à l'échelle mondiale.](#)

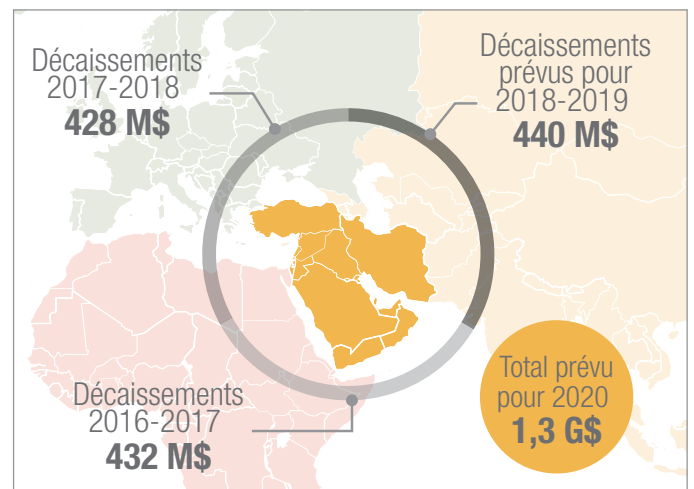


LA STRATÉGIE DU CANADA AU MOYEN-ORIENT

En février 2016, le Canada a annoncé sa stratégie renouvelée et élargie au Moyen-Orient pour répondre aux crises en Iraq et en Syrie ainsi qu'à leurs répercussions sur la Jordanie et le Liban. Dans le cadre de sa stratégie au Moyen-Orient, le Canada a alloué 2,1 milliards de dollars en trois ans à l'assistance humanitaire, au développement et à la sécurité, de même qu'à la mission militaire Opération IMPACT*. Une partie importante de cette somme, soit 1,3 milliard de dollars, est sous la responsabilité d'Affaires mondiales Canada et vise principalement la sécurité et la stabilisation des populations touchées, l'aide humanitaire et l'aide au développement. Depuis le début de cette initiative, le Canada a dépensé plus de 860 millions de dollars à la poursuite de ces trois objectifs de manière à procurer de l'assistance alimentaire, de la protection et des services d'éducation aux personnes touchées par la crise, et ce, tant en Syrie que dans les pays voisins.

Lien : [La stratégie du Canada au Moyen-Orient](#)

DÉPENSES DU CANADA AU MOYEN-ORIENT POUR LA SÉCURITÉ, L'AIDE HUMANITAIRE ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT



*Il convient de noter que certaines dépenses militaires et certaines dépenses en matière de sécurité ne sont pas financées à même l'enveloppe de l'aide internationale et ne sont donc pas prises en compte dans ce rapport.

Section A

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA

A: Aide internationale selon la source publique et le mécanisme

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

	2015-2016	2016-2017	2017-2018 TOTAL	2017-2018		couvert par la LRADO
				Bilatéral	Multilatéral	
Partie 1: Programmes financés par l'enveloppe de l'aide internationale						
Affaires mondiales Canada	3 915,44	4 102,98	4 368,45	3 404,87	963,59	4 107,93
Programmes géographiques	1 265,41	1 193,38	1 289,14	1 255,28	33,86	1 288,59
Dont: Fonds canadien pour initiatives locales (1)			14,75	14,75	-	14,69
Partenariats pour l'innovation dans le développement	254,64	306,88	233,45	233,45	-	232,82
Enjeux mondiaux et développement	1 857,96	1 931,98	2 161,01	1 248,83	912,18	2 160,36
Initiatives mondiales	1 526,94	1 688,17	1 890,65	1 248,83	641,82	1 890,00
Paievements aux institutions financières internationales	331,02	243,81	270,36	-	270,36	270,36
Sécurité internationale et affaires politiques	246,19	374,90	387,28	369,75	17,53	128,67
Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité	11,71	14,34	13,35	13,35	-	-
Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes	28,14	51,44	31,08	31,08	-	-
Non-prolifération et réduction des menaces à la sécurité	50,43	63,40	65,52	65,52	-	-
Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	113,26	207,25	253,41	253,41	-	104,75
Politique de sécurité internationale	8,46	23,98	23,92	6,39	17,53	23,92
Fonds canadien pour initiatives locales (1)	13,82	14,48	-	-	-	-
Autres programmes	20,37	0,02	-	-	-	-
Développement du commerce international, investissement et innovation	4,66	4,59	4,68	4,68	-	4,68
Politique stratégique	9,53	14,60	12,36	12,36	-	12,36
Autres programmes	0,02	0,10	12,20	12,19	0,02	12,12
Fonctionnement et gestion	209,49	210,93	202,64	202,64	-	202,64
Services rendus à l'étranger	67,53	65,63	65,69	65,69	-	65,69
Note: Repaiements de contributions remboursables et de prêts (2)	-23,01	-23,63	-22,65	-22,36	-0,29	-
Ministère des Finances Canada	492,81	492,82	544,06	-	544,06	536,37
Encaissement de billets délivrés et paiement direct à l'Association internationale de développement (IDA)	441,61	441,62	441,61	-	441,61	441,61
Subvention à l'IDA pour l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale	51,20	51,20	51,20	-	51,20	51,20
Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII)	-	-	51,25	-	51,25	43,56
Note: Repaiement de contributions remboursables et de prêts (2)	-6,82	-19,57	-13,92	-13,92	-	-
Centre de recherches pour le développement international	194,58	146,37	148,65	148,65	-	148,65
Gendarmerie royale du Canada	28,91	26,36	19,33	19,33	-	19,33
Environnement et Changement climatique Canada	-	8,46	14,32	14,32	-	14,32
Total partiel - Enveloppe de l'aide internationale	4 631,74	4 777,00	5 094,81	3 587,17	1 507,65	4 826,60
Partie 2: Autres sources gouvernementales						
Affaires mondiales Canada	37,08	73,08	36,40	6,17	30,23	36,40
Programme de stages internationaux pour les jeunes	5,94	5,47	1,48	1,48	-	1,48
Programme de bourses internationales	1,26	1,74	1,43	1,43	-	1,43
Autres programmes	34,99	34,99	33,48	3,25	30,23	33,48
Fonctionnement et gestion	29,88	30,89	-	-	-	-
Coûts imputés admissibles comme APD	686,89	698,26	802,75	802,75	-	484,41
Coûts pour les réfugiés au Canada (1re année) - Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (3)	256,46	397,90	462,19	462,19	-	462,19
Coûts pour les réfugiés au Canada (1re année) - gouvernements provinciaux	260,63	208,24	193,55	193,55	-	-
Coûts imputés relatifs aux étudiants étrangers	151,63	72,72	124,80	124,80	-	-
Services reçus à titre gracieux par Affaires mondiales Canada (4)	18,16	19,40	22,22	22,22	-	22,22
Provinces, territoires et municipalités	34,40	38,41	41,26	36,30	4,96	-
Province de Québec	24,66	33,27	33,19	28,23	4,96	-
Province de l'Ontario	3,00	0,80	3,75	3,75	-	-
Fédération canadienne des municipalités	1,74	1,64	1,72	1,72	-	-
Province d'Alberta	1,11	1,50	1,35	1,35	-	-
Province du Manitoba	1,40	1,20	1,20	1,20	-	-
Province du Nouveau-Brunswick	0,16	-	0,05	0,05	-	-
Autres provinces	2,33	-	-	-	-	-
Autres ministères fédéraux	39,87	20,03	122,86	115,49	7,37	22,86
FinDev Canada	-	-	100,00	100,00	-	-
Environnement et Changement climatique Canada	8,16	8,17	6,35	2,57	3,78	6,35
Ministère de la Défense nationale	8,22	4,45	6,14	6,14	-	6,14
Agence du revenu du Canada	1,07	1,82	2,99	2,99	-	2,99
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	-	-	2,93	0,73	2,20	2,93
Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Programme du travail	1,00	0,98	1,03	1,03	-	1,03
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	1,03	1,01	1,01	-	1,01	1,01
Parcs Canada	0,88	0,72	0,73	0,73	-	0,73
Ressources naturelles Canada	0,04	0,76	0,43	0,43	-	0,43
Agence spatiale canadienne	-	-	0,31	0,31	-	0,31
Postes Canada - Contribution à l'Union postale universelle	0,36	0,40	0,37	-	0,37	0,37
Agence de la santé publique du Canada	18,04	1,04	0,20	0,20	-	0,20
Monnaie royale canadienne	0,04	0,07	0,15	0,15	-	0,15
Statistique Canada	0,44	0,20	0,11	0,11	-	0,11
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,05	0,03	0,08	0,08	-	0,08
Musée canadien de la nature	-	-	0,02	0,02	-	0,02
Agence canadienne d'inspection des aliments	0,04	0,39	-	-	-	-
Santé Canada	0,48	0,01	-	-	-	-
Note: Remboursement de prêts EDC, non inclus dans le total (2)	-27,30	-25,03	-27,45	-27,45	-	-
Total partiel - Autres sources publiques	798,24	829,78	1 003,27	960,71	42,56	543,66
TOTAL	5 429,98	5 606,77	6 098,08	4 547,87	1 550,21	5 370,27

(1) La responsabilité du Fonds canadien pour initiatives locales a passé de la direction générale de la Sécurité internationale et affaires politiques à la direction générale des programmes géographiques.

(2) Le Rapport statistique est établi en fonction des dépenses, et les remboursements de prêts et contributions remboursables ne sont pas soustraits des totaux. Ces remboursements sont présentés à titre informatif et plus de détails sont disponibles à l'annexe 1.

(3) L'augmentation des coûts liés aux réfugiés pour 2017-2018 découle de la hausse des dépenses associées aux programmes d'établissement pour les réfugiés syriens et à davantage de services fournis dans le cadre du Programme fédéral de santé intégraire.

(4) Ces postes correspondent à des services fournis à titre gracieux à Affaires mondiales Canada : locaux fournis par Services publics et Approvisionnement Canada; cotisations couvrant la part de l'employeur des primes d'assurance des employés et des dépenses payées par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada; services juridiques dispensés par le ministère de la Justice Canada; indemnités d'accident du travail versées par Emploi et Développement social Canada.

Section B1

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR

B1: Aide internationale selon le secteur

Ce tableau présente les dépenses de 1920 et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Secteur	Aide bilatérale				Aide multilatérale				Affaires mondiales Canada				Autres ministères et autres sources				TOTAL
	Programmes géographiques (1)	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Enjeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres programmes (2)	TOTAL - Aide bilatérale	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres institutions multilatérales	TOTAL - Aide multilatérale	Ministère des Finances du Canada	Centre de recherches pour le développement international	Environnement et Changement climatique Canada	Provinces, territoires et municipalités	Autres (3)	TOTAL - Autres ministères et autres sources	
Éducation	197,45	26,88	30,34	2,71	6,11	263,49	16,91	14,05	3,38	34,35	49,96	3,69	-	1,80	0,15	49,60	
11110 Politique de l'éducation et gestion administrative	29,06	1,31	3,40	-	-	33,77	1,88	6,62	0,65	9,15	5,62	0,94	-	0,08	-	6,63	
11120 Equipements scolaires et formation	25,13	0,17	3,01	2,03	-	30,32	0,08	0,14	0,26	0,48	30,80	1,74	-	0,33	0,15	2,23	
11130 Formation des enseignants	34,49	4,00	3,14	-	-	41,64	-	0,00	0,26	0,26	1,31	0,20	-	-	-	1,51	
11182 Recherche en éducation	0,29	0,29	2,29	-	-	2,87	1,47	-	0,13	1,60	0,34	0,44	-	-	-	0,77	
11220 Enseignement primaire	54,42	2,11	15,06	-	-	71,59	12,71	0,23	-	12,95	84,54	13,93	-	0,20	-	14,13	
11230 Éducation pour une meilleure qualité de vie pour les jeunes et les adultes	6,94	0,83	0,12	0,31	-	8,20	0,51	0,00	1,30	1,81	10,01	0,44	-	0,72	-	2,56	
11231 Éducation pour une meilleure qualité de vie pour les jeunes	0,30	0,05	-	-	-	0,35	-	-	-	0,35	-	-	-	0,03	-	0,03	
11232 Éducation primaire des adultes	-	0,28	-	-	-	0,28	-	-	-	0,28	-	-	-	-	-	0,28	
11240 Éducation de la petite enfance	1,77	0,77	3,00	-	-	5,54	0,08	0,03	-	0,11	5,65	-	-	0,01	-	0,58	
11320 Enseignement secondaire	3,27	0,00	-	-	-	3,27	0,00	0,89	-	0,90	4,17	4,60	-	0,03	-	4,63	
11321 Premier cycle de l'enseignement secondaire	4,10	-	-	-	-	4,10	-	-	-	4,10	-	-	-	-	-	4,10	
11330 Formation professionnelle	25,01	5,75	0,29	0,38	-	31,42	0,13	2,72	0,52	3,37	34,79	5,42	0,90	0,40	-	6,72	
11420 Enseignement supérieur	4,26	9,81	0,03	-	6,11	20,21	-	2,86	0,26	3,12	23,34	8,49	0,75	-	-	9,25	
11430 Formation technique supérieure de gestion	8,41	1,51	-	-	-	9,92	0,05	0,54	-	0,59	10,51	0,55	0,02	-	-	0,58	
Santé	154,03	63,86	175,74	-	-	393,64	18,89	4,75	273,73	297,38	44,64	20,74	-	1,38	0,20	66,96	
12110 Politique de la santé et gestion administrative	14,26	6,41	11,14	-	-	31,81	5,74	3,38	21,59	30,71	64,32	10,63	-	0,04	0,20	20,67	
12181 Éducation et formation médicales	3,69	1,97	-	-	-	5,67	0,35	-	0,35	0,35	6,02	0,15	0,16	-	-	0,34	
12182 Recherche médicale	0,13	1,79	2,92	-	-	4,84	0,80	-	0,80	0,80	5,64	-	-	-	-	3,12	
12191 Services médicaux	0,70	2,91	4,00	-	-	7,61	0,96	0,96	-	1,92	9,52	1,66	-	0,09	-	5,68	
12220 Soins et services de santé de base	42,17	13,79	13,63	-	-	69,59	4,89	0,32	77,41	82,62	152,20	7,57	-	0,39	-	7,96	
12230 Infrastructure pour la santé de base	12,80	2,29	4,00	-	-	19,09	0,03	-	0,03	0,03	19,13	3,10	-	0,21	-	3,32	
12240 Nutrition de base	30,80	13,93	77,58	-	-	122,31	3,25	0,06	-	3,31	125,62	8,68	3,51	0,57	-	127,77	
12250 Lutte contre les maladies infectieuses	28,10	1,99	38,00	-	-	68,10	1,08	0,03	46,69	47,80	115,90	6,74	0,87	-	-	7,62	
12261 Éducation sanitaire	7,34	10,84	0,13	-	-	18,31	0,49	-	0,49	0,49	18,80	0,92	0,68	-	-	1,65	
12262 Lutte contre le paludisme	0,08	-	1,90	-	-	1,98	0,30	-	82,84	83,13	85,11	2,57	-	-	-	2,57	
12263 Lutte contre la tuberculose	-	0,01	18,20	-	-	18,21	0,24	-	45,21	45,44	63,66	1,08	-	-	-	1,08	
12281 Formation de personnel de santé	13,96	7,93	4,25	-	-	26,13	0,77	-	-	0,77	26,91	0,09	0,11	-	0,00	0,20	
Politique en matière de population/santé et fertilité	143,22	21,16	56,21	-	-	220,60	15,03	0,06	94,06	109,16	7,25	5,33	-	0,07	-	12,64	
13010 Politique/programmes en matière de population et gestion administrative	20,97	0,44	8,89	-	-	30,29	2,70	0,01	-	2,71	33,01	1,43	0,55	-	-	1,98	
13011 Droits sexuels et reproductifs	15,74	2,01	3,00	-	-	20,75	-	-	-	-	20,75	-	-	0,06	-	0,06	
13020 Soins en matière de fertilité	43,94	9,71	13,75	-	-	67,41	3,66	0,01	-	3,66	71,07	4,13	3,78	-	-	7,93	
13030 Planification familiale	22,74	0,75	17,15	-	-	40,64	1,76	-	-	1,76	42,40	0,28	0,24	-	-	0,52	
13040 Lutte contre les MST et VIH/sida	2,91	0,48	5,12	-	-	8,52	5,29	0,05	94,06	99,40	107,92	1,18	0,29	-	-	1,47	
13081 Formation de personnel en matière de population et de santé et fertilité	36,91	7,77	8,30	-	-	52,98	1,62	-	-	1,62	54,61	0,22	0,46	-	-	0,68	
Eau et assainissement	28,18	7,21	4,00	-	-	39,38	2,49	14,85	3,42	20,76	60,14	0,83	-	2,13	-	36,88	
14010 Politique et gestion administrative du secteur de l'eau	1,63	0,41	-	-	-	2,04	0,40	8,06	0,18	8,64	10,68	4,24	0,83	-	-	5,07	
14015 Préservation des ressources en eau (y compris collecte de données)	2,61	0,01	-	-	-	2,62	0,44	0,26	2,43	3,13	5,74	1,31	0,00	0,78	-	2,09	
14020 Approvisionnement et assainissement – systèmes à grande échelle	-	-	-	-	-	0,07	0,05	2,03	-	2,08	2,08	-	-	-	-	5,15	
14021 Approvisionnement en eau – systèmes à grande échelle	0,02	0,05	-	-	-	0,07	0,41	0,06	-	0,48	0,55	9,29	-	0,01	-	9,29	
14022 Assainissement – systèmes à grande échelle	0,53	0,06	-	-	-	0,59	0,02	1,55	0,08	1,65	2,24	0,65	-	0,01	-	4,97	
14030 Approvisionnement et assainissement – dispositifs de base	-	-	-	-	-	0,11	0,11	-	-	0,11	0,11	1,94	-	0,07	-	2,01	
14031 Approvisionnement en eau potable – dispositifs de base	6,00	2,05	2,00	-	-	10,05	0,52	1,97	0,70	3,19	13,24	1,37	-	0,07	-	1,44	
14032 Assainissement – dispositifs de base	8,54	3,18	2,00	-	-	13,72	0,10	0,33	-	0,43	14,15	1,05	-	0,01	-	1,06	
14040 Aménagement de bassins fluviaux	0,04	-	-	-	-	0,04	0,12	0,07	-	0,18	0,22	3,00	-	-	-	3,00	
14050 Traitement des déchets	4,82	0,01	-	-	-	4,84	0,02	0,52	0,03	0,56	5,40	1,60	0,00	1,08	-	2,68	
14081 Éducation et formation en matière d'approvisionnement et d'assainissement	3,98	1,42	-	-	-	5,41	0,32	-	-	0,32	5,72	-	-	0,11	-	5,83	

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR

B1 : Aide internationale selon le secteur
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Secteur	Affaires mondiales Canada										Autres ministères et autres sources					TOTAL	
	Aide bilatérale					Aide multilatérale					TOTAL - Affaires mondiales Canada						
	Programmes géographiques (1)	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Enjeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres programmes (2)	TOTAL - Aide bilatérale	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres institutions multilatérales	TOTAL - Aide multilatérale	Ministère des Finances du Canada	Centre de recherches pour le développement international	Environnement et Changement climatique Canada	Provinces, territoires et municipalités	Autres (3)	TOTAL - Autres ministères et autres sources	
Gouvernement et société civile	198,38	20,33	5,99	32,43	9,43	266,55	30,94	12,99	7,79	51,73	46,83	10,81	-	2,59	5,78	66,01	384,29
15110 Politiques publiques et gestion administrative	23,18	0,56	-	0,51	0,80	25,06	7,12	6,12	1,94	15,48	16,05	1,99	-	1,72	0,08	19,84	60,08
15111 Gestion des finances publiques	15,42	0,56	0,88	-	-	16,85	-	5,96	-	5,96	11,06	0,31	-	-	-	11,38	34,19
15112 Décentralisation et soutien aux administrations infranationales	26,84	1,64	-	-	-	28,49	1,49	0,36	0,16	2,01	14,05	-	-	-	-	14,05	44,55
15113 Organisations et institutions pour la lutte contre la corruption	3,34	2,77	0,38	1,66	-	8,14	1,41	0,03	0,13	1,57	0,33	0,25	-	-	-	0,58	10,29
15114 Mobilisation des ressources intérieures	13,09	-	-	-	-	13,09	-	0,02	-	0,02	2,86	-	-	-	2,76	5,62	18,73
15116 Recouvrement de l'impôt	0,68	-	-	-	-	0,68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,68	0,68
15117 Planification budgétaire	0,98	-	-	-	0,06	1,04	-	-	-	1,04	-	-	-	-	-	-	1,04
15119 Gestion de l'aide et de la dette publique	-	-	-	-	0,06	0,06	-	-	-	0,06	-	-	-	-	-	-	0,06
15121 Affaires étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	0,57	0,57	-	-	-	-	-	-	0,57
15122 Missions diplomatiques	-	-	0,05	-	-	0,05	-	-	0,52	0,57	-	-	-	-	-	-	0,57
15123 Gestion de l'aide étrangère des pays en développement	0,06	-	-	0,08	-	0,14	0,22	-	-	0,22	-	-	-	-	-	-	0,36
15124 Services généraux de personnel	0,26	-	-	-	-	0,26	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,26
15125 Services centralisés d'approvisionnement et d'achat	0,10	-	-	-	-	0,10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,10
15127 Suivi et évaluation au niveau national	0,02	-	-	-	-	0,02	2,26	0,12	1,51	3,89	-	-	-	-	-	-	0,02
15130 Développement des services légaux et judiciaires	27,00	1,79	-	4,13	-	32,92	-	-	-	36,81	1,45	1,48	-	-	-	2,93	39,74
15131 Développement et administration des politiques de justice et de maintien de l'ordre	0,38	-	-	3,44	0,35	4,17	-	-	-	4,17	-	-	-	-	-	-	4,17
15132 Police	1,21	-	-	9,66	-	10,87	-	-	-	10,87	-	-	-	-	-	-	10,87
15137 Prisons	0,38	-	-	0,43	-	0,82	-	-	-	0,82	-	-	-	-	-	-	0,82
15142 Politique macroéconomique	-	-	-	-	-	-	-	0,00	-	0,00	-	-	-	-	-	-	0,00
15144 Elaboration des normes nationales	0,02	-	-	-	-	0,02	3,68	-	0,91	4,59	0,33	3,01	-	-	-	3,63	0,95
15150 Participation démocratique et société civile	26,39	7,75	0,60	2,84	4,32	41,91	2,51	-	0,06	2,57	0,33	3,01	-	0,29	-	3,63	50,13
15151 Élections	6,57	-	-	-	-	6,57	-	-	-	9,14	-	0,02	-	-	-	0,02	9,16
15152 Assemblées législatives et partis politiques	2,88	0,12	-	-	-	3,00	-	-	-	3,00	-	-	-	-	-	-	3,00
15153 Médias et liberté de l'information	2,80	0,03	-	-	-	2,83	-	-	0,14	2,96	-	-	-	-	-	1,01	3,97
15156 Mobilisation des ressources intérieures autre que les recettes non-fiscales	0,20	-	-	-	-	0,20	-	-	-	0,20	0,03	1,71	-	-	-	2,00	0,20
15160 Droits de la personne	22,18	3,76	2,90	7,96	3,75	40,54	9,64	0,06	0,80	51,04	0,67	1,71	-	0,25	0,00	2,00	53,03
15170 Organisations et institutions pour la lutte contre la corruption	0,23	-	-	-	-	0,23	1,46	0,31	-	2,00	-	-	-	-	-	0,88	2,88
15171 Organisations et mouvements de défense des droits des femmes (5)	0,02	-	-	-	-	0,02	-	-	-	0,02	-	-	-	-	-	-	0,02
15172 Capacité du secteur public pour l'égalité des sexes (5)	0,75	-	-	-	-	0,75	-	-	-	0,75	-	-	-	-	-	-	0,75
15173 Données et preuves pour l'égalité des sexes (5)	0,25	-	-	-	-	0,25	-	-	-	0,25	-	-	-	-	-	-	0,25
15180 Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles	21,60	1,35	1,18	1,80	-	26,00	1,16	-	0,10	27,27	1,03	1,03	-	0,12	-	1,15	28,42
15185 Administration publique locale	1,50	-	-	-	-	1,50	-	-	-	1,50	-	-	-	-	-	-	1,50
15190 Facilité la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,93	2,93	2,93
Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité	8,72	0,16	-	333,32	-	342,21	34,39	0,28	1,91	36,59	1,54	1,90	-	-	17,38	20,83	399,62
15210 Gestion et réforme des systèmes de sécurité	0,84	0,05	-	9,99	-	10,88	0,48	0,28	1,83	2,60	0,04	0,24	-	-	4,29	4,56	18,05
15220 Consolidation de la paix civile, prévention et résolution des conflits	2,38	0,12	-	62,54	-	65,03	0,36	-	0,08	0,44	1,22	1,66	-	11,10	13,98	79,45	
15230 Participation à des opérations internationales de maintien de la paix	0,06	-	-	15,43	-	15,50	33,51	-	-	49,00	-	-	-	1,98	1,98	50,99	
15240 Réintégration et contrôle des armes légères et de petit calibre	0,43	-	-	1,26	-	1,69	-	-	-	1,69	0,28	-	-	-	-	0,28	1,96
15250 Enlèvement des mines terrestres et restes explosifs de guerre	3,70	-	-	7,98	-	11,67	0,00	-	-	11,67	-	-	-	-	-	-	11,67
15261 Enfants soldats (Prévention et démobilitation)	1,31	-	-	0,97	-	2,28	0,05	-	-	2,33	0,01	-	-	-	-	0,01	2,34
15294 Assistance non létale aux forces de sécurité (5)	-	-	-	137,50	-	137,50	-	-	-	137,50	-	-	-	-	-	-	137,50
15295 Cybercrime (5)	-	-	-	2,67	-	2,67	-	-	-	2,67	-	-	-	-	-	-	2,67
15296 Lutte contre l'extrémisme violent et les guerriers terroristes étrangers (5)	-	-	-	14,79	-	14,79	-	-	-	14,79	-	-	-	-	-	-	14,79
15297 Lutte contre le financement du terrorisme (5)	-	-	-	1,65	-	1,65	-	-	-	1,65	-	-	-	-	-	-	1,65
15298 Lutte contre le terrorisme (5)	-	-	-	13,02	-	13,02	-	-	-	13,02	-	-	-	-	-	-	13,02
15299 Réduction des menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (5)	-	-	-	65,52	-	65,52	-	-	-	65,52	-	-	-	-	-	-	65,52

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR

B1: Aide internationale selon le secteur
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Secteur	Affaires mondiales Canada										Autres ministères et autres sources					TOTAL
	Aide bilatérale					Aide multilatérale					Autres (3)					
	Programmes géographiques (1)	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Enjeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres programmes (2)	TOTAL - Aide bilatérale	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres institutions multilatérales	TOTAL - Aide multilatérale	Ministère des Finances du Canada	Centre de recherches pour le développement international	Environnement et Changement climatique Canada	Provinces, territoires et municipalités	TOTAL - Affaires mondiales Canada	TOTAL - Autres ministères et autres sources
Infrastructure et services sociaux divers	46,16	3,50	1,29	1,00	0,05	52,00	13,61	8,05	1,71	23,37	7,33	7,33	-	0,36	75,37	55,61
16010 Services sociaux	2,30	0,10	-	-	-	2,40	2,01	2,55	0,42	4,98	36,46	1,52	-	0,22	7,39	38,21
16011 Politiques, planification et administration des services de protection sociale	0,70	-	-	-	-	0,70	-	-	-	0,70	-	-	-	-	0,70	-
16015 Services sociaux (y compris jeunes, femmes et enfants)	4,63	-	-	-	-	4,63	0,00	0,06	0,06	4,69	-	-	-	-	4,69	-
16020 Politique du temps et gestion administrative	3,82	3,32	-	-	-	7,14	5,65	5,24	1,28	12,17	3,41	5,78	-	1,03	19,31	10,22
16030 Politique de logement et gestion administrative	4,87	-	-	-	-	4,87	0,11	0,05	0,15	5,02	0,16	-	-	-	5,18	0,16
16040 Logement à coût réduit	0,00	-	-	-	-	0,00	0,00	0,07	0,24	0,27	0,24	-	-	-	0,51	0,24
16050 Aide plurisectorielle pour les services sociaux de base	19,61	0,05	-	-	-	19,66	2,25	-	2,25	21,90	5,59	0,03	-	-	27,52	5,62
16061 Culture et loisirs	0,02	-	-	-	-	0,02	0,03	0,03	0,03	0,06	0,05	-	-	0,03	0,14	0,08
16062 Renforcement des capacités statistiques	9,98	-	1,23	-	0,05	11,26	0,94	0,05	0,01	0,99	0,86	-	-	0,11	13,23	0,98
16063 Lutte contre le trafic de drogues	-	-	-	1,00	-	1,00	-	-	-	1,00	-	-	-	-	1,00	-
16064 Atténuation de l'impact social du VIH/sida	0,25	0,01	0,06	-	-	0,31	1,19	-	1,49	1,50	0,01	-	-	0,10	1,51	0,01
16066 Culture	-	-	-	-	-	-	1,47	-	1,47	1,47	-	-	-	0,10	1,57	0,10
Transports et entreposage	2,41	0,00	-	-	-	2,42	0,02	47,83	0,45	48,30	45,72	-	0,03	-	45,75	45,75
21010 Politique des transports et gestion administrative	2,00	-	-	-	-	2,00	-	10,92	0,20	11,12	5,12	-	-	-	5,12	18,23
21020 Transport routier	0,01	0,00	-	-	-	0,01	0,02	35,85	0,25	36,12	37,37	-	0,03	-	37,40	73,52
21030 Transport ferroviaire	-	-	-	-	-	-	-	0,28	-	0,28	0,94	-	-	-	0,94	1,22
21040 Transport par voies d'eau	-	-	-	-	-	-	-	0,20	0,20	0,20	0,76	-	-	-	0,76	0,96
21050 Transport aérien	-	-	-	-	-	-	-	0,58	-	0,58	1,42	-	-	-	1,42	2,00
21061 Stockage	0,26	-	-	-	-	0,26	-	-	-	0,26	0,09	-	-	-	0,35	0,09
21081 Éducation/formation dans les transports et le stockage	0,15	0,00	-	-	-	0,15	-	-	-	0,15	0,01	-	-	-	0,16	0,17
Communications	4,30	1,31	-	0,03	-	5,63	0,15	0,50	0,01	6,29	8,14	4,17	-	0,05	14,50	13,37
22010 Politique des communications et gestion administrative	0,30	0,02	-	-	-	0,32	0,15	0,11	0,26	1,18	1,49	1,08	-	1,01	3,59	4,77
22013 Services d'information	-	-	-	0,03	-	0,03	-	-	-	0,03	-	-	-	-	0,03	0,03
22020 Télécommunications	-	-	-	-	-	-	-	0,37	-	0,37	1,54	-	-	-	1,54	1,91
22030 Radio, télévision, presse écrite	-	0,03	-	-	-	0,03	-	-	-	0,03	-	-	-	-	0,04	0,07
22040 Technologies de l'information et de la communication (TIC)	3,40	1,25	-	-	-	4,65	0,00	0,02	0,01	4,69	5,10	3,09	-	0,01	8,20	12,88
Énergie : production, distribution et efficacité	77,39	0,23	143,79	-	-	221,41	0,99	25,80	6,40	254,59	55,10	-	-	2,16	319,66	311,96
23110 Politique énergétique et gestion administrative	3,06	-	0,60	-	-	3,66	-	5,55	0,45	6,01	10,23	-	-	0,00	10,23	19,95
23111 Politiques, planification et administration du secteur de l'énergie	2,11	-	-	-	-	2,11	-	-	-	2,11	-	-	-	0,98	3,09	3,09
23181 Éducation et formation dans le domaine de l'énergie	1,96	-	-	-	-	1,96	-	0,01	-	1,97	0,00	-	-	0,01	1,98	0,01
23182 Recherche dans le domaine de l'énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	0,05	0,05
23210 Production d'énergie, sources renouvelables - multiples technologies	62,33	0,01	-	-	-	62,34	0,99	3,79	5,50	72,62	1,70	-	-	1,10	75,42	2,81
23220 Centrales hydrauliques	0,00	-	71,60	-	-	71,60	-	1,16	1,16	72,75	5,12	-	-	-	77,87	5,12
23230 Énergie solaire	2,42	0,22	-	-	-	2,64	-	0,36	0,29	3,29	1,20	-	-	0,06	4,56	1,26
23240 Énergie éolienne	-	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,01	-	-	-	-	0,01	0,01
23260 Énergie géothermique	-	-	-	-	-	-	-	0,89	0,89	0,89	0,78	-	-	-	1,67	1,67
23270 Centrales à biocombustibles	-	-	-	-	-	-	-	0,03	0,10	0,13	0,64	-	-	-	0,64	0,76
23310 Production d'énergie, sources non renouvelables - non spécifié	-	-	-	-	-	-	-	0,07	-	0,07	2,08	-	-	-	2,08	2,15
23330 Centrales au fuel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,24	-	-	-	0,24	0,24
23340 Centrales au gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	0,02	2,56	-	-	-	2,56	2,58
23360 Production d'électricité, déchets non renouvelables	-	-	71,60	-	-	71,60	-	-	-	71,60	-	-	-	-	71,60	71,60
23360 Transport et distribution d'électricité	5,51	-	-	-	-	5,51	13,68	0,04	13,72	19,23	30,44	-	-	-	30,44	49,67
23640 Distribution du gaz	-	-	-	-	-	-	-	0,24	0,01	0,25	0,10	-	-	-	0,10	0,35
Banques et services financiers	37,69	4,46	15,20	0,09	3,64	61,08	0,03	6,68	0,06	67,77	22,22	3,36	-	0,09	90,03	25,67
24010 Politique des finances et gestion administrative	4,80	0,48	2,80	-	3,64	11,72	0,03	2,99	0,05	3,07	16,45	0,55	-	-	17,00	31,80
24020 Institutions monétaires	2,93	-	0,60	-	-	3,53	-	0,03	-	3,56	0,10	-	-	-	3,67	3,67
24030 Intermédiaires financiers officiels	19,42	2,56	1,80	-	-	23,79	-	1,92	0,01	25,72	3,49	0,52	-	0,02	4,02	29,74
24040 Intermédiaires financiers du secteur informel et semi formel	4,00	1,18	-	0,09	-	5,28	-	1,74	-	7,02	2,16	2,08	-	0,03	4,26	11,27
24081 Éducation/formation bancaire et dans les services financiers	6,53	0,23	10,00	-	-	16,76	-	-	-	16,76	0,02	0,22	-	0,05	17,05	0,29

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR

B1: Aide internationale selon le secteur
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Secteur	Affaires mondiales Canada										Autres ministères et autres sources										TOTAL
	Aide bilatérale					Aide multilatérale					TOTAL - Affaires mondiales Canada					TOTAL - Autres ministères et autres sources					
	Programmes géographiques (1)	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Enjeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres programmes (2)	TOTAL - Aide bilatérale	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres institutions multilatérales	TOTAL - Aide multilatérale	Ministère des Finances du Canada	Centre de recherches pour le développement international	Environnement et Changement climatique Canada	Provinces, territoires et municipalités	Autres (3)	TOTAL - Autres ministères et autres sources					
Entreprises et autres services	26,85	11,96	11,00	49,26	49,26	49,26	0,42	0,95	0,76	2,13	51,99	2,73	-	0,10	-	6,57					
26010 Services et institutions de soutien commerciaux	26,80	11,96	11,00	49,26	49,26	49,26	0,42	0,95	0,76	2,13	3,63	2,73	-	0,10	-	6,46					
29020 Privatisation	0,05	-	-	0,00	0,00	0,00	-	-	-	-	0,11	-	-	-	-	0,11					
Agriculture, sylviculture et pêche	147,16	36,40	14,55	198,11	198,11	198,11	14,49	17,10	7,65	39,24	55,55	6,54	0,04	7,80	-	69,93					
31110 Politique agricole et gestion administrative	19,65	0,85	1,00	21,49	21,49	21,49	3,21	8,45	4,00	15,65	37,14	2,09	-	6,55	-	13,24					
31120 Développement agricole	20,38	10,42	-	30,80	30,80	30,80	2,39	1,93	1,36	5,68	8,30	-	-	8,30	-	8,60					
31130 Ressources en terres cultivables	3,79	0,80	-	4,59	4,59	4,59	1,06	1,05	0,59	2,71	7,30	0,42	-	0,01	-	5,94					
31140 Ressources en eau à usage agricole	14,89	0,11	-	14,99	14,99	14,99	0,30	3,15	0,30	3,74	18,74	0,21	-	-	-	13,83					
31150 Produits à usage agricole	3,69	1,79	-	5,49	5,49	5,49	0,16	0,16	0,16	0,16	5,65	0,10	-	0,01	-	1,49					
31161 Production agricole	11,33	8,09	-	19,42	19,42	19,42	1,90	1,25	0,08	3,23	22,65	0,33	-	0,05	-	2,35					
31162 Production industrielle de récoltes/récoltes destinées à l'exportation	0,01	1,10	-	1,11	1,11	1,11	0,10	0,03	0,13	0,13	1,23	0,84	-	0,04	-	0,87					
31163 Bétail	0,76	0,12	-	0,88	0,88	0,88	0,45	0,23	-	0,68	1,56	0,00	-	-	-	4,02					
31164 Réforme agraire	0,20	-	-	0,20	0,20	0,20	0,01	-	-	0,01	0,21	-	-	0,01	-	0,01					
31165 Développement agricole alternatif	0,38	-	13,55	13,92	13,92	13,92	0,01	-	-	0,01	13,93	-	-	0,46	-	0,46					
31166 Vulgarisation agricole	18,37	1,71	-	20,08	20,08	20,08	0,19	0,29	-	0,48	20,56	0,97	-	0,00	-	1,02					
31181 Éducation et formation dans le domaine agricole	13,47	1,85	0,00	15,33	15,33	15,33	0,02	0,26	-	0,28	15,60	0,20	-	0,15	-	0,40					
31182 Recherche agronomique	2,44	7,03	-	9,47	9,47	9,47	0,25	0,00	-	0,25	9,72	0,76	-	-	-	4,24					
31191 Services agricoles	11,88	0,56	-	12,44	12,44	12,44	0,19	0,03	-	0,23	12,67	3,93	-	0,09	-	11,67					
31192 Protection des plantes et des récoltes, lutte antiacidiennement	0,45	-	-	0,45	0,45	0,45	0,34	0,18	-	0,52	0,97	0,01	-	-	-	0,19					
31193 Services financiers agricoles	9,84	0,51	-	10,35	10,35	10,35	1,35	0,19	0,35	1,88	12,23	2,32	-	-	-	15,49					
31194 Coopératives agricoles	10,53	0,80	-	11,33	11,33	11,33	0,12	-	-	0,12	11,45	1,08	-	0,08	-	1,16					
31195 Services vétérinaires (bétail)	1,08	0,64	-	1,72	1,72	1,72	0,26	-	-	0,26	1,98	0,49	-	-	-	1,35					
31210 Politique de la sylviculture et gestion administrative	0,09	-	-	0,09	0,09	0,09	0,40	0,04	-	0,43	0,83	0,83	-	-	-	0,83					
31220 Développement sylvicole	0,29	0,02	-	0,31	0,31	0,31	0,10	0,08	0,50	0,68	0,99	0,08	-	0,10	-	0,18					
31261 Reboisement (bois de chauffage et charbon de bois)	0,86	-	-	0,86	0,86	0,86	0,01	-	-	0,01	0,00	0,02	-	-	-	0,02					
31281 Éducation et formation en sylviculture	0,15	0,01	-	0,16	0,16	0,16	0,00	-	-	0,00	0,16	-	-	-	-	0,16					
31282 Recherche en sylviculture	-	-	-	-	-	-	0,00	-	-	0,00	0,00	-	-	-	-	0,00					
31291 Services sylvicoles	-	-	-	-	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01	-	-	-	-	0,01					
31310 Politique de la pêche et gestion administrative	0,86	0,01	-	0,86	0,86	0,86	0,60	0,02	0,22	0,84	1,70	1,00	-	-	-	1,10					
31320 Développement de la pêche	1,75	0,00	-	1,75	1,75	1,75	0,64	0,19	-	0,83	2,59	0,71	-	-	-	0,77					
31381 Éducation et formation dans le domaine de la pêche	0,86	-	-	0,86	0,86	0,86	0,01	-	-	0,01	0,86	0,15	-	-	-	0,15					
31382 Recherche dans le domaine de la pêche	-	0,00	-	0,00	0,00	0,00	0,01	-	-	0,01	0,02	0,03	-	-	-	0,32					
31391 Services dans le domaine de la pêche	-	-	-	-	-	-	0,41	-	-	0,41	0,41	0,01	-	-	-	0,01					
Industries manufacturières	48,76	18,94	7,20	74,91	74,91	74,91	0,96	2,60	0,02	3,58	78,49	0,49	-	2,46	-	95,02					
32110 Politique de l'industrie et gestion administrative	-	-	-	-	-	-	-	0,08	0,02	0,10	0,10	1,21	-	-	-	1,21					
32120 Développement industriel	0,39	-	-	0,39	0,39	0,39	-	0,23	-	0,23	0,62	0,62	-	1,99	-	5,69					
32130 Développement des petites et moyennes entreprises (PME)	24,07	12,02	4,20	40,29	40,29	40,29	0,81	1,85	-	2,66	42,95	1,89	-	0,35	-	2,41					
32140 Artisanat	-	0,02	-	0,02	0,02	0,02	-	-	-	-	0,02	-	-	-	-	0,02					
32161 Agro-industries	3,93	1,80	-	5,74	5,74	5,74	0,12	0,44	-	0,55	6,29	2,73	-	-	-	2,88					
32162 Industries forestières	-	-	-	-	-	-	0,03	-	-	0,03	0,03	0,01	-	-	-	0,01					
32163 Industrie textile, cuir et produits similaires	0,12	-	-	0,12	0,12	0,12	-	-	-	-	0,12	0,06	-	0,06	-	0,13					
32165 Production d'engrais chimiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	-	-	-	0,02					
32168 Produits pharmaceutiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00					
32171 Construction mécanique et électrique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00					
32182 Recherche et développement technologiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00					
32210 Politique de l'industrie extractive et gestion administrative	14,25	2,83	3,00	20,09	20,09	20,09	-	-	-	-	20,09	1,73	-	0,06	-	1,88					
32220 Prospection et exploration des minerais	0,38	-	-	0,38	0,38	0,38	-	-	-	-	0,38	0,14	-	-	-	0,14					
32261 Charbon	0,21	-	-	0,21	0,21	0,21	-	-	-	-	0,21	-	-	-	-	0,21					
32262 Pétrole et gaz	4,77	2,21	-	6,97	6,97	6,97	-	-	-	-	6,97	2,08	-	0,00	-	2,08					
32263 Métaux ferreux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,06	-	-	-	-	0,06					
32265 Métaux et minerais précieux	0,65	0,03	-	0,68	0,68	0,68	-	-	-	-	0,68	-	-	-	-	0,68					
32310 Politique de la construction et gestion administrative	-	0,01	-	0,01	0,01	0,01	-	-	-	-	0,01	0,00	-	-	-	0,00					

Section B2

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

B2: Aide humanitaire selon le pays ou l'organisation

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Pays bénéficiaire	Affaires mondiales Canada					Autres ministères et autres sources				TOTAL	
	Intervention d'urgence			Aide à la reconstruction et réhabilitation	Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Provinces, territoires et municipalités	Autres (1)		TOTAL - Autres ministères et autres sources
	Assistance matérielle et services d'urgence	Aide alimentaire d'urgence	Coordination des secours et services de soutien et de protection								
Afrique subsaharienne (2)	141,07	137,88	20,77	-	5,03	304,76	-	2,22	0,02	2,24	307,00
Attribuable à un pays											
Burkina Faso	1,99	1,10	-	-	-	3,09	-	-	-	-	3,09
Burundi	-	1,48	-	-	-	1,48	-	-	-	-	1,48
Cameroun	5,21	3,33	0,50	-	-	9,03	-	-	-	-	9,03
République centrafricaine	5,65	6,70	1,46	-	-	13,81	-	-	-	-	13,81
Tchad	6,59	8,60	1,54	-	-	16,73	-	-	-	-	16,73
République démocratique du Congo	15,64	13,73	2,21	-	0,45	32,03	-	-	-	-	32,03
Djibouti	-	1,20	-	-	-	1,20	-	-	-	-	1,20
Érythrée	1,00	-	-	-	-	1,00	-	-	-	-	1,00
Éthiopie	15,19	18,56	5,20	-	0,45	39,40	-	-	-	-	39,40
Kenya	-	4,73	-	-	-	4,73	-	0,04	-	0,04	4,77
Madagascar	0,30	-	-	-	-	0,30	-	-	-	-	0,30
Mali	3,97	4,90	-	-	0,45	9,32	-	-	-	-	9,32
Mauritanie	1,59	2,50	-	-	-	4,08	-	-	-	-	4,08
Niger	9,06	11,80	0,44	-	-	21,29	-	0,05	-	0,05	21,34
Nigéria	15,56	10,00	1,00	-	-	26,56	-	0,50	-	0,50	27,06
Rwanda	-	1,33	-	-	-	1,33	-	-	-	-	1,33
Sénégal	2,37	0,70	-	-	-	3,07	-	-	-	-	3,07
Sierra Léone	-	-	-	-	-	-	-	0,03	0,01	0,03	0,03
Somalie	15,94	15,43	0,36	-	0,35	32,08	-	0,55	-	0,55	32,63
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,01
Soudan du Sud	16,31	8,58	3,42	-	0,45	28,76	-	1,02	-	1,02	29,78
Soudan	5,73	4,73	-	-	-	10,46	-	-	-	-	10,46
Tanzanie	2,30	1,73	-	-	-	4,03	-	-	-	-	4,03
Ouganda	11,81	9,12	0,79	-	-	21,72	-	0,04	-	0,04	21,76
Attribuable à une région											
Afrique	4,87	7,65	3,88	-	2,88	19,28	-	-	-	-	19,28
Afrique du Nord	2,30	1,40	-	-	-	3,70	-	-	-	-	3,70
Attribuable à un pays											
Égypte	1,00	-	-	-	-	1,00	-	-	-	-	1,00
Libye	1,30	1,00	-	-	-	2,30	-	-	-	-	2,30
Tunisie	-	0,40	-	-	-	0,40	-	-	-	-	0,40
Moyen-Orient	212,64	84,50	53,00	1,64	1,13	352,89	-	0,55	0,01	0,56	353,45
Attribuable à un pays											
Iran	-	-	-	-	-	-	-	0,01	-	0,01	0,01
Irak	44,56	10,00	17,44	-	-	72,00	-	-	-	-	72,00
Jordanie	29,06	9,87	1,52	-	-	40,45	-	-	-	-	40,45
Liban	44,02	15,23	4,60	-	-	63,85	-	-	-	-	63,85
Syrie	52,55	27,40	25,20	-	-	105,15	-	-	-	-	105,15
Cisjordanie et Gaza	12,23	7,00	0,63	1,64	1,13	22,63	-	-	-	-	22,63
Yémen	30,21	15,00	3,46	-	-	48,67	-	0,55	-	0,55	49,22
Attribuable à une région											
Moyen-Orient	-	-	0,15	-	-	0,15	-	-	-	-	0,15
Asie	38,89	19,31	8,27	1,35	3,66	71,47	-	1,11	0,10	1,21	72,68
Attribuable à un pays											
Afghanistan	4,43	1,03	1,31	-	1,00	7,76	-	-	-	-	7,76
Bangladesh	26,05	5,00	2,72	-	-	33,77	-	0,75	0,02	0,77	34,55
Myanmar	3,53	0,95	0,68	-	-	5,16	-	0,30	-	0,30	5,46
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,01
Inde	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	0,02	0,02
République Démocratique de Corée	0,28	1,50	-	-	-	1,78	-	-	0,01	0,01	1,79
Népal	-	-	-	-	0,02	0,02	-	-	0,01	0,01	0,03
Pakistan	0,94	3,40	0,20	-	-	4,54	-	-	-	-	4,54
Philippines	-	-	-	1,35	0,88	2,23	-	0,03	0,01	0,03	2,26
Sri Lanka	0,20	-	-	-	-	0,20	-	0,03	0,02	0,04	0,24
Vietnam	-	-	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,01
Attribuable à une région											
Asie	3,47	7,43	3,35	-	1,77	16,02	-	-	-	-	16,02

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

B2: Aide humanitaire selon le pays ou l'organisation

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Pays bénéficiaire	Affaires mondiales Canada						Autres ministères et autres sources				TOTAL
	Intervention d'urgence			Aide à la reconstruction et réhabilitation	Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Provinces, territoires et municipalités	Autres (1)	TOTAL - Autres ministères et autres sources	
	Assistance matérielle et services d'urgence	Aide alimentaire d'urgence	Coordination des secours et services de soutien et de protection								
Amériques	14,62	11,58	3,48	1,03	7,49	38,20	-	0,58	2,18	2,77	40,97
Attribuable à un pays											
Antigua-et-Barbuda	-	-	-	-	-	-	-	0,01	-	0,01	0,01
Argentine	-	-	-	-	-	-	-	0,03	-	0,03	0,03
Bolivie	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	0,02	0,02
Îles Vierges britanniques	0,05	-	-	-	-	0,05	-	-	-	-	0,05
Chili	-	-	-	-	-	-	-	0,01	-	0,01	0,01
Colombie	2,40	1,00	0,40	-	-	3,80	-	0,17	-	0,17	3,97
Cuba	0,50	0,16	0,09	-	-	0,75	-	0,06	-	0,06	0,80
La Dominique	0,51	0,20	0,12	-	-	0,82	-	-	-	-	0,82
République dominicaine	-	-	-	-	0,67	0,67	-	-	0,04	0,04	0,71
Haiti	5,95	1,60	0,82	1,03	0,11	9,52	-	0,08	0,01	0,09	9,61
Honduras	-	-	-	-	0,67	0,67	-	-	0,01	0,01	0,68
Jamaïque	-	-	-	-	0,67	0,67	-	-	-	-	0,67
Mexique	0,40	-	-	-	-	0,40	-	0,20	0,01	0,21	0,62
Nicaragua	-	-	-	-	0,67	0,67	-	-	-	-	0,67
Pérou	-	-	0,55	-	-	0,55	-	0,03	-	0,03	0,58
Uruguay	-	-	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,01
Vénézuéla	0,70	-	0,05	-	-	0,75	-	-	0,01	0,01	0,76
Attribuable à une région											
Caraïbes	0,53	-	0,13	-	1,38	2,05	-	0,23	1,14	1,37	3,41
Amérique Centrale	-	1,20	0,19	-	-	1,39	-	-	0,70	0,70	2,09
Amérique du Sud	-	-	0,07	-	-	0,07	-	-	-	-	0,07
Amérique	3,56	7,43	1,07	-	3,33	15,38	-	-	-	-	15,38
Europe	5,15	-	0,58	-	0,89	6,62	-	-	-	-	6,62
Attribuable à un pays											
Turquie	2,50	-	-	-	-	2,50	-	-	-	-	2,50
Ukraine	1,25	-	-	-	-	1,25	-	-	-	-	1,25
Attribuable à une région											
Europe	1,40	-	0,58	-	0,89	2,87	-	-	-	-	2,87
Océanie	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	0,00	0,00
Attribuable à un pays											
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	0,00	0,00
Mondial/Aide non allouée	-	-	1,20	-	-	1,20	-	-	2,98	2,98	4,18
Aide humanitaire bilatérale	414,66	254,67	87,30	4,02	18,19	778,84	-	4,47	5,29	9,76	788,59
Organisation bénéficiaire											
Fonds africain de développement	-	-	-	0,10	0,00	0,10	-	-	-	-	0,10
Banque de développement des Caraïbes	0,08	-	0,05	4,64	4,27	9,04	-	-	-	-	9,04
Fonds central pour les interventions d'urgence	19,89	6,37	3,15	-	-	29,40	-	-	-	-	29,40
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,04	-	-	0,01	0,45	0,50	-	-	-	-	0,50
FEM - Fonds pour les pays les moins avancés	-	-	-	-	0,41	0,41	-	-	-	-	0,41
Fonds pour l'environnement mondial - fonds fiduciaire	-	-	-	0,00	4,29	4,30	-	-	-	-	4,30
Banque interaméricaine de développement, Société interaméricaine d'investissements, Fonds multilatéral d'investissements	-	-	-	-	0,04	0,04	-	-	-	-	0,04
Association internationale de développement	-	-	-	-	-	-	19,22	-	-	19,22	19,22
Organisation internationale du travail	-	-	-	0,09	-	0,09	-	-	-	-	0,09
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	0,63	0,01	0,02	-	0,16	0,82	-	-	-	-	0,82
Programme des Nations Unies pour le développement	-	-	-	2,42	3,70	6,12	-	-	-	-	6,12
Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire	-	-	2,00	-	-	2,00	-	-	-	-	2,00
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	12,60	-	-	-	-	12,60	-	-	-	-	12,60
Fonds des Nations Unies pour la population	-	-	1,49	-	0,05	1,55	-	-	-	-	1,55
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	1,18	-	-	-	-	1,18	-	-	-	-	1,18
Programme alimentaire mondial	-	16,28	0,09	1,62	1,22	19,22	-	-	-	-	19,22
Organisation mondiale de la santé	-	-	0,68	-	0,78	1,46	-	-	-	-	1,46
Aide humanitaire multilatérale	34,41	22,65	7,49	8,87	15,38	88,81	19,22	-	-	19,22	108,03
Total - Aide humanitaire	449,07	277,33	94,78	12,89	33,57	867,64	19,22	4,47	5,29	28,98	896,62

(1) Les dépenses des autres ministères comprennent l'aide humanitaire fournie par le Centre de recherches pour le développement international, le Ministère de la Défense nationale, Environnement et Changement climatique Canada et L'Agence spatiale canadienne.

(2) Les projets codés à l'Afrique sont inclus sous l'Afrique subsaharienne, étant donné que la majorité des bénéfices seront dirigés à cette région.

Section C

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON L'ORGANISATION BÉNÉFICIAIRE

C1: Sommaire de l'aide internationale d'Affaires mondiales Canada selon le type d'organisation

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars et exclut les coûts d'opération et de gestion.

	Programmes géographiques	Enjeux mondiaux et développement	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres programmes (4)	TOTAL
Organisations Canadiennes	408,93	274,54	229,09	39,69	17,96	970,21
Société civile (1)	303,07	267,16	211,11	13,56	17,45	812,34
Gouvernement (2)	37,00	7,28	13,21	22,37	0,50	80,36
Secteur privé	68,86	0,11	4,77	3,76	0,01	77,51
Organisations internationales	317,16	147,24	5,48	93,47	10,81	574,16
Société civile (1)	80,92	147,18	5,48	66,37	2,35	302,30
Gouvernement (2)	227,81	-	-	10,83	8,46	247,10
Secteur privé	8,43	0,05	-	16,27	-	24,76
Organisations multilatérales (3)	561,60	1 760,22	0,35	254,20	1,90	2 578,28
Subventions et contributions	561,60	1 489,86	0,35	254,20	1,90	2 307,92
Paiements aux institutions financières internationales	-	270,36	-	-	-	270,36
Coopération technique locale	13,85	-	0,01	0,00	-	13,86
Total	1 301,54	2 182,00	234,94	387,37	30,67	4 136,52

(1) Pour une ventilation détaillée des paiements de transfert aux organisations de la société civile, veuillez consulter les Comptes publics du Canada.

(2) L'aide accordée par Affaires mondiales Canada à des gouvernements étrangers repose sur des approches fondées sur des programmes (comme le soutien budgétaire et le financement commun), conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.

(3) On trouvera au tableau C2 du présent rapport de plus amples renseignements au sujet des contributions à des organisations multilatérales.

(4) « Autres » comprend la Direction générale de la politique stratégique, ainsi que la Direction générale de développement du commerce international et de l'innovation.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON L'ORGANISATION BÉNÉFICIAIRE

C2: Aide internationale selon l'organisation multilatérale
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars et excède les coûts d'opération et de gestion.

Organisation bénéficiaire	Aide bilatérale				Autres ministères et autres sources				TOTAL		
	Financement de base attribué aux institutions multilatérales de développement	Initiatives mondiales	Programmes géographiques	Autres programmes (1)	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Province de Québec	Environnement et Changement climatique Canada		Autres (2)	TOTAL - Autres ministères et autres sources
Agence, fonds ou commission des Nations Unies	289,91	490,65	293,33	75,12	1 149,00	-	7,53	-	6,23	17,95	1 166,35
CERF	29,40	-	-	-	29,40	-	-	-	-	-	29,40
CCD	0,27	-	-	0,27	0,27	-	-	-	-	-	0,27
CESAP	-	-	3,80	-	3,80	-	-	-	-	-	3,80
CEA	-	-	2,51	-	2,51	-	-	-	0,02	0,02	2,53
CEPALC	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	0,02	0,02
FAO	9,42	5,40	7,10	-	21,91	-	6,54	-	-	6,54	28,45
AIÉA-FTC	3,64	-	-	4,08	7,72	-	-	-	-	-	7,72
AIÉA-obligatoires	5,17	-	-	-	5,17	-	-	-	-	-	5,17
FIDA	12,50	-	1,27	-	13,77	-	-	-	-	-	13,77
OIT-Obligatoires	8,64	-	1,00	-	9,64	-	-	-	-	-	9,64
OIT-CSBO	-	-	-	-	-	-	0,03	-	-	0,03	0,33
UIT	-	-	-	-	-	-	-	-	0,30	0,30	1,01
UN/UNISDA	4,86	-	-	-	4,86	-	-	-	1,01	1,01	4,86
ONU	15,91	-	-	0,11	16,02	-	-	-	-	-	16,02
UNICEF	16,20	89,91	59,75	1,21	167,07	-	-	-	-	-	167,07
UNDPKO	33,51	-	-	4,00	37,51	-	-	-	-	-	37,51
UNDPKA-SZA	-	-	-	2,50	2,50	-	-	-	-	-	2,50
PNUD	40,00	6,00	36,15	11,60	93,75	-	0,00	-	-	0,00	93,75
UNESCO	7,36	1,00	0,64	0,46	9,47	-	0,56	-	1,68	2,24	11,70
PNUE	6,50	-	7,54	3,21	17,25	-	-	-	-	-	17,25
CCNUCC	0,63	2,41	-	-	2,41	-	0,40	-	3,03	3,43	5,83
HCDH	5,00	0,10	0,73	4,68	10,50	-	-	-	0,40	0,40	1,03
ONUDI	-	-	2,85	-	2,85	-	-	-	-	-	2,85
UNITAR	-	-	-	0,50	0,50	-	-	-	-	-	0,50
UNMAS	-	-	4,00	-	4,00	-	-	-	-	-	4,00
UNOPS	-	19,00	0,80	8,98	28,78	-	-	-	-	-	28,78
OCHA	2,00	12,45	0,50	-	14,95	-	-	-	-	-	14,95
HCR	12,60	46,40	-	-	59,00	-	0,01	-	0,10	0,11	59,11
UNODC	-	-	-	9,13	9,13	-	-	-	-	-	9,13
PBF Guichet un	-	-	-	10,00	10,00	-	-	-	-	-	10,00
UNFPA	15,60	56,80	69,97	0,20	142,57	-	-	-	-	-	142,57
UNRWA	20,00	5,00	10,00	-	35,00	-	-	-	-	-	35,00
UNU	2,00	-	-	-	2,00	-	-	-	0,08	0,08	2,08
UPU	0,06	-	-	-	0,06	-	-	-	-	-	0,06
PAM	25,00	225,18	60,27	-	310,45	-	-	-	0,37	0,37	310,45
OIM-Obligatoires	13,63	-	-	-	13,63	-	-	-	-	-	13,63
OIM-CVSOD	-	19,50	21,43	3,83	44,76	-	-	-	0,01	0,01	44,75
OMPI	0,02	-	-	-	0,02	-	-	-	0,01	0,01	0,02
OMM	-	-	-	-	-	-	-	-	2,80	2,80	2,80
Autre agence, fonds ou commission des Nations Unies	0,00	1,50	3,03	10,64	15,17	-	-	-	-	-	15,17

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON L'ORGANISATION BÉNÉFICIAIRE

C2: Aide internationale selon l'organisation multilatérale
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars et occide les coûts d'opération et de gestion.

Organisation bénéficiaire	Financement de base attribué aux institutions multilatérales de développement			Affaires mondiales Canada				Autres ministères et autres sources				TOTAL
	Initiatives mondiales	Programmes géographiques	Autres programmes (1)	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Province de Québec	Environnement et Changement climatique Canada	Autres (2)	TOTAL - Autres ministères et autres sources			
Fonds monétaire international (FMI)	-	8,37	-	8,37	-	-	-	-	-	8,37		
Groupe de la Banque mondiale (BM)	269,50	172,52	-	442,02	492,81	3,00	-	-	495,81	937,83		
BIRD	70,00	104,00	-	174,00	441,61	-	-	-	441,61	174,00		
IDA	-	-	-	-	51,20	-	-	-	51,20	441,61		
IDA-ADIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51,20		
SFI	199,50	68,52	-	268,02	-	3,00	-	-	3,00	268,02		
Organisation mondiale du commerce (OMC)	0,10	-	-	0,10	-	-	-	-	-	0,10		
OMC-CCI	0,95	-	-	0,95	-	-	-	-	-	0,95		
Autres, Organisation mondiale du commerce (OMC)	0,10	-	-	0,10	-	-	-	-	-	0,10		
Banques régionales de développement	197,82	19,11	-	216,92	51,25	-	-	-	51,25	268,17		
FAD	111,28	-	-	111,28	-	-	-	-	-	111,28		
BAoD	32,96	7,50	-	40,46	-	-	-	-	-	40,46		
Banque asiatique de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Banque de développement dans les infrastructures	-	-	-	-	51,25	-	-	-	51,25	51,25		
BDC	17,59	2,00	-	19,59	-	-	-	-	-	19,59		
Banque de développement des Caraïbes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
BIDFOS	0,63	-	-	0,63	-	-	-	-	-	0,63		
Banque interaméricaine de développement, Fonds opérations spécial	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Banque interaméricaine de développement, Fonds opérations spécial	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
BID	35,36	8,90	-	44,26	-	-	-	-	-	44,26		
Fonds multilatéral d'investissements	-	0,71	-	0,71	-	-	-	-	-	0,71		
Autres Banques régionales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres institutions multilatérales	505,15	70,03	22,01	760,91	-	7,76	5,16	4,87	17,79	778,70		
UA	-	2,00	-	2,00	-	-	-	-	-	2,00		
Union Africaine (à l'exclusion de la Facilité de soutien à la paix)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
CARICOM	-	0,14	-	0,14	-	-	-	-	-	0,14		
Secrétariat de la Communauté des Caraïbes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
CF	1,09	-	-	1,09	-	-	-	-	-	1,09		
Fondation du Commonwealth	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
COL	2,60	-	-	2,60	-	-	-	-	-	2,60		
Commonwealth of Learning	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Secrétariat du Commonwealth	6,79	-	-	6,79	-	-	-	-	-	6,79		
GAVI	100,00	-	-	100,00	-	-	-	-	-	100,00		
Alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
FEM - FPIA	10,00	-	-	10,00	-	-	-	-	-	10,00		
FEM - Fonds pour les pays les moins avancés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
FEM - Fonds pour les pays les moins avancés	54,75	-	-	54,75	-	-	-	-	-	54,75		
Fonds pour l'environnement mondial - fonds fiduciaire	-	-	-	-	-	-	2,00	-	2,00	2,00		
Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la paludisme	26,67	6,00	-	26,67	-	-	-	-	-	26,67		
PME	-	30,00	-	30,00	-	-	-	-	-	30,00		
Partenariat Mondial pour l'Éducation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
IICA	3,73	-	-	3,73	-	-	-	-	-	3,73		
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
GIEC	-	-	-	-	-	0,30	-	-	0,30	0,30		
Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	-	-	-	-	-	0,04	-	-	0,04	0,04		
INBAR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Réseau international sur le bambou et le rotin	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
OIM	-	10,35	3,75	22,78	-	-	7,75	2,60	2,60	25,38		
Organisation internationale des migrations	-	-	8,67	22,78	-	-	-	-	-	35,72		
Organisation internationale de la Francophonie	27,97	-	-	27,97	-	-	-	-	-	27,97		
Centre d'études sur la justice dans les Amériques	-	0,99	-	0,99	-	-	-	-	-	0,99		
Organisation latino-américaine de l'énergie	-	0,63	-	0,63	-	-	-	-	-	0,63		
FIMP	5,29	-	-	5,29	-	-	2,82	-	2,82	8,12		
Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
OCDE-Centre de développement	-	-	-	-	-	-	0,01	-	0,01	0,01		
OCDE	-	1,18	3,23	5,96	-	-	-	-	-	5,96		
Organisation de Coopération et de développement économiques	-	-	1,55	5,96	-	-	-	0,24	0,24	6,20		
OEA	10,14	2,91	4,30	17,35	-	-	-	0,27	0,27	17,62		
Organisation des États américains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
OSCE	8,72	-	7,37	16,09	-	-	-	-	-	16,09		
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
OPS	12,40	1,20	5,01	18,66	-	-	-	0,19	0,19	18,85		
Organisation panaméricaine de la santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres institutions multilatérales (3)	-	1,30	3,49	146,43	-	-	-	1,56	1,56	147,99		
Total	993,82	830,27	515,34	2 578,28	544,06	15,29	14,39	8,45	582,19	3 160,47		

(1) Les autres directions générales d'Affaires mondiales Canada comprennent celles de la Politique stratégique et des Services fournis à l'étranger.

(2) Les autres ministères comprennent le Centre de recherches pour le développement international, l'Emploi et Développement social Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, l'Agence de la santé publique du Canada, l'Agence de la santé internationale, l'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Ressources naturelles Canada, de même que l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

(3) Un paiement à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour le Fonds national algérien (137,5 millions de dollars) est inclus sous la rubrique « Autres organisations multilatérales ».

Section D

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D1: Aide internationale selon le mécanisme et le continent

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada					Autres ministères et autres sources						TOTAL		
	Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Projets mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Centre de recherches pour le développement international	Gendarmerie royale du Canada	Environnement et Changement climatique Canada	Ministère de la Défense nationale		Autres (2)	TOTAL - Autres ministères et autres sources
Afrique														
Afrique subsaharienne (3)	678,40	128,59	1 066,25	45,63	58,95	1 977,81	264,04	54,40	-	0,05	-	31,25	349,75	2 327,56
Aide bilatérale	678,40	128,59	559,11	42,92	58,95	1 467,97	-	54,40	-	0,05	-	31,25	85,71	1 553,68
Attribuable à un pays	569,00	110,83	350,89	28,68	0,00	1 059,40	-	18,33	-	-	-	10,70	29,04	1 088,44
dont l'APD	569,00	110,83	350,89	12,99	0,00	1 043,72	-	18,33	-	-	-	10,70	29,04	1 072,75
Non attribuable à un pays	109,40	17,76	208,22	14,25	58,95	408,57	-	36,07	-	0,05	-	20,55	56,67	465,24
dont l'APD	109,40	17,76	208,22	9,77	58,95	404,09	-	36,07	-	0,05	-	20,55	56,67	460,76
Aide multilatérale	-	-	507,14	2,70	-	509,84	264,04	-	-	-	-	-	264,04	773,88
Agence, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	124,16	2,70	-	126,86	-	-	-	-	-	-	-	126,86
Banques régionales de développement	-	-	111,28	-	-	111,28	-	-	-	-	-	-	-	111,28
Groupe de la Banque mondiale (BM)	-	-	-	-	-	-	264,04	-	-	-	-	-	264,04	264,04
Autres organisations multilatérales	-	-	271,70	-	-	271,70	-	-	-	-	-	-	-	271,70
Afrique du Nord	10,94	3,44	8,42	7,57	0,03	30,40	-	1,57	-	-	-	1,07	2,64	33,04
Aide bilatérale	10,94	3,44	3,70	7,38	0,03	25,48	-	1,57	-	-	-	1,07	2,64	28,12
Attribuable à un pays	10,94	3,44	3,70	6,95	-	25,03	-	1,56	-	-	-	1,07	2,63	27,65
dont l'APD	10,94	3,44	3,70	0,55	-	18,63	-	1,56	-	-	-	1,07	2,63	21,26
Non attribuable à un pays	-	-	-	0,43	0,03	0,46	-	0,01	-	-	-	-	0,01	0,47
dont l'APD	-	-	-	-	0,03	0,03	-	0,01	-	-	-	-	0,01	0,04
Aide multilatérale	-	-	4,72	0,19	-	4,92	-	-	-	-	-	-	-	4,92
Agence, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	2,89	0,19	-	3,08	-	-	-	-	-	-	-	3,08
Banques régionales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Groupe de la Banque mondiale (BM)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres organisations multilatérales	-	-	1,84	-	-	1,84	-	-	-	-	-	-	-	1,84
Afrique - Total	689,34	132,03	1 074,67	53,20	58,98	2 008,21	264,04	55,97	-	0,05	-	32,32	352,38	2 360,60
Moyen-Orient	160,69	3,07	346,54	57,00	-	567,31	20,51	6,16	1,47	-	4,29	0,95	33,39	600,69
Aide bilatérale	140,69	3,07	330,03	56,78	-	530,58	-	6,16	1,47	-	4,29	0,95	12,87	543,45
Attribuable à un pays	140,49	3,07	329,82	56,65	-	530,02	-	2,42	1,47	-	-	0,95	4,84	534,86
dont l'APD	140,49	3,07	329,82	31,80	-	505,17	-	2,42	1,47	-	-	0,95	4,84	510,01
Non attribuable à un pays	0,21	-	0,21	0,14	-	0,55	-	3,74	-	-	4,29	-	8,03	8,59
dont l'APD	0,21	-	0,21	-	-	0,42	-	3,74	-	-	4,29	-	8,03	8,45
Aide multilatérale	20,00	-	16,51	0,22	-	36,73	20,51	-	-	-	-	-	20,51	57,24
Agence, fonds ou commission des Nations Unies	20,00	-	13,44	0,22	-	33,66	-	-	-	-	-	-	-	33,66
Banques régionales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Groupe de la Banque mondiale (BM)	-	-	-	-	-	-	20,51	-	-	-	-	-	20,51	20,51
Autres organisations multilatérales	-	-	3,07	-	-	3,07	-	-	-	-	-	-	-	3,07
Asie	225,52	40,64	400,44	181,04	70,99	918,63	245,09	24,50	0,15	1,64	-	98,64	370,03	1 288,65
Aide bilatérale	225,52	40,64	213,00	177,29	70,99	727,45	-	24,50	0,15	1,60	-	98,64	124,90	852,34
Attribuable à un pays	196,82	29,91	64,75	152,74	-	444,22	-	10,83	0,15	1,60	-	3,73	16,31	460,53
dont l'APD	196,82	29,91	64,75	4,60	-	296,08	-	10,83	0,15	1,60	-	3,73	16,31	312,39
Non attribuable à un pays	28,70	10,73	148,26	24,55	70,99	283,23	-	13,67	-	-	-	94,92	108,59	391,81
dont l'APD	28,70	10,73	148,26	12,88	70,99	271,55	-	13,67	-	-	-	94,92	108,59	380,14
Aide multilatérale	-	-	187,43	3,75	-	191,18	245,09	-	-	0,04	-	-	245,13	436,31
Agence, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	44,03	2,11	-	46,15	-	-	-	-	-	-	-	46,15
Banques régionales de développement	-	-	-	-	31,40	31,40	51,25	-	-	-	-	-	51,25	82,65
Groupe de la Banque mondiale (BM)	-	-	-	-	-	-	193,85	-	-	-	-	-	193,85	193,85
Autres organisations multilatérales	-	-	143,40	1,64	31,40	113,63	-	-	-	0,04	-	-	0,04	113,67

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D1: Aide internationale selon le mécanisme et le continent

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada						Autres ministères et autres sources						TOTAL	
	Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Jeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Centre de recherches pour le développement international	Gendarmerie royale du Canada	Environnement et Changement climatique Canada	Ministère de la Défense nationale	Autres (2)		TOTAL - Autres ministères et autres sources
Amériques	247,26	58,58	239,46	48,07	46,57	639,94	8,05	29,06	8,30	2,39	1,84	18,34	67,98	707,92
Aide bilatérale	221,00	58,58	130,49	46,29	46,57	502,93	-	29,06	8,30	2,39	1,84	18,34	59,93	562,86
Attribuable à un pays	161,18	46,16	18,06	30,95	8,46	264,82	-	12,79	8,30	1,70	-	7,06	29,84	294,66
dont l'APD	161,12	45,53	18,01	15,65	8,46	248,78	-	12,79	8,30	1,70	-	7,06	29,84	278,62
Non attribuable à un pays	59,82	12,42	112,43	15,34	38,11	238,11	-	16,27	-	0,69	1,84	11,28	30,09	268,20
dont l'APD	59,32	12,42	112,43	6,68	38,03	228,87	-	16,27	-	0,69	1,84	11,28	30,09	258,96
Aide multilatérale	26,26	-	108,96	1,78	-	137,01	8,05	-	-	-	-	-	8,05	145,06
Agence, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	22,89	1,78	-	24,67	-	-	-	-	-	-	-	24,67
Banques régionales de développement	-	-	53,58	-	-	53,58	-	-	-	-	-	-	-	53,58
Groupe de la Banque mondiale (BM)	-	-	-	-	-	-	8,05	-	-	-	-	-	8,05	8,05
Autres organisations multilatérales	26,26	-	32,49	-	-	58,76	-	-	-	-	-	-	-	58,76
Europe	30,61	0,42	65,05	46,28	7,12	149,47	2,42	0,01	2,90	-	-	1,72	7,05	156,52
Aide bilatérale	30,61	0,42	35,96	40,97	7,12	115,08	-	0,01	2,90	-	-	1,72	4,63	119,71
Attribuable à un pays	29,17	0,10	3,75	25,09	-	58,11	-	0,01	2,90	-	-	0,55	3,46	61,57
dont l'APD	29,17	0,10	3,75	10,77	-	43,79	-	0,01	2,90	-	-	0,55	3,46	47,25
Non attribuable à un pays	1,44	0,32	32,21	15,89	7,12	56,97	-	-	-	-	-	1,17	1,17	58,14
dont l'APD	1,44	0,32	32,21	12,20	7,12	53,28	-	-	-	-	-	1,17	1,17	54,45
Aide multilatérale	-	-	29,09	5,30	-	34,39	2,42	-	-	-	-	-	2,42	36,81
Agence, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	15,27	1,05	-	16,32	-	-	-	-	-	-	-	16,32
Banques régionales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Groupe de la Banque mondiale (BM)	-	-	-	-	-	-	2,42	-	-	-	-	-	2,42	2,42
Autres organisations multilatérales	-	-	13,82	4,26	-	18,07	-	-	-	-	-	-	-	18,07
Océanie	5,43	0,20	12,06	5,35	0,62	23,67	3,94	-	-	-	-	0,03	3,97	27,64
Aide bilatérale	5,43	0,20	1,30	5,28	0,62	12,84	-	-	-	-	-	0,03	0,03	12,87
Attribuable à un pays	1,70	0,20	-	0,01	-	1,90	-	-	-	-	-	0,00	0,00	1,91
dont l'APD	1,70	0,20	-	-	-	1,90	-	-	-	-	-	0,00	0,00	1,90
Non attribuable à un pays	3,73	0,01	1,30	5,27	0,62	10,94	-	-	-	-	-	0,02	0,02	10,96
dont l'APD	3,73	0,01	1,30	3,22	0,62	8,88	-	-	-	-	-	0,02	0,02	8,91
Aide multilatérale	-	-	10,76	0,07	-	10,83	3,94	-	-	-	-	-	3,94	14,77
Agence, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	1,68	0,07	-	1,75	-	-	-	-	-	-	-	1,75
Banques régionales de développement	-	-	1,56	-	-	1,56	-	-	-	-	-	-	-	1,56
Groupe de la Banque mondiale (BM)	-	-	-	-	-	-	3,94	-	-	-	-	-	3,94	3,94
Autres organisations multilatérales	-	-	7,53	-	-	7,53	-	-	-	-	-	-	-	7,53
Coûts non attribuables	-	11,03	67,60	11,38	7,61	97,62	-	32,95	6,51	16,59	-	802,38	858,43	956,06
Aide bilatérale	-	11,03	2,27	7,81	7,59	28,71	-	32,95	6,51	12,85	-	793,83	846,14	874,84
dont l'APD	-	11,03	2,27	5,03	7,59	25,93	-	32,95	6,51	12,85	-	793,83	846,14	872,07
dont les coûts des réfugiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	655,74	655,74	655,74
Aide multilatérale	-	-	65,33	3,57	0,02	68,92	-	-	-	3,75	-	8,55	12,30	81,21
Sommaire														
Aide internationale bilatérale	1 312,58	245,98	1 275,86	384,74	191,88	3 411,03	-	148,65	19,33	16,89	6,14	945,83	1 136,84	4 547,87
Aide internationale multilatérale	46,26	-	929,95	17,59	0,02	993,82	544,06	-	-	3,78	-	8,55	556,39	1 550,21
Total - Aide internationale	1 358,84	245,98	2 205,81	402,32	191,89	4 404,85	544,06	148,65	19,33	20,67	6,14	954,38	1 693,23	6 098,08

(1) « Autres » comprend la Direction générale de la politique stratégique, la Direction générale de développement du commerce international et de l'innovation, les Services fournis à l'étranger, de même que le coût des opérations ministérielles et de gestion des directions générales qui ne s'occupent pas de programmes.

(2) Les coûts des « autres ministères » comprennent l'aide internationale fournie par Emploi et Développement social Canada, Ressources naturelles Canada, Parcs Canada, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, Statistique Canada, l'Agence du revenu du Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, La Monnaie royale canadienne, L'Agence de la santé publique du Canada, Canada Post, L'Agence spatiale canadienne, Exportation et développement Canada, FinDev Canada, de même que les coûts impossibles à attribuer qui ne peuvent être imputés directement ou indirectement à un pays bénéficiaire (comme les subventions accordées aux étudiants étrangers et divers frais d'administration et de gestion). À cela s'ajoute l'aide reçue des administrations provinciales et municipales.

(3) Les projets codés à l'Afrique sont inclus sous l'Afrique subsaharienne, étant donné que la majorité des bénéfices seront dirigés à cette région.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D2: Aide internationale bilatérale
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Enjeux mondiaux et développement		Affaires mondiales Canada		Autres ministères et autres sources						TOTAL					
	Programmes géographiques	Division de l'assistance humanitaire	Initiatives mondiales	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Centre de recherches pour le développement international	Gendarmerie royale du Canada	Environnement et Changement climatique Canada		Ministère de la Défense nationale	Agence du revenu du Canada	Provinces, territoires et municipalités	Autres (2)	TOTAL - Autres ministères et autres sources
Afrique subsaharienne (3) Attribuable à un pays	678,40	301,31	257,81	128,59	42,92	58,95	1 467,97	54,40	-	0,05	-	0,14	30,90	0,20	85,71	
Angola	-	-	-	-	0,00	-	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Bénin	13,34	-	1,45	5,19	0,01	-	20,00	0,20	-	-	-	-	1,82	-	2,01	22,01
Botswana	-	-	-	0,04	-	-	0,04	0,29	-	-	-	-	-	-	0,29	0,34
Burkina Faso	22,41	3,09	8,25	9,59	1,09	-	44,44	1,79	-	-	-	-	1,85	-	3,64	48,07
Burundi	0,20	1,66	1,17	2,40	0,00	-	5,43	0,08	-	-	-	-	0,03	-	0,10	5,53
Cameroon	0,95	9,03	1,17	1,82	0,30	-	13,27	0,13	-	-	-	-	0,00	-	0,14	13,40
Cabo Verde	-	-	-	0,19	-	-	0,19	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01	0,21
Republique centrafricaine	0,30	13,81	1,17	0,19	0,00	-	15,47	-	-	-	-	-	-	-	15,47	15,47
Tchad	-	15,43	2,47	0,20	0,13	-	18,22	-	-	-	-	-	-	-	18,22	18,22
Comores	-	-	-	0,19	0,00	-	0,20	-	-	-	-	-	-	-	0,20	0,20
Republique démocratique du Congo	-	32,21	4,51	7,06	0,33	-	62,10	0,11	-	-	-	-	0,20	-	0,31	62,42
Congo	-	-	-	0,20	-	-	0,20	-	-	-	-	-	0,01	-	0,01	0,21
Côte d'Ivoire	0,16	-	9,37	1,69	0,07	-	11,28	0,35	-	-	-	-	-	-	0,35	11,63
Djibouti	-	1,39	-	0,21	0,00	-	1,60	-	-	-	-	-	-	-	1,60	1,60
Guinée équatoriale	-	-	-	0,19	-	-	0,19	-	-	-	-	-	-	-	0,19	0,19
Erythrée	-	1,00	-	-	-	-	1,00	-	-	-	-	-	-	-	1,00	1,00
Ethiopie	74,37	34,58	9,02	8,24	-	-	126,21	0,61	-	-	-	-	0,13	0,06	0,79	127,01
Gabon	-	-	-	0,23	0,01	-	0,24	-	-	-	-	-	0,15	-	0,15	0,38
Gambie	-	-	-	0,01	-	-	0,01	-	-	-	-	-	-	-	0,01	0,02
Ghana	64,32	-	11,69	11,69	0,16	-	76,17	1,46	-	-	-	-	0,15	-	1,61	77,78
Guinée	0,93	-	1,17	0,24	0,01	-	2,34	0,11	-	-	-	-	0,00	0,00	0,11	2,45
Guinée-Bissau	-	-	-	0,19	-	-	0,19	0,02	-	-	-	-	-	-	0,02	0,22
Kenya	18,45	4,91	3,26	8,30	1,62	-	36,55	2,15	-	-	-	-	0,13	-	2,28	38,82
Lesotho	-	-	-	0,00	-	-	0,00	0,00	-	-	-	-	-	-	0,00	0,00
Liberia	1,10	-	-	0,49	0,00	-	1,59	0,03	-	-	-	-	0,01	-	0,04	1,63
Madagascar	0,72	0,30	1,17	0,36	-	-	2,54	0,17	-	-	-	0,02	0,36	0,01	0,55	3,09
Malawi	0,10	-	1,60	3,79	-	-	5,49	0,48	-	-	-	-	0,11	-	0,59	6,08
Mali	83,67	9,32	3,95	6,69	9,46	-	113,09	0,48	-	-	-	-	0,15	-	0,62	113,72
Mauritanie	-	4,08	-	0,19	0,11	-	4,39	0,06	-	-	-	-	-	-	0,06	4,45
Ile Maurice	-	-	-	0,19	0,01	-	0,20	0,08	-	-	-	-	-	-	0,08	0,28
Mozambique	54,14	-	2,89	3,76	-	-	60,79	0,40	-	-	-	-	0,01	-	0,41	61,20
Namibie	-	-	0,20	0,01	0,00	-	0,21	-	-	-	-	-	-	-	0,21	0,21
Niger	-	21,29	2,19	0,24	1,15	-	24,85	0,25	-	-	-	-	0,13	-	0,38	25,24
Nigeria	29,84	26,56	4,05	4,46	4,04	-	68,94	1,31	-	-	-	-	0,60	-	1,90	70,85
Rwanda	0,25	1,51	-	5,70	-	-	7,46	0,26	-	-	-	-	0,15	-	0,41	7,87
Seo Tomé-et-Principe	-	-	-	0,19	-	-	0,19	-	-	-	-	-	-	-	0,19	0,19
Sénégal	57,43	3,07	2,67	8,33	0,11	-	71,61	0,89	-	-	-	-	2,22	-	3,11	74,72
Seychelles	-	-	-	0,19	0,01	-	0,20	-	-	-	-	-	-	-	0,20	0,20
Sierra Leone	1,10	-	1,17	0,15	4,85	-	7,26	0,18	-	-	-	-	0,09	0,01	0,28	7,54
Somalie	-	32,26	-	0,04	1,39	-	33,69	0,05	-	-	-	-	0,55	-	0,50	34,19
Afrique du Sud	2,27	-	-	0,78	0,64	-	3,69	1,82	-	-	-	0,01	0,34	0,01	2,18	5,87
Soudan du Sud	54,98	28,94	1,50	0,12	2,83	-	88,37	0,36	-	-	-	-	1,02	-	1,38	89,75
Soudan	0,24	10,64	-	0,00	0,06	-	10,95	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01	10,96
Eswatini	-	-	-	0,13	-	-	0,13	-	-	-	-	-	-	-	0,13	0,13
Tanzanie	68,62	4,21	3,09	12,92	0,25	-	89,10	1,75	-	-	-	-	0,03	-	1,78	90,88
Togo	-	-	1,17	0,65	0,02	-	1,83	0,21	-	-	-	-	0,16	-	0,37	2,20
Ouganda	0,50	21,90	0,17	0,86	-	-	23,42	1,32	-	-	-	-	0,12	0,06	1,50	24,92
Zambie	0,20	-	0,90	2,40	-	-	3,50	0,44	-	-	-	-	0,02	-	0,46	3,97
Zimbabwe	0,44	-	-	0,08	-	-	0,52	0,58	-	-	-	-	0,01	-	0,59	1,12
Attribuable à une région																
Afrique subsaharienne	2,73	-	5,68	1,20	0,00	0,03	9,64	10,99	-	-	-	-	1,32	0,06	12,37	22,01
Afrique de l'Ouest	0,86	-	20,95	-	1,34	-	23,14	-	-	-	-	-	-	-	-	23,14
Afrique Centrale	0,01	-	-	-	-	-	0,01	-	-	-	-	-	-	-	-	0,01
Afrique de l'Est	2,28	-	0,20	-	0,37	-	2,85	-	-	-	-	-	-	-	-	2,85
Afrique australe	0,40	-	0,05	-	-	-	0,45	-	-	-	-	-	-	-	-	0,45
Afrique	103,13	20,13	161,22	16,56	12,54	58,92	372,49	25,08	-	0,05	-	0,11	19,05	-	44,29	416,78

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D2: Aide internationale bilatérale
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada			Autres ministères et autres sources							TOTAL								
	Enjeux mondiaux et développement		Initiatives mondiales	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	TOTAL - Affaires mondiales Canada					Centre de recherches pour le développement international	Gendarmerie royale du Canada	Environnement et Changement climatique Canada	Ministère de la Défense nationale	Agence du revenu du Canada	Provinces, territoires et municipalités	Autres (2)	TOTAL - Autres ministères et autres sources
	Programmes géographiques	Division de l'assistance humanitaire					3,70	3,44	7,38	0,03									
Afrique du Nord	10,94	3,70	-	3,44	7,38	0,03	25,48	1,57	1,07	2,64									28,12
Attribuable à un pays																			
Algérie	0,13	-	-	-	0,28	-	0,41	0,07	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,48
Egypte	3,29	1,00	-	0,35	0,14	-	4,78	0,69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,46
Libye	0,09	2,30	-	-	1,68	-	4,07	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,07
Maroc	5,97	-	-	1,08	1,80	-	8,85	0,22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,07
Tunisie	1,45	0,40	-	2,01	3,06	-	6,92	0,58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,57
Attribuable à une région																			
Afrique du Nord	-	-	-	-	0,43	0,03	0,46	0,01	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,47
Afrique - Total	689,34	305,01	257,81	132,03	50,30	58,98	1 493,46	55,97	0,14	31,97	0,20	88,34	1 581,80						
Moyen-Orient	140,69	327,47	2,56	3,07	56,78	-	530,58	6,16	1,47	4,29	0,01	12,87	543,45						
Attribuable à un pays																			
Israël	-	-	-	-	0,17	-	0,17	-	-	-	-	-	0,17						
Iraq	12,30	72,00	-	-	18,65	-	102,94	0,01	0,82	-	-	0,86	103,80						
Iran	-	-	-	-	1,50	-	1,50	0,00	-	0,28	0,01	0,29	1,79						
Jordanie	69,84	40,15	-	1,55	15,24	-	126,78	0,40	-	0,08	-	0,48	127,26						
Liban	10,36	63,85	-	0,46	6,09	-	80,76	1,31	-	-	-	1,31	82,06						
Cisjordanie et Gaza	44,61	-	-	1,06	0,96	-	46,63	0,31	0,65	-	-	0,97	47,59						
Syrie	3,39	105,15	-	0,00	13,64	-	122,18	0,38	-	-	-	0,38	122,56						
Yémen	-	46,17	2,50	0,00	0,41	-	49,08	-	-	0,55	-	0,55	49,63						
Attribuable à une région																			
Moyen-Orient	0,21	0,15	0,06	-	0,14	-	0,55	3,74	-	4,29	-	8,03	8,59						
Asie	225,52	65,97	147,03	40,64	177,29	70,99	727,45	24,50	0,15	1,60	0,22	124,90	852,34						
Attribuable à un pays																			
Afghanistan	90,37	3,68	2,08	3,90	137,80	-	237,82	-	0,15	-	-	0,15	237,97						
Arménie	0,10	-	-	0,00	-	-	0,10	-	-	-	-	-	0,10						
Azerbaïdjan	-	-	-	-	0,08	-	0,08	-	-	-	-	-	0,08						
Bangladesh	21,23	33,77	4,71	4,75	0,79	-	65,26	1,24	0,95	0,02	-	2,21	67,47						
Bhoutan	-	-	-	0,00	-	-	0,00	0,07	-	-	-	0,07	0,08						
Chine	0,31	-	-	0,00	0,60	-	0,92	0,62	1,60	0,19	0,01	3,08	4,00						
Géorgie	-	-	-	0,00	0,08	-	0,08	-	-	-	-	-	0,08						
Indonésie	23,22	-	2,30	3,07	1,77	-	30,35	0,52	-	-	-	0,52	30,87						
Inde	0,29	-	2,16	0,88	0,11	-	3,44	2,77	-	0,70	0,05	3,52	6,96						
Kirghizistan	-	-	-	0,17	-	-	0,17	-	-	-	-	-	0,17						
Cambodge	0,16	-	0,18	1,72	0,30	-	2,36	0,72	0,16	0,10	-	0,97	3,33						
République Démocratique de Corée	-	1,78	-	-	0,34	-	2,11	-	-	-	0,01	0,02	2,13						
Kazakhstan	0,23	-	-	3,00	3,00	-	3,23	-	-	-	-	-	3,23						
Laos	0,16	-	-	1,27	0,31	-	1,74	0,23	-	0,01	-	0,24	1,97						
Sri Lanka	4,22	0,20	-	0,70	0,57	-	5,69	0,34	0,06	0,02	-	0,41	6,10						
Myanmar	11,41	5,16	-	0,70	3,15	-	20,42	1,16	0,32	-	-	1,48	21,91						
Mongolie	5,03	-	-	0,33	-	-	5,36	-	-	-	-	-	5,36						
Malaisie	0,27	-	-	0,00	0,57	-	0,85	0,01	-	-	-	0,07	0,92						
Népal	4,70	-	2,10	6,49	0,23	-	13,53	0,51	0,03	0,01	-	0,55	14,08						
Philippines	8,25	-	1,90	1,57	1,90	-	11,72	0,61	0,00	0,11	0,08	12,52	0,80						
Pakistan	13,32	4,54	2,08	1,80	0,78	-	22,51	0,96	0,10	-	-	1,06	23,58						
Thaïlande	0,75	-	-	0,04	0,00	-	0,80	0,24	0,02	-	-	0,26	1,06						
Tadjikistan	-	-	-	0,26	-	-	0,26	0,08	-	-	-	0,08	0,34						
Timor-Leste	-	-	-	0,00	-	-	0,00	0,12	-	-	-	0,12	0,12						
Ouzbékistan	0,02	-	-	0,00	-	-	0,03	-	-	-	-	-	0,03						
Vietnam	12,79	-	-	2,24	0,36	-	15,38	0,63	0,05	0,01	-	0,69	16,07						

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D2: Aide internationale bilatérale
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Enjeux mondiaux et développement		Affaires mondiales Canada			Autres ministères et autres sources							TOTAL			
	Programmes géographiques	Division de l'assistance humanitaire	Initiatives mondiales	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Centre de recherches pour le développement international	Gendarmerie royale du Canada	Environnement et Changement climatique Canada	Ministère de la Défense nationale	Agence du revenu du Canada		Provinces, territoires et municipalités	Autres (2)	TOTAL - Autres ministères et autres sources
Attribuable à une région																
Asie	22,23	16,84	131,41	10,73	17,20	70,93	269,35	11,75	-	-	-	-	94,92	-	106,66	376,01
Asie Centrale du Sud	-	-	-	-	0,12	0,03	0,15	0,83	-	-	-	-	-	-	0,83	0,98
Asie du Sud	1,27	-	-	-	0,33	-	1,59	1,09	-	-	-	-	-	-	1,09	2,69
Asie Centrale	-	-	-	-	0,15	-	0,15	-	-	-	-	-	-	-	-	0,15
Asie du Sud-Est	5,20	-	-	-	6,74	0,03	11,97	-	-	-	-	-	-	-	11,97	11,97
Asie de l'Est	-	-	-	-	0,02	-	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02
Amérique	221,00	35,79	94,70	58,58	46,29	46,57	502,93	29,06	8,30	2,39	1,84	0,20	16,45	1,69	59,93	552,86
Attribuable à un pays																
Antigua-et-Barbuda	-	-	-	0,01	0,04	-	0,05	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,06
Argentine	0,19	-	-	0,29	0,00	-	0,48	0,85	-	-	-	-	0,04	0,03	0,92	1,41
Barbades	-	-	-	0,00	0,27	-	0,27	-	-	-	-	-	-	-	-	0,27
Bolivie	7,09	-	-	6,23	0,06	-	13,38	0,34	-	-	-	-	0,30	0,02	0,66	14,04
Brazil	0,21	-	-	0,00	0,06	-	0,27	0,94	-	-	-	-	0,63	-	1,57	1,84
Bahamas	-	-	-	-	0,24	-	0,24	-	-	-	-	-	-	-	-	0,24
Belize	-	-	-	0,32	0,24	-	0,56	-	-	-	-	-	0,05	-	0,05	0,61
Chili	0,53	-	-	0,16	0,30	-	0,98	0,81	-	-	-	-	0,06	0,01	1,88	2,86
Colombie	27,03	3,80	-	2,93	7,20	-	40,96	1,57	0,24	1,00	-	-	0,03	0,01	1,84	42,80
Costa Rica	0,53	-	-	0,07	1,19	-	1,80	0,24	-	-	-	-	-	0,20	0,44	2,24
Cuba	3,03	0,75	-	-	0,44	8,46	12,68	-	-	-	-	-	0,19	-	0,19	12,87
La Dominique	-	0,82	-	0,48	-	-	1,31	-	-	-	-	-	-	-	-	1,31
République dominicaine	0,28	0,67	-	0,09	0,25	-	1,29	0,01	-	-	-	-	0,03	0,12	0,15	1,44
Equateur	0,48	-	-	0,16	0,29	-	0,94	0,86	-	-	-	-	0,30	-	1,16	2,10
Grenade	-	-	-	0,27	0,10	-	0,37	-	-	-	-	-	-	-	-	0,37
Guatemala	4,26	-	-	6,43	2,43	-	13,11	0,77	-	-	-	-	0,14	-	0,91	14,02
Guyane	0,56	-	-	0,45	0,12	-	1,13	-	-	-	-	-	-	-	-	1,13
Honduras	17,76	0,67	-	3,95	0,55	-	22,93	0,16	-	-	-	-	0,03	0,21	0,39	23,32
Haiti	64,47	7,97	0,20	13,90	8,25	-	94,79	0,78	8,06	-	-	-	3,16	0,01	12,01	106,80
Jamaïque	-	0,67	-	0,76	1,42	-	5,04	0,54	-	-	-	-	0,00	-	0,56	5,60
Saint-Kitts-et-Nevis	-	-	-	-	0,04	-	0,04	0,48	-	-	-	-	-	-	0,48	0,52
Sainte-Lucie	-	-	-	0,47	0,10	-	0,57	-	-	-	-	-	-	-	-	0,57
Mexique	0,91	0,40	-	0,02	1,54	-	2,87	1,47	-	0,70	-	-	0,21	0,02	2,40	5,27
Nicaragua	6,76	0,67	-	1,88	0,07	-	9,37	0,15	-	-	-	-	0,32	-	0,48	9,85
Panama	0,39	-	-	0,35	0,97	-	1,70	-	-	-	-	-	-	0,06	0,06	1,76
Pérou	22,40	0,55	0,11	6,03	2,66	-	31,75	1,33	-	-	-	-	0,52	0,33	2,17	33,92
Paraguay	0,38	-	-	-	0,27	-	0,65	0,39	-	-	-	-	-	-	0,39	1,04
Suriname	0,38	-	-	0,03	0,06	-	0,47	-	-	-	-	-	-	-	-	0,47
Salvador	1,12	-	-	0,24	0,75	-	2,11	0,42	-	-	-	-	-	-	0,42	2,53
Trinité-et-Tobago	-	-	-	0,46	0,71	-	1,17	-	-	-	-	-	-	-	-	1,17
Uruguay	0,10	-	-	-	0,26	-	0,36	0,17	-	-	-	-	-	0,01	0,19	0,54
Saint-Vincent-et-Grenadines	-	-	-	0,00	-	-	0,00	0,47	-	-	-	-	-	-	0,47	0,47
Vénézuéla	0,13	0,75	-	0,20	0,09	-	1,17	0,03	-	-	-	-	-	0,01	1,21	1,21
Iles Vierges britanniques	-	0,05	-	-	-	-	0,05	-	-	-	-	-	-	-	-	0,05

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D2: Aide internationale bilatérale
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada			Autres ministères et autres sources							TOTAL	
	Enjeux mondiaux et développement		TOTAL - Affaires mondiales Canada	Centre de recherches pour le développement international	Gendarmerie royale du Canada	Environnement et Changement climatique Canada	Ministère de la Défense nationale	Agence du revenu du Canada	Provinces, territoires et municipalités	Autres (2)		TOTAL - Autres ministères et autres sources
	Programmes géographiques	Division de l'assistance humanitaire	Initiatives mondiales	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	TOTAL - Affaires mondiales Canada					
Attribuable à une région												
Amérique	21,38	16,21	76,58	12,42	13,34	38,02	177,95	-	0,19	10,20	0,39	188,92
Amérique Centrale	3,28	1,39	-	-	0,51	0,03	5,21	0,80	-	0,20	0,05	6,76
Amérique du Sud	1,51	0,07	-	-	0,21	0,03	1,82	15,19	0,50	-	-	17,51
Caribes	33,64	0,37	17,81	-	1,28	0,03	53,14	0,28	-	0,25	0,20	55,01
Europe	30,61	6,62	29,34	0,42	40,97	7,12	115,08	0,01	2,90	1,29	0,43	119,71
Attribuable à un pays												
Albanie	0,14	-	-	-	-	-	0,14	-	-	-	-	0,14
Bosnie et Herzégovine	0,14	-	-	0,00	0,04	-	0,18	-	-	-	-	0,18
Bélarus	0,10	-	-	0,00	-	-	0,10	-	-	-	-	0,10
Chypre	-	-	-	-	0,23	-	0,23	-	-	-	-	0,23
Italie	-	-	-	-	2,00	-	2,00	-	-	-	-	2,00
Kosovo	0,08	-	-	-	0,62	-	0,69	-	-	-	-	0,69
Moldavie	0,13	-	-	-	0,08	-	0,21	-	-	-	-	0,21
Macédoine du Nord	-	-	-	-	0,03	-	0,03	-	-	-	-	0,03
Serbie	0,16	-	-	0,01	-	-	0,17	-	-	-	-	0,17
Russie	-	-	-	-	0,20	-	0,20	-	-	-	-	0,20
Turquie	0,28	2,50	-	-	0,31	-	3,10	0,01	-	0,01	-	3,12
Ukraine	28,15	1,25	-	0,08	21,58	-	51,06	-	2,90	0,11	0,43	54,51
Attribuable à une région												
Europe	1,44	2,87	29,34	0,32	15,89	7,12	56,97	-	-	1,17	-	58,14
Océanie	5,43	-	1,30	0,20	5,28	0,62	12,84	-	0,02	0,00	0,03	12,87
Attribuable à un pays												
Fiji	1,51	-	-	-	-	-	1,51	-	-	-	-	1,51
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	0,01	-	0,01	-	-	-	0,00	0,01
Iles Salomon	0,09	-	-	0,00	-	-	0,09	-	-	-	-	0,09
Vanuatu	0,11	-	-	0,19	-	-	0,30	-	-	-	-	0,30
Attribuable à une région												
Océanie	3,73	-	1,30	0,01	5,27	0,62	10,94	-	-	0,02	-	10,96
Coûts non attribuables (4)	-	-	2,27	11,03	7,81	7,59	28,71	32,95	6,51	12,85	585,64	874,84
Aide internationale bilatérale	1 312,58	740,85	535,01	245,98	384,74	191,88	3 411,03	148,65	19,33	16,89	6,14	4 547,87

(1) « Autres » comprend la Direction générale de la politique, stratégique, la Direction générale de développement du commerce international et innovation, les Services fournis à l'étranger, de même que le coût des opérations ministérielles et de gestion des directions générales qui ne s'occupent pas de programmes.

(2) Les autres ministères et organismes sont l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, Emploi et Développement social Canada, Parc Canada, Ressources naturelles Canada, Statistique Canada, l'Agence spatiale canadienne, EDC, Fincoy Canada, La monnaie royale canadienne, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Agence de la santé publique du Canada et le Musée canadien de la nature. Il existe aussi des coûts imposables à attribuer qui ne peuvent être associés directement ou indirectement à un pays bénéficiaire, comme les subventions accordées aux étudiants étrangers, les coûts des gouvernements fédéral et provinciaux au titre des réfugiés et divers frais de fonctionnement et de gestion.

(3) Les projets codés à l'Afrique subsaharienne, étant donné que la majorité des bénéficiaires seront dirigés à cette région.

(4) « Aide non attribuée » désigne les décaissements qui ne peuvent être attribués à un bénéficiaire ou à un secteur donné (p. ex. le coût de l'accueil des réfugiés au Canada et les subventions accordées aux étudiants étrangers).

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D3: Aide internationale multilatérale

Quelle que soit la méthode employée, l'aide multilatérale pour une année donnée ne peut être attribuée précisément aux contributions des donateurs pour cette année. Voir la définition d'« aide multilatérale » dans le glossaire pour une explication complète.

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada				Autres ministères et autres sources				TOTAL	
	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres organisations multilatérales	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Provinces, territoires et municipalités	Environnement et Changement climatique Canada	Autres (1)		TOTAL - Autres ministères et autres sources
Afrique										
Afrique subsaharienne	126,86	111,28	271,70	509,84	264,04	-	-	-	264,04	773,88
Attribuable à un pays										
Angola	1,35	0,51	2,65	4,51	2,47	-	-	-	2,47	6,98
Bénin	0,94	3,00	4,08	8,02	3,96	-	-	-	3,96	11,98
Botswana	0,25	-	0,98	1,23	-	-	-	-	-	1,23
Burkina Faso	1,63	1,96	4,43	8,03	7,31	-	-	-	7,31	15,33
Burundi	2,31	0,92	4,74	7,97	1,74	-	-	-	1,74	9,70
Cameroun	1,90	2,68	5,65	10,23	4,77	-	-	-	4,77	15,00
Cabo Verde	0,34	0,04	0,15	0,53	0,04	-	-	-	0,04	0,56
République centrafricaine	2,66	1,28	2,39	6,33	0,34	-	-	-	0,34	6,68
Tchad	2,06	3,44	2,48	7,99	3,10	-	-	-	3,10	11,09
Comores	0,38	0,11	0,66	1,16	0,59	-	-	-	0,59	1,75
République démocratique du Congo	13,93	4,74	19,65	38,32	12,01	-	-	-	12,01	50,34
Congo	0,70	0,35	0,83	1,88	0,73	-	-	-	0,73	2,61
Côte d'Ivoire	0,99	4,21	6,71	11,91	8,14	-	-	-	8,14	20,06
Djibouti	0,29	0,19	0,66	1,14	0,50	-	-	-	0,50	1,64
Guinée équatoriale	0,13	-	0,06	0,19	-	-	-	-	-	0,19
Érythrée	0,92	0,08	1,65	2,65	-	-	-	-	-	2,65
Éthiopie	5,58	10,76	15,66	32,00	39,14	-	-	-	39,14	71,14
Gabon	0,17	-	0,05	0,21	-	-	-	-	-	0,21
Gambie	0,52	0,59	2,06	3,17	3,02	-	-	-	3,02	6,19
Ghana	1,10	5,90	7,13	14,13	13,40	-	-	-	13,40	27,53
Guinée	1,17	1,35	3,25	5,77	2,17	-	-	-	2,17	7,93
Guinée-Bissau	0,48	0,36	0,91	1,75	0,61	-	-	-	0,61	2,36
Kenya	2,95	8,65	12,64	24,24	20,34	-	-	-	20,34	44,57
Lesotho	0,40	0,30	2,19	2,89	1,12	-	-	-	1,12	4,02
Liberia	1,66	1,47	2,60	5,72	2,00	-	-	-	2,00	7,73
Madagascar	2,91	2,61	2,40	7,92	7,21	-	-	-	7,21	15,13
Malawi	2,23	2,41	11,93	16,56	11,58	-	-	-	11,58	28,14
Mali	7,59	3,75	4,53	15,87	6,83	-	-	-	6,83	22,70
Mauritanie	0,97	0,60	1,06	2,64	1,88	-	-	-	1,88	4,52
Île Maurice	0,13	-	0,78	0,91	-	-	-	-	-	0,91
Mozambique	1,74	2,33	12,42	16,49	8,20	-	-	-	8,20	24,70
Namibie	0,26	-	3,31	3,57	-	-	-	-	-	3,57
Niger	2,69	1,25	4,78	8,71	11,22	-	-	-	11,22	19,93
Nigéria	6,37	2,12	25,49	33,98	28,94	-	-	-	28,94	62,91
Rwanda	1,76	2,06	6,24	10,05	10,44	-	-	-	10,44	20,49
Sao Tomé-et-Principe	0,15	0,17	0,83	1,16	0,06	-	-	-	0,06	1,22
Sénégal	1,21	1,19	2,20	4,59	8,51	-	-	-	8,51	13,11
Seychelles	0,06	-	0,05	0,11	-	-	-	-	-	0,11
Sierra Léone	0,94	0,54	3,34	4,83	2,39	-	-	-	2,39	7,22
Somalie	5,01	0,26	3,63	8,90	-	-	-	-	-	8,90
Afrique du Sud	0,76	-	5,72	6,49	-	-	-	-	-	6,49
Soudan du Sud	4,21	0,88	4,47	9,56	2,17	-	-	-	2,17	11,73
Sainte-Hélène	0,00	-	-	0,00	-	-	-	-	-	0,00
Soudan	10,48	0,41	3,95	14,84	-	-	-	-	-	14,84
Eswatini	0,26	-	1,67	1,93	-	-	-	-	-	1,93
Tanzanie	2,49	10,07	18,63	31,18	19,15	-	-	-	19,15	50,34
Togo	0,78	0,33	2,80	3,91	2,34	-	-	-	2,34	6,25
Ouganda	3,74	3,25	10,69	17,69	9,46	-	-	-	9,46	27,15
Zambie	1,13	1,05	9,86	12,04	3,33	-	-	-	3,33	15,36
Zimbabwe	1,70	0,57	8,94	11,20	-	-	-	-	-	11,20
Attribuable à une région										
Afrique subsaharienne	0,80	-	-	0,80	1,61	-	-	-	1,61	2,40
Afrique (2)	21,65	22,57	17,72	61,95	1,19	-	-	-	1,19	63,14
Afrique du Nord	3,08	-	1,84	4,92	-	-	-	-	-	4,92
Attribuable à un pays										
Algérie	0,23	-	0,15	0,38	-	-	-	-	-	0,38
Égypte	1,28	-	0,53	1,80	-	-	-	-	-	1,80
Sahara occidental	0,29	-	-	0,29	-	-	-	-	-	0,29
Libye	0,72	-	-	0,72	-	-	-	-	-	0,72
Maroc	0,31	-	0,74	1,05	-	-	-	-	-	1,05
Tunisie	0,17	-	0,42	0,59	-	-	-	-	-	0,59
Attribuable à une région										
Afrique du Nord	0,08	-	-	0,08	-	-	-	-	-	0,08
Africa - Total	129,94	111,28	273,54	514,76	264,04	-	-	-	264,04	778,80
Moyen-Orient	33,66	-	3,07	36,73	20,51	-	-	-	20,51	57,24
Attribuable à un pays										
Iraq	2,25	-	0,21	2,46	-	-	-	-	-	2,46
Iran (3)	0,20	-	0,47	0,67	-	-	-	-	-	0,67
Jordanie	5,29	-	0,16	5,45	0,30	-	-	-	0,30	5,75
Liban	5,77	-	0,23	6,00	0,90	-	-	-	0,90	6,89
Cisjordanie et Gaza	12,80	-	-	12,80	-	-	-	-	-	12,80
Syrie	1,95	-	-	1,95	-	-	-	-	-	1,95
Yémen	3,98	-	1,56	5,54	19,32	-	-	-	19,32	24,86
Attribuable à une région										
Moyen-Orient	1,41	-	0,44	1,86	-	-	-	-	-	1,86

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D3: Aide internationale multilatérale

Quelle que soit la méthode employée, l'aide multilatérale pour une année donnée ne peut être attribuée précisément aux contributions des donateurs pour cette année. Voir la définition d'« aide multilatérale » dans le glossaire pour une explication complète.

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada				Autres ministères et autres sources					TOTAL
	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres organisations multilatérales	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Provinces, territoires et municipalités	Environnement et Changement climatique Canada	Autres (1)	TOTAL - Autres ministères et autres sources	
Asie	46,15	31,40	113,63	191,18	245,09	-	0,04	-	245,13	436,31
Attribuable à un pays										
Afghanistan	3,99	2,62	3,74	10,36	5,70	-	-	-	5,70	16,05
Arménie	0,14	0,21	0,47	0,82	0,36	-	-	-	0,36	1,18
Azerbaïdjan	0,12	0,00	1,05	1,17	2,18	-	-	-	2,18	3,35
Bangladesh	4,08	4,90	8,65	17,62	46,97	-	-	-	46,97	64,59
Bhoutan	0,16	0,47	0,73	1,36	1,13	-	-	-	1,13	2,50
Chine (4)	0,68	-	2,40	3,08	-	-	-	-	-	3,08
Géorgie	0,18	0,52	0,81	1,50	0,32	-	-	-	0,32	1,82
Indonésie	0,92	-	20,40	21,33	0,00	-	-	-	0,00	21,33
Inde (5)	2,71	-	10,02	12,73	45,13	-	-	-	45,13	57,86
Kirghizistan	0,38	1,07	1,59	3,03	1,44	-	-	-	1,44	4,47
Cambodge	0,93	1,87	2,98	5,78	0,56	-	-	-	0,56	6,33
République Démocratique de Corée	1,66	-	1,25	2,92	-	-	-	-	-	2,92
Kazakhstan	0,17	-	1,37	1,54	-	-	-	-	-	1,54
Laos	0,51	0,80	1,11	2,42	3,53	-	-	-	3,53	5,95
Sri Lanka	1,28	1,33	0,99	3,61	7,04	-	-	-	7,04	10,65
Myanmar	2,00	0,35	8,34	10,69	7,78	-	-	-	7,78	18,47
Mongolie	0,36	0,46	0,62	1,43	4,93	-	-	-	4,93	6,36
Maldives	0,12	0,16	0,07	0,35	0,29	-	-	-	0,29	0,63
Malaisie	0,27	-	0,86	1,12	-	-	-	-	-	1,12
Népal	2,43	3,76	3,36	9,55	10,45	-	-	-	10,45	20,01
Philippines	0,78	-	4,17	4,96	-	-	-	-	-	4,96
Pakistan	2,80	5,80	14,06	22,66	25,48	-	-	-	25,48	48,14
Thaïlande	0,52	-	1,85	2,36	-	-	-	-	-	2,36
Tadjikistan	0,87	1,51	2,23	4,61	1,23	-	-	-	1,23	5,84
Timor-Leste	0,22	0,15	1,03	1,40	0,37	-	-	-	0,37	1,77
Turkménistan	0,10	-	0,65	0,75	-	-	-	-	-	0,75
Ouzbékistan	1,03	2,34	1,89	5,26	2,54	-	-	-	2,54	7,80
Vietnam	1,01	3,09	3,96	8,05	26,25	-	-	-	26,25	34,30
Attribuable à une région										
Asie	14,46	0,01	10,43	24,90	51,25	-	0,04	-	51,28	76,18
Asie Centrale du Sud	0,19	-	-	0,19	-	-	-	-	-	0,19
Asie du Sud	0,43	-	0,34	0,77	-	-	-	-	-	0,77
Asie Centrale	0,01	-	-	0,01	0,11	-	-	-	0,11	0,12
Asie du Sud-Est	0,63	-	2,22	2,86	0,07	-	-	-	0,07	2,92
Amérique	24,67	53,58	58,76	137,01	8,05	-	-	-	8,05	145,06
Attribuable à un pays										
Antigua-et-Barbuda	0,17	4,93	0,06	5,16	-	-	-	-	-	5,16
Argentine	0,30	0,18	0,29	0,77	-	-	-	-	-	0,77
Bolivie	0,44	16,03	1,31	17,78	1,13	-	-	-	1,13	18,90
Brésil	0,34	0,48	1,65	2,47	-	-	-	-	-	2,47
Belize	0,08	0,09	0,16	0,32	-	-	-	-	-	0,32
Chili	0,14	0,19	0,40	0,74	-	-	-	-	-	0,74
Colombie	0,31	0,37	1,38	2,06	-	-	-	-	-	2,06
Costa Rica	0,18	0,16	0,75	1,08	-	-	-	-	-	1,08
Cuba	0,77	-	0,71	1,48	-	-	-	-	-	1,48
La Dominique	0,25	0,53	0,08	0,86	0,29	-	-	-	0,29	1,15
République dominicaine	0,25	0,15	0,57	0,97	-	-	-	-	-	0,97
Équateur	0,51	0,27	0,63	1,41	-	-	-	-	-	1,41
Grenade	0,05	1,88	0,18	2,11	0,33	-	-	-	0,33	2,44
Guatémala	0,51	1,09	1,49	3,09	-	-	-	-	-	3,09
Guyane	0,10	0,66	0,36	1,13	0,32	-	-	-	0,32	1,44
Honduras	0,61	4,44	0,82	5,87	0,84	-	-	-	0,84	6,71
Haiti	2,27	6,51	3,85	12,64	2,30	-	-	-	2,30	14,94
Jamaïque	0,14	0,15	0,48	0,78	-	-	-	-	-	0,78
Saint-Kitts-et-Nevis	-	-	0,05	0,05	-	-	-	-	-	0,05
Sainte-Lucie	0,01	-	0,05	0,07	0,17	-	-	-	0,17	0,24
Montserrat	0,01	-	-	0,01	-	-	-	-	-	0,01
Mexique	0,25	0,46	0,89	1,59	-	-	-	-	-	1,59
Nicaragua	0,29	6,32	0,84	7,45	2,64	-	-	-	2,64	10,08
Panama	0,41	0,13	0,45	1,00	-	-	-	-	-	1,00
Pérou	0,63	0,26	1,03	1,91	-	-	-	-	-	1,91
Paraguay	0,27	1,26	0,55	2,08	-	-	-	-	-	2,08
Suriname	0,03	0,32	0,22	0,56	-	-	-	-	-	0,56
Salvador	0,23	0,17	0,78	1,19	-	-	-	-	-	1,19
Trinité-et-Tobago	-	-	0,05	0,05	-	-	-	-	-	0,05
Uruguay	0,13	0,15	0,26	0,54	-	-	-	-	-	0,54
Saint-Vincent-et-Grenadines	0,01	-	0,13	0,14	0,03	-	-	-	0,03	0,17
Vénézuéla	0,20	0,02	0,15	0,37	-	-	-	-	-	0,37
Attribuable à une région										
Amérique	14,07	0,63	36,43	51,14	-	-	-	-	-	51,14
Amérique Centrale	0,54	5,37	1,04	6,95	-	-	-	-	-	6,95
Amérique du Sud	0,15	0,38	0,22	0,75	-	-	-	-	-	0,75
Caralbes	0,03	-	0,44	0,47	0,01	-	-	-	0,01	0,48

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D3: Aide internationale multilatérale

Quelle que soit la méthode employée, l'aide multilatérale pour une année donnée ne peut être attribuée précisément aux contributions des donateurs pour cette année. Voir la définition d'« aide multilatérale » dans le glossaire pour une explication complète. Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada				Autres ministères et autres sources				TOTAL	
	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres organisations multilatérales	TOTAL - Affaires mondiales Canada	Ministère des Finances Canada	Provinces, territoires et municipalités	Environnement et Changement climatique Canada	Autres (1)		TOTAL - Autres ministères et autres sources
Europe	16,32	-	18,07	34,39	2,42	-	-	-	2,42	36,81
Attribuable à un pays										
Albanie	0,14	-	0,39	0,53	0,07	-	-	-	0,07	0,60
Bosnie et Herzégovine	0,27	-	1,08	1,35	1,27	-	-	-	1,27	2,63
Bélarus	0,13	-	0,76	0,90	-	-	-	-	-	0,90
Kosovo	0,32	-	1,54	1,86	0,35	-	-	-	0,35	2,21
Moldavie	0,18	-	0,90	1,08	0,73	-	-	-	0,73	1,81
Monténégro	0,18	-	0,36	0,54	-	-	-	-	-	0,54
Macédoine du Nord	0,16	-	0,60	0,76	-	-	-	-	-	0,76
Serbie	0,24	-	0,70	0,94	-	-	-	-	-	0,94
Turquie	0,88	-	0,52	1,40	-	-	-	-	-	1,40
Ukraine	0,45	-	2,45	2,90	-	-	-	-	-	2,90
Attribuable à une région										
Europe	13,35	-	8,78	22,13	-	-	-	-	-	22,13
Océanie	1,75	1,56	7,53	10,83	3,94	-	-	-	3,94	14,77
Attribuable à un pays										
Îles Cook	0,01	-	0,53	0,54	-	-	-	-	-	0,54
Fidji	0,25	-	1,35	1,60	-	-	-	-	-	1,60
Micronésie	0,01	0,02	-	0,03	0,18	-	-	-	0,18	0,21
Kiribati	0,02	0,25	0,35	0,62	0,47	-	-	-	0,47	1,09
Îles Marshall	0,02	0,02	-	0,04	0,04	-	-	-	0,04	0,07
Nauru	0,01	0,01	0,05	0,08	-	-	-	-	-	0,08
Îles Niue	0,01	-	0,05	0,06	-	-	-	-	-	0,06
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,64	0,50	2,36	3,49	0,71	-	-	-	0,71	4,21
Palaos	0,01	0,05	-	0,05	-	-	-	-	-	0,05
Îles Salomon	0,11	0,14	1,06	1,31	0,15	-	-	-	0,15	1,46
Tokelau	0,01	-	-	0,01	-	-	-	-	-	0,01
Tonga	0,05	0,13	0,05	0,23	0,43	-	-	-	0,43	0,66
Tuvalu	0,01	0,06	0,25	0,32	0,29	-	-	-	0,29	0,61
Vanuatu	0,06	0,12	0,41	0,59	0,64	-	-	-	0,64	1,23
Samoa	0,11	0,25	0,84	1,20	0,95	-	-	-	0,95	2,15
Attribuable à une région										
Océanie	0,43	-	0,24	0,67	0,08	-	-	-	0,08	0,74
Coûts non attribuables	37,43	-	31,49	68,92	-	4,96	3,75	3,59	12,30	81,21
Aide internationale multilatérale	289,91	197,82	506,10	993,82	544,06	4,96	3,78	3,59	556,39	1 550,21

(1) Les coûts des « autres ministères » comprennent l'aide internationale fournie par Postes Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

(2) Les projets codés à l'Afrique sont inclus sous l'Afrique subsaharienne, étant donné que la majorité des bénéficiaires seront dirigés à cette région.

(3) L'aide accordée à l'Iran représente la portion estimative du soutien institutionnel accordé par le Canada à des organisations multilatérales comme le Programme alimentaire mondial, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et le Fonds pour l'environnement mondial.

(4) La Chine a reçu une aide multilatérale importante de la part d'organisations qui soutiennent le Canada, dont le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme; elle a également reçu des fonds pour mettre en œuvre le Protocole de Montréal.

(5) La majeure partie de l'aide versée à l'Inde représente la portion estimative du soutien institutionnel accordé par le Canada à des organisations multilatérales comme l'Association internationale de développement (IDA) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

ANNEXE 1

Repaiements de contributions remboursables et de prêts

En millions de dollars

	Affaires mondiales Canada	Exportation et développement canada	Ministère des Finances Canada
Bilatéral	22,36	27,45	13,92
Afrique	6,35	3,01	-
Algérie	0,86	-	-
Égypte	3,66	0,35	-
Maroc	0,19	2,66	-
Tunisie	1,65	-	-
Amériques	0,69	0,24	-
Argentine	0,01	-	-
Bolivie	0,04	-	-
Chili	-	-	-
Colombie	0,03	-	-
République dominicaine	0,24	-	-
Équateur	0,27	-	-
Guatemala	0,10	-	-
Jamaïque	-	0,24	-
Mexique	0,00	-	-
Paraguay	-	-	-
Pérou	0,00	-	-
Asie	15,29	20,66	-
Chine	-	20,43	-
Inde	-	0,24	-
Indonésie	10,31	-	-
Malaisie	0,03	-	-
Philippines	0,05	-	-
Sri Lanka	4,22	-	-
Thaïlande	0,67	-	-
Europe	0,03	3,54	-
Malte	0,03	-	-
Turquie	-	3,54	-
Coûts non attribuables	-	-	13,92
Multilatéral	0,29	-	-
Banque africaine de développement	0,13	-	-
Banque centroaméricaine d'intégration économique	0,04	-	-
Société andine de développement	0,13	-	-
Total	22,65	27,45	13,92

Ce tableau réfère à des remboursements de prêts, octroyés par l'ancienne Agence canadienne de développement international et Exportation et développement Canada, aux pays en développement, et les contributions remboursables, accordés par Affaires mondiales Canada et le Ministère des finances du Canada, à des fins liées au développement.

À noter que les repaiements de prêts ou de contributions remboursables sont présentés sous forme de valeurs négatives dans certains rapports de l'OCDE, puisqu'ils ont été comptabilisés comme APD lorsqu'ils ont été consentis.

Selon l'article 23 de la Loi sur le développement des exportations, EDC déclare comme ADP les crédits qu'il consent, à des conditions avantageuses, à des États souverains. Ces crédits, qui répondent aux critères de développement approuvés, ne font toutefois pas partie de l'Enveloppe de l'aide internationale

ANNEXE 2

Autre aide bilatérale officielle selon le bénéficiaire

Ce tableau présente les autres dépenses d'aide officielle bilatérale en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada							Autres départements	TOTAL
	Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité	Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes	Non-prolifération et réduction des menaces à la sécurité	Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	Autres programmes		
Afrique subsaharienne	-	-	-	6,52	13,24	0,41	-	-	20,16
Angola	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Burkina Faso	-	-	-	0,69	-	-	-	-	0,69
Bénin	-	-	-	0,01	-	-	-	-	0,01
République centrafricaine	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Côte d'Ivoire	-	-	-	0,07	-	-	-	-	0,07
Cameroun	-	-	-	0,30	-	-	-	-	0,30
Djibouti	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Gabon	-	-	-	0,01	-	-	-	-	0,01
Ghana	-	-	-	0,01	0,15	-	-	-	0,16
Guinée	-	-	-	0,01	-	-	-	-	0,01
Kenya	-	-	-	1,45	-	-	-	-	1,45
Comores	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Liberia	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Mali	-	-	-	0,89	0,25	-	-	-	1,15
Mauritanie	-	-	-	0,11	-	-	-	-	0,11
Île Maurice	-	-	-	0,01	-	-	-	-	0,01
Namibie	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Niger	-	-	-	0,75	-	-	-	-	0,75
Nigéria	-	-	-	0,13	3,85	-	-	-	3,98
Seychelles	-	-	-	0,01	-	-	-	-	0,01
Soudan	-	-	-	0,03	-	-	-	-	0,03
Sierra Léone	-	-	-	-	4,85	-	-	-	4,85
Sénégal	-	-	-	0,11	-	-	-	-	0,11
Somalie	-	-	-	0,92	-	-	-	-	0,92
Soudan du Sud	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Tchad	-	-	-	0,13	0,00	-	-	-	0,13
Togo	-	-	-	0,02	-	-	-	-	0,02
Tanzanie	-	-	-	0,25	0,00	-	-	-	0,25
Afrique du Sud	-	-	-	-	0,64	-	-	-	0,64
Afrique de l'Ouest	-	-	-	0,29	-	-	-	-	0,29
Afrique de l'Est	-	-	-	0,12	0,24	-	-	-	0,37
Afrique	-	-	-	0,17	3,24	0,41	-	-	3,82
Afrique du Nord	-	-	-	6,40	0,43	-	-	-	6,83
Algérie	-	-	-	0,28	-	-	-	-	0,28
Égypte	-	-	-	0,11	-	-	-	-	0,11
Libye	-	-	-	1,35	-	-	-	-	1,35
Maroc	-	-	-	1,67	0,10	-	-	-	1,77
Tunisie	-	-	-	2,89	-	-	-	-	2,89
Afrique du Nord	-	-	-	0,10	0,33	-	-	-	0,43
Moyen-Orient	-	-	-	8,22	16,44	0,34	-	-	24,99
Israël	-	-	-	-	-	0,17	-	-	0,17
Iraq	-	-	-	0,87	0,65	-	-	-	1,53
Iran	-	-	-	-	1,50	-	-	-	1,50
Jordanie	-	-	-	3,33	11,78	-	-	-	15,12
Liban	-	-	-	2,90	-	-	-	-	2,90
Syrie	-	-	-	0,98	2,50	-	-	-	3,48
Cisjordanie et Gaza	-	-	-	-	-	0,17	-	-	0,17
Moyen-Orient	-	-	-	0,14	-	-	-	-	0,14
Asie	-	-	0,13	8,17	13,17	138,35	-	-	159,82
Afghanistan	-	-	-	-	-	137,50	-	-	137,50
Azerbaïdjan	-	-	-	-	0,08	-	-	-	0,08
Bangladesh	-	-	-	0,71	-	-	-	-	0,71
Chine	-	-	-	-	0,60	-	-	-	0,60
Géorgie	-	-	-	-	0,08	-	-	-	0,08
Indonésie	-	-	-	1,35	0,36	-	-	-	1,71
Inde	-	-	-	0,11	-	-	-	-	0,11
Cambodge	-	-	-	0,30	0,00	-	-	-	0,30
République Démocratique de Corée	-	-	-	-	0,34	-	-	-	0,34
Kazakhstan	-	-	-	-	3,00	-	-	-	3,00
Laos	-	-	-	0,28	0,03	-	-	-	0,31
Sri Lanka	-	-	-	0,11	-	-	-	-	0,11
Myanmar	-	-	-	0,05	0,00	-	-	-	0,05
Malaisie	-	-	-	0,46	0,11	-	-	-	0,57
Népal	-	-	-	0,11	-	-	-	-	0,11
Philippines	-	-	0,13	0,44	1,00	-	-	-	1,57
Pakistan	-	-	-	0,62	-	-	-	-	0,62
Thaïlande	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Vietnam	-	-	-	0,36	-	-	-	-	0,36

ANNEXE 2

Autre aide bilatérale officielle selon le bénéficiaire

Ce tableau présente les autres dépenses d'aide officielle bilatérale en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada							Autres départements	TOTAL
	Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité	Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes	Non-prolifération et réduction des menaces à la sécurité	Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	Autres programmes		
Asie	-	-	-	0,18	3,29	0,85	-	-	4,32
Asie Centrale du Sud	-	-	-	0,12	-	-	-	-	0,12
Asie du Sud-Est	-	-	-	2,93	3,81	-	-	-	6,74
Asie Centrale	-	-	-	-	0,15	-	-	-	0,15
Asie du Sud	-	-	-	-	0,33	-	-	-	0,33
Asie de l'Est	-	-	-	0,02	-	-	-	-	0,02
Amériques	0,55	0,63	13,22	-	10,34	0,41	0,08	-	25,23
Antigua-et-Barbuda	-	0,01	0,04	-	-	-	-	-	0,05
Argentine	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Barbades	-	0,00	0,27	-	-	-	-	-	0,27
Bolivie	-	-	0,06	-	-	-	-	-	0,06
Brésil	-	-	0,06	-	-	-	-	-	0,06
Bahamas	-	-	0,04	-	0,20	-	-	-	0,24
Belize	-	-	0,23	-	0,01	-	-	-	0,24
Chili	-	0,16	0,06	-	0,24	-	-	-	0,46
Colombie	-	-	0,05	-	0,04	-	-	-	0,08
Costa Rica	-	-	0,95	-	0,24	-	-	-	1,19
Cuba	-	-	0,15	-	0,28	-	-	-	0,44
République dominicaine	-	-	0,24	-	0,01	-	-	-	0,25
Équateur	-	-	0,06	-	0,23	-	-	-	0,29
Grenade	-	-	0,10	-	-	-	-	-	0,10
Guatémala	-	-	2,06	-	0,28	-	-	-	2,33
Guyane	-	-	0,12	-	-	-	-	-	0,12
Honduras	-	-	0,42	-	0,04	-	-	-	0,46
Haiti	-	-	-	-	0,00	-	-	-	0,00
Jamaïque	-	-	1,23	-	0,20	-	-	-	1,42
Saint-Kitts-et-Nevis	-	-	0,04	-	-	-	-	-	0,04
Sainte-Lucie	-	-	0,10	-	-	-	-	-	0,10
Mexique	-	-	0,95	-	0,59	-	-	-	1,54
Nicaragua	-	-	0,06	-	0,01	-	-	-	0,07
Panama	-	-	0,72	-	0,24	-	-	-	0,97
Pérou	-	-	0,16	-	2,50	-	-	-	2,66
Paraguay	-	-	-	-	0,27	-	-	-	0,27
Suriname	-	-	0,06	-	-	-	-	-	0,06
Salvador	-	-	0,48	-	0,28	-	-	-	0,75
Trinité-et-Tobago	-	0,46	0,66	-	0,05	-	-	-	1,17
Uruguay	0,06	-	-	-	0,26	-	-	-	0,32
Amérique	-	-	3,34	-	2,92	0,41	0,08	-	6,75
Amérique Centrale	-	-	0,46	-	0,05	-	-	-	0,51
Amérique du Sud	-	-	-	-	0,21	-	-	-	0,21
Caralbes	0,49	-	0,08	-	1,21	-	-	-	1,78
Europe	-	-	-	0,98	8,06	8,97	0,05	-	18,06
Bosnie et Herzégovine	-	-	-	0,04	-	-	-	-	0,04
Chypre	-	-	-	-	-	0,23	-	-	0,23
Kosovo	-	-	-	0,62	-	-	-	-	0,62
Moldavie	-	-	-	-	0,08	-	-	-	0,08
Russie	-	-	-	-	-	0,20	-	-	0,20
Turquie	-	-	-	0,29	-	-	-	-	0,29
Ukraine	-	-	-	-	5,08	5,75	-	-	10,83
Italie	-	-	-	-	-	2,00	-	-	2,00
Îles Vierges britanniques	-	-	-	-	-	-	0,05	-	0,05
Macédoine du Nord	-	-	-	0,03	-	-	-	-	0,03
Europe	-	-	-	-	2,89	0,79	-	-	3,69
Océanie	-	-	-	0,03	1,93	0,10	-	-	2,06
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	0,01	-	-	-	-	0,01
Océanie	-	-	-	0,02	1,93	0,10	-	-	2,06
Mondial/Aide non allouée	-	-	-	0,77	1,92	0,09	-	-	2,78
Total - Autre aide officielle bilatérale	0,55	0,63	13,35	31,08	65,52	148,66	0,13	-	259,92

(1) "Autres programmes" comprennent la Direction générale sur la politique de sécurité internationale

ANNEXE 3

Sigles et acronymes

ACR	Accords commerciaux régionaux
ADO	Aide au développement officielle
AHI	Assistance humanitaire internationale
AMC	Affaires mondiales Canada
APD	Aide publique au développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CAD de l'OCDE	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
EAI	Enveloppe de l'aide internationale
EDC	Exportation et Développement Canada
FCIL	Fonds canadien d'initiatives locales
FCM	Fédération canadienne des municipalités
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FMLSTP	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
Fonds fiduciaire RPC	Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
Gavi	Gavi, l'Alliance du vaccin
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GRC	Gendarmerie royale du Canada
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IADM	Initiative d'allégement de la dette multilatérale
IDA	Association internationale de développement
IFI	Institution financière internationale
IMD	Institutions multilatérales de développement
LRADO	Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle
MDN	Ministère de la défense nationale
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PME	Petite et moyenne entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
EDSC	Emploi et Développement social Canada
SMNE	Santé des mères, des nouveau-nés et des enfants
SPAC	Services publics et Approvisionnement Canada
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

ANNEXE 4

Glossaire

A	
Affaires mondiales Canada	Par l'entremise des activités et programmes de ce ministère, le Canada fait avancer ses priorités en termes de paix et de sécurité mondiale, de démocratie, de droits de la personne et de primauté du droit. Affaires mondiales Canada s'engage à produire des résultats tangibles pour les plus vulnérables des pays en développement tout en demeurant actif à un niveau pangouvernemental dans l'appui et la résolution de crises mondiales et de désastres naturels.
Agence de la santé publique du Canada	Nom faisant référence aux dépenses d'aide engagées par l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) (voir le tableau A).
aide alimentaire d'urgence	Ensemble d'activités d'aide humanitaire précises, y compris les programmes de distribution gratuite ou les programmes d'alimentation complémentaire qui offrent un soutien à court terme à des groupes de populations ciblées se trouvant en situation d'urgence. Cette aide ne comprend pas les programmes d'aide à la sécurité alimentaire ni les programmes d'aide alimentaire mis en œuvre en dehors de situations d'urgence. Lisez la définition d'« aide alimentaire attribuée à des fins de développement ».
aide alimentaire attribuée à des fins de développement	<p>Englobe l'approvisionnement en aliments destinés à la consommation humaine, dans le cadre de programmes nationaux ou internationaux, y compris les frais de transport, les paiements comptant servant à l'achat de produits alimentaires, l'aide alimentaire attribuée dans le cadre de projets ainsi que l'aide alimentaire destinée à la vente, à l'exception de l'aide alimentaire d'urgence. Lisez la définition d'« aide alimentaire d'urgence ».</p> <p>L'Initiative d'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial est un exemple d'aide alimentaire attribuée à des fins de développement. Les repas servis à l'école encouragent les enfants qui ont faim à fréquenter l'école, et ils les aident à se concentrer sur leurs études</p>
aide au développement officielle (ADO)	<p>Au Canada, l'« aide au développement officielle » renvoie à l'une ou l'autre des définitions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. la définition internationale établie par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD de l'OCDE);2. la définition établie dans la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO ou Loi). <p>À moins d'avis contraire, dans ce rapport statistique, l'aide au développement officielle renvoie à la définition qui se trouve dans la Loi. Elle représente la plus grande partie de l'aide internationale du Canada. Pour plus de renseignements, consultez la section « Comprendre ce rapport », au début de ce document.</p>
aide bilatérale (par opposition à l'aide multilatérale)	<p>Décaissement dans le cadre duquel le donateur réserve ou contrôle les fonds en précisant le nom du bénéficiaire ou les autres composantes de l'initiative. L'aide bilatérale peut être effectuée de l'une des manières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">· par un pays donateur directement à un pays en développement;· par l'entremise d'organisations non gouvernementales nationales ou internationales qui œuvrent dans le domaine du développement et entreprennent d'autres transactions internes relatives au développement, comme les bonifications d'intérêts, les dépenses liées à la sensibilisation au développement, la réorganisation de la dette et les frais d'administration;· en collaboration avec une organisation multilatérale, lorsque le donateur contrôle véritablement l'utilisation des fonds en précisant qui en est le bénéficiaire ou d'autres aspects du décaissement. <p>Le tableau A montre la ventilation de l'aide bilatérale et de l'aide multilatérale du Canada, selon la source et le mécanisme. Le tableau D-2 montre la ventilation de l'aide bilatérale du Canada, selon le bénéficiaire de l'aide.</p>
aide de programme	S'entend des dépenses d'aide internationale provenant des programmes d'aide d'Affaires mondiales Canada. Les changements de la valeur des investissements dans les IFI et les coûts d'exploitation et de gestion n'y sont pas inclus.

aide humanitaire internationale (AHI)	<p>Aide visant à sauver des vies, à apaiser la souffrance ainsi qu'à préserver et à protéger la dignité humaine en situation d'urgence et après coup. L'aide humanitaire est fournie d'une manière qui répond aux principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance.</p> <p>L'aide humanitaire comprend les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · la prévention des catastrophes et la planification préalable; · la fourniture d'abris, de nourriture, d'eau et d'installations sanitaires, de services de santé et d'autres types d'aide aux personnes touchées. L'AHI facilite le retour à une vie normale et favorise le rétablissement des moyens de subsistance; · les mesures servant à promouvoir et à protéger la sécurité, le bien-être et la dignité des civils et de ceux qui ne prennent plus part aux hostilités; · le relèvement, la reconstruction et l'aide à la transition durant la situation d'urgence.
aide internationale	<p>L'aide internationale du Canada se compose de toutes les ressources financières consenties par les gouvernements canadiens (aux échelons fédéral, provincial et municipal) en faveur du développement. Il convient de souligner que l'aide internationale n'est pas entièrement considérée comme une aide au développement officielle (ADO).</p> <p>Pour de plus amples renseignements, consultez la section « Comprendre ce rapport ».</p>
aide multilatérale (par opposition à aide bilatérale), aussi appelée soutien institutionnel à long terme aux organisations multilatérales	<p>L'aide multilatérale est le financement versé à une institution multilatérale qui comprend toutes les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · la totalité ou une partie de ses activités profite au développement; · c'est un organisme, une institution ou une organisation internationale dont les membres sont des gouvernements, ou un fonds géré de façon autonome par un tel organisme; · elle met en commun les contributions, celles-ci devenant partie intégrante de l'actif financier. <p>Dans ce rapport, le terme « aide multilatérale » désigne l'ADO ainsi que d'autres aides officielles.</p> <p>Pour évaluer la part d'aide qui transite par ces organisations vers les pays en développement, l'OCDE a élaboré une série de coefficients fondés sur les ressources (par année civile) fournies par les organisations aux pays en développement. Cet ensemble de coefficients est utilisé, en partie, pour évaluer les décaissements présentés dans le tableau D-3.</p> <p>Il est à noter que toute méthodologie employée pour attribuer les flux multilatéraux à une organisation sera approximative. L'aide multilatérale d'une année donnée n'est pas entièrement attribuable aux contributions des donateurs pour cette année, quelle que soit la méthode de calcul employée. En voici les raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> · approximation générale et moment choisi. Les dépenses relatives aux pays et aux secteurs sont estimées au moment où le gouvernement verse le paiement à l'organisation et sont fondées sur l'ensemble du programme; elles ne sont pas calculées lorsque le bénéficiaire ultime utilise les fonds. On peut faire état des contributions des donateurs aux institutions multilatérales l'année où ces contributions sont payées. En outre, de nombreux fonds d'affectation spéciale qui visent à mobiliser du financement additionnel auprès d'autres investisseurs et donateurs doivent habituellement atteindre un certain seuil avant que les décaissements ne commencent, et cela a parfois lieu après que le Canada a fait sa contribution. · subventions à des établissements de crédit. Certains établissements prêtent des fonds au lieu d'accorder des subventions. Leurs prêts d'une seule année peuvent s'avérer supérieurs aux contributions des donateurs puisqu'ils s'appuient sur les remboursements en capital, les intérêts payés et les transferts de fonds au sein de l'établissement.
aide non allouée (par opposition à aide allouée)	<p>Lorsqu'il est impossible de lier le décaissement au pays ou au secteur (p. ex. les coûts imputés aux réfugiés au Canada), le décaissement est alors considéré comme non alloué.</p>
allègement de la dette bilatérale d'aide officielle	<p>Allègement négocié dans des forums multilatéraux comme le Club de Paris. Le transfert de fonds, administré par le ministère des Finances Canada, est considéré comme admissible au titre de l'ADO. Depuis l'exercice 2012-2013, EDC rend compte des contributions à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), contributions qui étaient auparavant déclarées par le ministère des Finances Canada.</p>
assistance matérielle et services d'urgence	<p>Dans le tableau B-2, l'assistance matérielle et les services d'urgence désignent un ensemble d'activités d'aide humanitaire précises :</p> <ul style="list-style-type: none"> · la fourniture d'abris, d'eau, d'installations sanitaires et de services de santé, de médicaments, et toute autre aide non alimentaire; · l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays en développement, autre que la nourriture ou la protection.
Association internationale de développement (IDA)	<p>Division de la Banque mondiale qui vient en aide aux pays les plus pauvres du monde. L'IDA est en grande partie financée par les contributions des gouvernements de ses pays membres les plus avancés. Elle prête de l'argent (ce qu'on appelle aussi des crédits) à des conditions avantageuses. Cela signifie que les crédits de l'IDA ne portent pas intérêt et que les remboursements sont étalés sur une période de 35 à 40 ans, incluant un délai de grâce de 10 ans. L'IDA fournit également des subventions aux pays présentant un risque de surendettement.</p> <p>Le financement qu'accorde le gouvernement du Canada à l'IDA est géré par le ministère des Finances Canada et prend la forme d'encaissement de billets.</p>

autre aide officielle (aussi appelée « non-ADO »)	S'entend des activités qui ne remplissent pas les conditions d'admissibilité à l'ADO, puisqu'elles ne visent pas principalement le développement (p. ex. le renforcement des capacités antiterroristes et les observateurs militaires). Par ailleurs, les dépenses supplémentaires occasionnées par l'emploi de l'équipement militaire du donateur pour des fins d'aide humanitaire ou de prestation de services de développement sont admissibles à l'ADO (par exemple, l'aide d'urgence offerte par l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe). Les activités qui ne sont pas financées à même l'EAI et qui ne sont pas admissibles à l'ADO ne sont pas visées par le présent rapport (p. ex. les activités d'entraînement militaire, la fourniture d'équipement ou de services militaires aux missions de maintien de la paix et la remise de dettes dues à des activités militaires).
B banques régionales de développement	Institutions financières internationales (IFI) appartenant aux pays membres et exploités par ces derniers. Leur mission est de consentir des prêts pour le développement et de fournir d'autres formes d'aide aux pays membres. Les cinq banques régionales de développement dans le monde sont les suivantes: Groupe de la Banque africaine de développement; Banque asiatique de développement; Banque européenne pour la reconstruction et le développement; Banque de développement des Caraïbes; et Banque interaméricaine de développement.
C Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	S'entend de l'ADO décaissée par le CRDI, une société d'État canadienne financée au moyen de l'EAI qui investit dans le savoir, l'innovation, et les solutions en vue d'améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement.
codes sectoriels	<p>Ces codes sont utilisés pour décrire l'objet de l'aide. La liste des secteurs est dressée par le CAD de l'OCDE. De temps à autre, des modifications y sont apportées avec l'approbation des pays donateurs. La classification du CAD de l'OCDE donne les grandes catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · l'infrastructure et les services sociaux – comprennent l'éducation, la santé, la population, l'eau, les gouvernements et la société civile; · l'infrastructure et les services économiques – comprennent le transport, les communications, l'énergie, les services bancaires et les finances, ainsi que les services aux entreprises; · la production – comprend l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'industrie, l'exploitation minière, la construction, le commerce et le tourisme; · les catégories multisectorielles et intersectorielles – comprennent la protection de l'environnement en général, d'autres volets multisectoriels comme le développement rural et urbain ainsi que les volets non sectoriels admissibles à des affectations, mais non susceptibles de recevoir une affectation par secteur, comme l'appui budgétaire général, les mesures ayant trait à la dette, l'aide humanitaire et les transactions à l'intérieur du pays donateur. <p>Le secteur de destination d'une contribution précise le domaine particulier de la structure économique ou sociale du bénéficiaire qui sera privilégié par le transfert. La classification par secteur ne précise pas le type de biens ni les services fournis.</p> <p>Étant donné les méthodes et les calendriers différents, les sommes présentées au tableau B-1 diffèrent beaucoup de celles présentées dans le « Tableau 5 : Engagements bilatéraux publics par secteur », tiré du questionnaire sur l'ADO du CAD de l'OCDE.</p> <p>Ces divergences ont trois grandes causes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · exercice et année civile – Le Rapport statistique sur l'ADO est fondé sur l'exercice du gouvernement du Canada; toutefois, le questionnaire du CAD est fondé sur l'année civile; · engagements et décaissements – Le tableau 5 du CAD est préparé à la lumière des fonds engagés, et non des fonds versés (décaissés); · codage proportionnel – les systèmes d'Affaires mondiales Canada lui permettent de coder plusieurs secteurs par rapport à toute contribution donnée; cependant, les rapports de l'OCDE ne permettent de donner qu'un seul code par projet ou programme d'aide.
Communications stratégiques	Les montants concernant ce secteur d'Affaires mondiales Canada représentent les dépenses de programme consacrées à la promotion du développement. Ce programme sert à encourager les efforts de la population canadienne par l'intermédiaire d'initiatives de médias de masse et d'initiatives en matière d'éducation.
comptes à payer à la fin de l'exercice (CAFE)	Dettes contractées envers des tiers et non réglées au 31 mars pour des travaux exécutés, des biens reçus et des services rendus avant la fin de l'exercice.
coûts d'exploitation et de gestion (voir aussi : frais d'administration)	Dans le présent rapport, ce terme désigne les coûts d'exploitation et de gestion directement pris en charge par l'organisme donateur pour les opérations courantes associées à la fourniture de l'aide internationale. Lisez également « frais d'administration ».
coûts imputés admissibles au titre de l'ADO	Catégorie de coûts admissibles au titre de l'ADO selon les directives du CAD de l'OCDE, mais pour lesquels on ne dispose d'aucune donnée sur les dépenses. On produit plutôt une estimation à partir d'un modèle statistique ou d'un jugement professionnel. Cela comprend les coûts pour les réfugiés (première année), les coûts relatifs aux étudiants étrangers, les services obtenus sans frais d'autres ministères et l'intérêt sur les paiements anticipés. Les définitions de ces termes se trouvent dans ce glossaire. La nouvelle politique sur les paiements de transfert n'exige plus des ministères qu'ils fassent état des coûts des intérêts sur les paiements anticipés. À ce titre, ces coûts ne figurent plus dans le Rapport statistique.

coûts imputés relatifs aux étudiants étrangers	Coûts relatifs aux étudiants étrangers provenant de pays admissibles à l'ADO qui étudient au Canada. Ces coûts excluent les droits de scolarité payés par les étudiants étrangers ou leurs répondants. Lisez la définition de « coûts imputés admissibles au titre de l'ADO ».
coûts pour les réfugiés	Dépenses consacrées aux réfugiés au cours de leur première année dans un pays donateur, y compris les dépenses prévues pour faire entrer les réfugiés dans un pays donateur ainsi que les coûts liés à la nourriture, à l'hébergement et à la formation. La méthodologie utilisée est conforme aux directives du CAD de l'OCDE et elle est disponible à l'adresse http://www.oecd.org/dac/stats/RefugeeCostsMethodologicalNote.pdf (en anglais).
D Défense nationale et Forces armées canadiennes (MDN)	S'entend des contributions admissibles à l'ADO versées au nom de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes, comme la fourniture de matériel de secours humanitaire. Les interventions de type militaire (par exemple les missions bilatérales de maintien de la paix) et les autres activités qui ne sont pas axées sur le développement ne figurent pas dans le présent rapport.
dépenses	Ce terme désigne l'un des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> · un montant dépensé (p. ex. paiement de transfert effectué sous forme de subvention ou de contribution); · une souscription ou une avance de capital à une institution financière internationale, sous forme d'émission de billets; · un coût estimatif admissible au titre de l'ADO (p. ex. un coût lié aux réfugiés au Canada).
Développement du commerce international et innovation	Ce secteur d'Affaires mondiales Canada soutient la participation du secteur privé ainsi que la gestion et l'administration de différentes possibilités d'obtention de bourses internationales pour les étudiants canadiens et étrangers.
Direction générale de l'assistance humanitaire internationale	Cette direction générale d'Affaires mondiales Canada a pour mandat de répondre aux demandes de soutien financier émanant des organisations humanitaires multilatérales comme le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, l'UNICEF et d'autres partenaires expérimentés du secteur humanitaire, y compris le Mouvement international de la Croix Rouge et des ONG, sauf en Cisjordanie et à Gaza où le programme-pays fournit également l'aide humanitaire. Veuillez consulter le tableau B2 qui contient un sommaire détaillé de l'aide humanitaire internationale du Canada.
E encaissement de billets ou base de décaissements (par opposition à l'émission de billets)	Un encaissement de billets est un versement sur un billet émis.
Enjeux mondiaux et Développement	Ce secteur d'Affaires mondiales Canada, auparavant nommé Direction générale des programmes multilatéraux et mondiaux, gère le volet développement des relations entre le Canada et les organisations multilatérales, apporte un soutien financier à ces organisations et les aide à définir leurs politiques et leurs programmes à l'échelle mondiale. Enjeux mondiaux et Développement fournit de l'aide bilatérale et multilatérale. Voir les définitions des termes suivants: « aide bilatérale » et « aide multilatérale ».
enveloppe de l'aide internationale (EAI)	L'enveloppe de l'aide internationale (EAI) est un bassin de ressources attirées qui permet au gouvernement du Canada de déployer son aide internationale rapidement et de manière responsable. Elle est utilisée pour financer la majorité des activités menées par le Canada qui ont un lien avec la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, ainsi que d'autres activités précises qui ne cadrent pas avec la définition de l'aide au développement officielle, telles que certaines initiatives visant à assurer la paix et la sécurité, et des prêts octroyés aux conditions du marché pour financer des initiatives internationales liées aux changements climatiques.
exercice	Le présent rapport est préparé selon l'exercice établi par le gouvernement du Canada. L'exercice 2014-2015 a commencé le 1er avril 2014 et a pris fin le 31 mars 2015.

Exportation et développement Canada (EDC)	<p>Le gouvernement du Canada déclare comme ADO les crédits qu'il consent, à des conditions avantageuses, par l'intermédiaire d'Exportation et développement Canada (EDC), selon l'article 23 de la Loi sur le développement des exportations. Ces crédits, qui répondent aux critères de développement approuvés, ne font toutefois pas partie du budget habituel du programme d'aide (EAI).</p> <p>Depuis l'exercice 2012-2013, EDC rend compte des contributions à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), contributions qui étaient auparavant déclarées par le ministère des Finances Canada.</p> <p>Remarque : Le Rapport statistique 2014-2015 a été préparé en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. Les remboursements des prêts consentis antérieurement en tant qu'ADP ne sont plus déduits des montants totaux. Ces prêts sont présentés dans le tableau A à titre indicatif seulement. Les annexes 1 et 2 présentent la ventilation détaillée des remboursements de prêts d'Affaires mondiales Canada et d'EDC par pays.</p>
F Fédération canadienne des municipalités (FCM)	Fait état de toute dépense au titre de l'ADO au nom de ses membres, qui comprennent les grandes villes, les petites villes et les collectivités rurales ainsi que 17 grandes associations provinciales et territoriales de municipalités du Canada.
Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)	Le FCIL est un programme de contributions géré par les missions canadiennes à l'étranger, qui est utilisé pour faire avancer les intérêts et les priorités du pays de manière ciblée et souple. Il occupe une niche unique : il est distinct tout en étant complémentaire aux autres programmes d'Affaires mondiales Canada, (p. ex., développement, sécurité, démocratie, interventions en cas de crise humanitaire). Le FCIL finance de petits projets élaborés localement, pouvant se chiffrer jusqu'à 50 000 \$ mais d'en moyenne 25 000 \$.
frais d'administration (voir aussi : coûts d'exploitation et de gestion)	En 1979, les membres du CAD de l'OCDE ont convenu d'inclure dans les sommes de l'ADO les frais d'administration liés à la mise en œuvre du programme d'aide. Les données relatives aux frais d'administration servent à améliorer la comparabilité des sommes totales de l'ADO des pays donateurs.
G Gendarmerie royale du Canada (GRC)	Décaissements d'ADO versés par la GRC pour des projets bilatéraux axés sur la consolidation de la paix après un conflit, ainsi que sur la gestion et la réforme des systèmes de sécurité.
gouvernements provinciaux	S'étend des programmes d'aide internationale mis en œuvre par le Québec, le Manitoba et l'Alberta. Par exemple, le gouvernement du Québec fournit un soutien institutionnel à long terme à certaines institutions multilatérales comme l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et entreprend des projets bilatéraux dans un certain nombre de pays. La Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle ne s'applique pas à ces programmes.
I institution financière internationale (IFI)	Les institutions financières internationales (IFI) sont des institutions financières établies (ou reconnues au moyen d'une charte) par plus d'un pays, et qui sont par conséquent assujetties aux lois internationales. Les gouvernements nationaux en sont généralement les propriétaires ou les actionnaires, bien que d'autres institutions internationales et d'autres organisations en soient à l'occasion des actionnaires. Les IFI les plus influentes sont des créations de multiples pays, mais il existe des institutions financières bilatérales (créées par deux pays) qui sont techniquement des IFI. Nombre d'entre elles sont des banques multilatérales de développement. Parmi les IFI les plus connues, mentionnons la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) et les banques régionales de développement.
M mécanisme	Dans le contexte de ce rapport et des statistiques sur le développement international, le terme « mécanisme » est utilisé pour faire la distinction entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale (voir les définitions des termes « aide bilatérale » et « aide multilatérale »).
ministère des Finances Canada	<p>Apports d'ADO déclarés par le ministère des Finances Canada, chargé de fournir une grande partie de l'ADO du Canada, y compris l'allègement de la dette d'aide officielle, laquelle consiste en une réorganisation visant à alléger le fardeau de la dette dans les pays partenaires. Ce ministère joue également le premier rôle dans la relation du Canada avec le Groupe de la Banque mondiale. Le ministère des Finances fait état au Parlement, dans son Budget principal des dépenses, du financement accordé à l'Association internationale de développement de la Banque mondiale et au Fonds monétaire international.</p> <p>Remarque : Le ministère des Finances Canada ne fait plus état des contributions versées au titre de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Ces contributions sont maintenant déclarées par Exportation et développement Canada.</p>
O organisations multilatérales	<p>Selon le CAD de l'OCDE, les organisations multilatérales sont des institutions internationales qui ont pour membres des gouvernements dont la totalité ou une grande partie des activités ont trait au développement et qui aident les pays bénéficiaires. Parmi ces organisations, on compte les banques multilatérales de développement (p. ex. la Banque mondiale et les banques régionales de développement), les organismes des Nations Unies, les partenariats public-privé (PPP) internationaux et les regroupements régionaux (p. ex. certains organismes arabes et de l'Union européenne).</p> <p>AMC, Santé Canada, l'Agence de la santé publique du Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada et la Société canadienne des postes versent des contributions aux budgets ordinaires de certaines organisations multilatérales (aussi appelées « soutien institutionnel à long terme » ou « financement de base »). Ces contributions peuvent être considérées comme de l'ADO, en tout ou en partie. La valeur en pourcentage pour chaque organisme est fournie par le CAD de l'OCDE. Consultez le tableau C-2.</p>

P Partenariats pour l'innovation dans le développement	<p>Ce secteur d'Affaires mondiales Canada offre des possibilités aux Canadiens de participer au développement international et il contribue à des initiatives conçues et mises en œuvre principalement par des organisations de la société civile, le secteur privé, des collèges, des universités, des établissements de recherche, des conseils provinciaux et régionaux et des fondations du Canada. Le secteur facilite la transmission de connaissances dans tout le Ministère, avec des partenaires internationaux et de la société civile pour faire progresser des approches novatrices au service du développement international.</p>
Politique stratégique et Sommets	<p>Ce secteur d'Affaires mondiales Canada, appelé auparavant Direction générale des politiques stratégiques et du rendement, est responsable des dépenses d'aide admissibles au titre de l'ADO engagées par Affaires mondiales Canada pour représenter le Canada dans les tribunes internationales sur le développement et pour garantir que les politiques canadiennes sur le développement tiennent compte des engagements du pays à l'échelle internationale.</p>
prévention des catastrophes et planification préalable	<p>Ensemble précis d'activités d'assistance humanitaire destiné à réduire les risques liés aux catastrophes (p. ex. le perfectionnement des connaissances, la cartographie des risques naturels, les normes juridiques de construction), et comprenant les systèmes d'alerte précoce ainsi que les stocks et la planification d'urgence, y compris la préparation à un déplacement forcé.</p>
programme-pays (par opposition à programme régional)	<p>Les programmes-pays sont présentés aux tableaux D-1 et D-2 et englobent un large éventail d'activités. Ils comprennent les programmes mis en œuvre directement par des organisations gouvernementales, y compris le soutien budgétaire direct. Les fonds sont également gérés par l'entremise d'un agent d'exécution, d'organisations ou d'institutions non gouvernementales locales ou internationales, selon le mécanisme d'exécution du programme et les conditions et ententes particulières conclues avec le pays bénéficiaire.</p>
Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité	<p>Améliore la capacité des États bénéficiaires de prévenir et de contrer les menaces posées par la criminalité transnationale organisée à l'échelle de l'hémisphère, pour promouvoir tout l'éventail des intérêts canadiens dans les Amériques. Ce programme administre l'enveloppe pour la lutte contre le trafic de migrants afin de contrer spécifiquement la menace internationale que constituent, pour le Canada, les activités visant à favoriser les migrations clandestines à l'étranger.</p>
Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes (PARCA)	<p>Améliore la capacité des États bénéficiaires de prévenir et de contrer les menaces posées par les activités terroristes au moyen de la formation et, de la fourniture de matériel et d'une aide technique et juridique.</p>
Programme de Partenariat mondial	<p>Il s'agit du principal mécanisme par lequel le Canada aide aux efforts internationaux par des projets concrets visant à prévenir la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes ainsi que leur utilisation éventuelle par des terroristes.</p>
Programme des bourses internationales	<p>Ce programme permet d'attirer des étudiants et des chercheurs internationaux au Canada en offrant des bourses aux étudiants canadiens et étrangers et en faisant la promotion des bourses financées par le gouvernement.</p>
Programmes géographiques	<p>Ce secteur d'Affaires mondiales Canada fournit la plus grande partie de l'aide bilatérale d'Affaires mondiales Canada au moyen de programmes visant un pays donné (voir la définition de « programme-pays ») ou dans le cadre de programmes régionaux (voir la définition de « programme régional »).</p>
Programme pour la paix et la sécurité mondiales	<p>Ce programme répond aux demandes d'aide que reçoit de plus en plus souvent le Canada à l'occasion de crises complexes, qu'il s'agisse de conflits ou de catastrophes naturelles, et coordonne l'application de politiques et de programmes pangouvernementaux dans des États fragiles et touchés par des conflits. Le programme prévoit également l'élaboration de stratégies, des opérations, des activités de coordination et des activités de programmes visant à permettre la mise en œuvre de projets agiles, opportuns et réactifs capables de faire progresser les priorités gouvernementales dans les secteurs importants de la paix et de la sécurité.</p>
programme régional	<p>S'étend de tout programme régional géré par le Secteur des programmes géographiques d'Affaires mondiales Canada (voir la définition), qui porte sur les enjeux régionaux auxquels chaque pays est confronté. Dans les tableaux D-1 et D-2, les programmes régionaux sont présentés indépendamment des programmes-pays. Lisez la définition de « programme-pays ».</p>
Q quotes-parts	<p>Les quotes-parts ou contributions obligatoires sont des paiements effectués par le gouvernement fédéral découlant de l'adhésion du Canada à une organisation internationale. Afin de maintenir son statut de membre en règle, le Canada doit déboursier sa part des coûts totaux de fonctionnement.</p>
R remboursement de prêts	<p>Dans le présent rapport, le remboursement de prêts s'entend du remboursement au gouvernement du Canada, par des pays en développement, de prêts pour le développement, que les prêts aient été consentis par Affaires mondiales Canada ou un autre ministère. Les annexes 1 et 2 présentent la ventilation détaillée des prêts par pays et par organisation.</p> <p>Prêts bilatéraux – Désignent les remboursements des prêts consentis par l'ancienne ACDI aux pays en développement avant 1986.</p> <p>Prêts multilatéraux – Désignent les remboursements des prêts consentis par l'ancienne ACDI à la Société andine de développement, à la Banque africaine de développement et à la Banque interaméricaine de développement.</p>

S Santé Canada	Nom faisant référence aux dépenses d'aide engagées par le ministère de la Santé du Canada pour appuyer l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Par l'entremise de l'OPS, le Canada facilite les relations multilatérales et bilatérales en santé, apporte une coopération technique et contribue au renforcement des capacités (voir le tableau A).
Sécurité internationale et intervention en cas de crise	Ce secteur est responsable de la coordination des objectifs de paix et de sécurité du Canada au sein d'Affaires mondiales Canada.
services obtenus sans frais d'autres ministères	Coûts engagés par d'autres ministères pour les services d'hébergement, les services juridiques et les services d'émission de chèques fournis à Affaires mondiales Canada. Lisez la définition de « coûts imputés admissibles au titre de l'ADO ».
Services rendus à l'étranger	Désigne les services communs offerts au personnel d'Affaires mondiales Canada, au personnel canadien et aux employés recrutés sur place, dans les missions diplomatiques et consulaires à l'étranger. Ces fonds facilitent la présence d'agents de développement sur le terrain et soutiennent la mise en œuvre de projets d'aide internationale.
société civile (par opposition aux institutions gouvernementales ou aux établissements du secteur privé)	<p>Dans ce rapport, l'expression « société civile » englobe les entités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · les organisations canadiennes sans but lucratif ayant une personnalité juridique au Canada, dont les ONG, les ONG internationales, les organismes de coopération volontaire, les coopératives, les syndicats et les fédérations, les organismes religieux, les associations professionnelles, ainsi que les instituts de recherche en éducation et en politiques; · les institutions régionales, nationales et locales et les organismes sans but lucratif de pays et de territoires en développement ayant une personnalité juridique; · les organisations internationales sans but lucratif ayant une personnalité juridique dans le pays où se trouve leur siège social. <p>Pour être qualifiée d'internationale, une organisation doit compter des membres et une direction issus de divers pays, et ses instances dirigeantes doivent être élues régulièrement à l'échelle internationale. Consultez le tableau C-1.</p>
soutien budgétaire général	Secteur précis défini par le CAD de l'OCDE qui comprend les contributions au budget du gouvernement non affectées à des fins particulières, l'appui à la mise en œuvre de réformes macroéconomiques (programmes d'ajustement structurel, stratégies de réduction de la pauvreté) et l'appui aux programmes généraux (lesquels ne peuvent être ventilés par secteur).
soutien institutionnel à long terme	Le soutien institutionnel à long terme, aussi appelé financement de base, est le modèle d'exécution qui permet au gouvernement du Canada de fournir un soutien financier aux entités (organismes, institutions ou pays bénéficiaires) dont les activités donnent des résultats de développement qui reflètent ses buts et objectifs. Dans le Rapport statistique sur l'aide internationale, conformément aux normes internationales, le soutien institutionnel à long terme accordé aux organisations multilatérales est comptabilisé à titre d'aide multilatérale, alors que le soutien institutionnel à long terme accordé aux ONG est considéré comme une aide bilatérale. En outre, le soutien institutionnel à long terme accordé aux organisations multilatérales comprend la partie des quotes-parts versée au titre de l'ADO. Voir la définition de « quote-part »